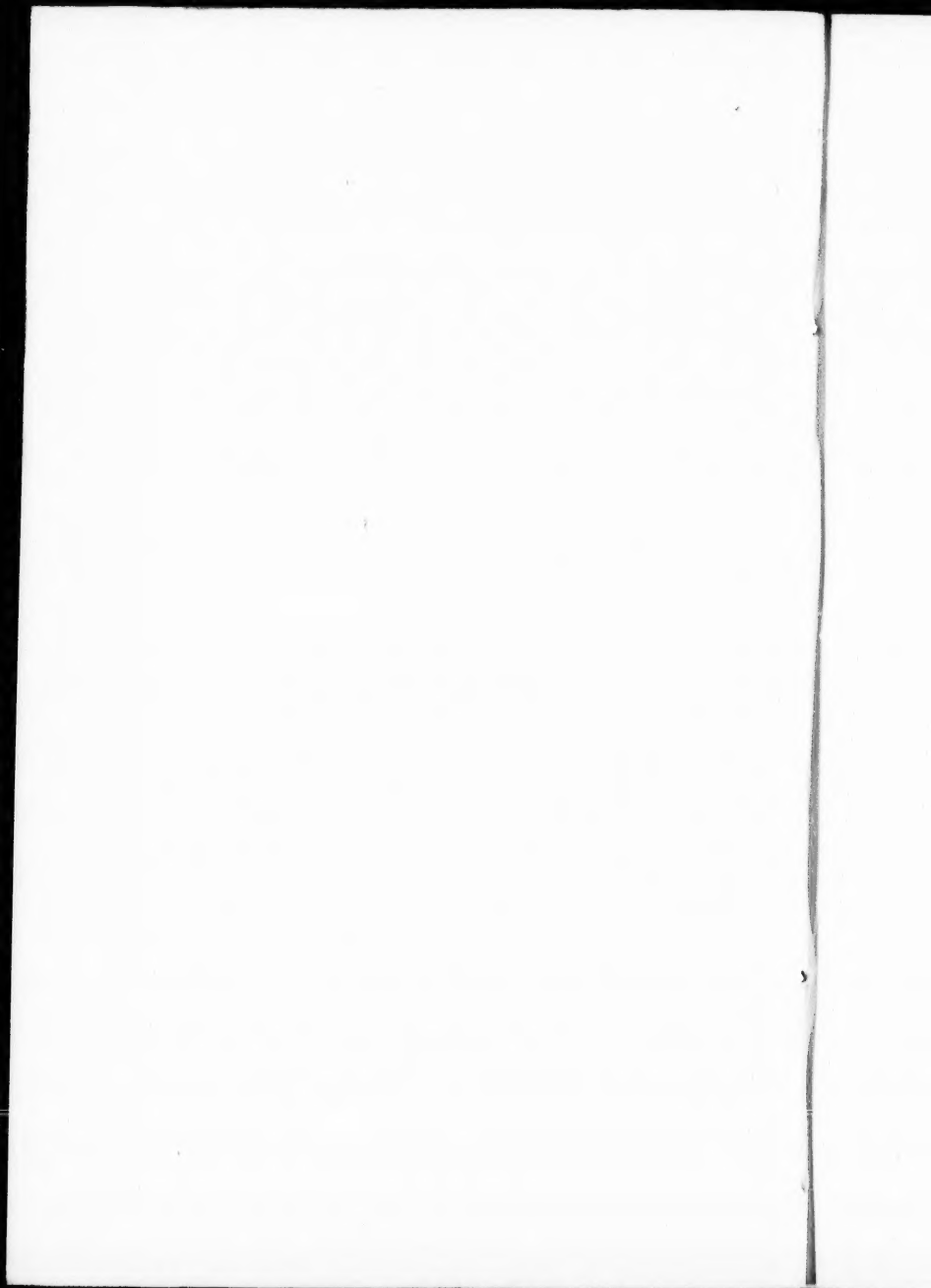


ACTE
CONCERNANT L'UNION ET LE GOUVERNEMENT
DU
CANADA, DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE ET DU
NOUVEAU-BRUNSWICK,
AINSI QUE LES OBJETS QUI S'Y RATTACHENT.
(30^e VICTORIA, CHAP. 3.)

AN ACT
FOR THE
UNION OF CANADA, NOVA SCOTIA AND
NEW BRUNSWICK
AND THE GOVERNMENT THEREOF;
AND FOR PURPOSES CONNECTED THEREWITH.
(30 VICTORIA, CAP. 3.)

QUEBEC
TYPOGRAPHIE D'AUGUSTIN COTÉ
1868



ACTE D'UNION.

UNION ACT.

ACTE

Concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent.

CONSIDÉRANT que les provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ont exprimé le désir de contracter une union fédérale pour ne former qu'une seule et même Puissance (*Dominion*) sous la Couronne du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, avec une constitution reposant sur les mêmes principes que celle du royaume-uni :

Considérant de plus qu'une telle union aurait l'effet de développer la prospérité des provinces et de favoriser les intérêts de l'Empire Britannique :

Considérant de plus qu'il est opportun, concurremment avec l'établissement de l'union par autorité du parlement, non-seulement de décréter la constitution du pouvoir législatif de la Puissance, mais aussi de définir la nature de son gouvernement exécutif :

Considérant de plus qu'il est nécessaire de pourvoir à l'admission éventuelle d'autres parties de l'Amérique Britannique du Nord dans l'union ;

A ces causes, Sa Très-Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement des Lords Spirituels et

AN ACT

For the union of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick, and the government thereof; and for purposes connected therewith.

WHEREAS the provinces of Canada, Nova Scotia and New Brunswick have expressed their desire to be federally united into one Dominion under the crown of the united kingdom of Great Britain and Ireland, with a constitution similar in principle to that of the united kingdom:

And whereas such a union would conduce to the welfare of the provinces and promote the interests of the British Empire:

And whereas on the establishment of the union by authority of parliament it is expedient, not only that the constitution of the legislative authority in the Dominion be provided for, but also that the nature of the executive government therein be declared:

And whereas it is expedient that provision be made for the eventual admission into the union of other parts of British North America;

Be it therefore enacted and declared by the Queen's most Excellent Majesty, by and with the advice and

Temporels et des Communes, en ce présent parlement assemblés, et par leur autorité, décrète et déclare ce qui suit :

I.—PRÉLIMINAIRES.

1. Le présent acte pourra être cité sous le titre : « L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867. »

2. Les dispositions du présent acte relatives à Sa Majesté la Reine s'appliquent également aux héritiers et successeurs de Sa Majesté, rois et reines du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

II—UNION.

3. Il sera loisible à la Reine, de l'avis du Très-Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, de déclarer par proclamation qu'à compter du jour y désigné,—mais pas plus tard que six mois après la passation du présent acte,—les provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ne formeront qu'une seule et même Puissance sous le nom du Canada, et dès ce jour, ces trois provinces ne formeront, en conséquence, qu'une seule et même Puissance sous ce nom.

4. Les dispositions subséquentes du présent acte, à moins que le contraire n'y apparaisse explicitement ou implicitement, prendront leur pleine vigueur dès que l'union sera effectuée, c'est-à-dire, le jour à compter duquel, aux termes de la proclamation de la Reine, l'union sera déclarée un fait accompli ; dans les mêmes dispositions, à moins que le contraire n'y apparaisse explicitement ou implicitement,

consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present parliament assembled, and by the authority of the same, as follows :

I.—PRELIMINARY.

1. This act may be cited as « The British North America Act, 1867. »

2. The provisions of this act referring to Her Majesty the Queen extend also to the heirs and successors of Her Majesty, kings and queens of the united kingdom of Great Britain and Ireland.

II.—UNION.

3. It shall be lawful for the Queen, by and with the advice of Her Majesty's Most Honorable Privy Council, to declare by proclamation that, on and after a day therein appointed, not being more than six months after the passing of this act, the provinces of Canada, Nova Scotia and New Brunswick shall form and be one Dominion under the name of Canada; and on and after that day these three provinces shall form and be one Dominion under that name accordingly.

4. The subsequent provisions of this act shall, unless it is otherwise expressed or implied, commence and have effect on and after the union, that is to say, on and after the day appointed for the union taking effect in the Queen's proclamation; and in the same provisions, unless it is otherwise expressed or implied, the name Canada

le nom de Canada signifiera le Canada tel que constitué sous le présent acte.

5. Le Canada sera divisé en quatre provinces, dénommées :—Ontario, Québec, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick.

6. Les parties de la province du Canada (telle qu'existant à la passation du présent acte) qui constituaient autrefois les provinces respectives du Haut et du Bas-Canada, seront censées séparées et formeront deux provinces distinctes. La partie qui constituait autrefois la province du Haut-Canada formera la province d'Ontario ; et la partie qui constituait la province du Bas-Canada formera la province de Québec.

7. Les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick auront les mêmes délimitations qui leur étaient assignées à l'époque de la passation du présent acte.

8. Dans le recensement général de la population du Canada qui, en vertu du présent acte, devra se faire en mil huit cent soixante-et-onze, et tous les dix ans ensuite, il sera fait une énumération distincte des populations respectives des quatre provinces.

III.—POUVOIR EXÉCUTIF.

9. A la Reine continueront d'être et sont par le présent attribués le gouvernement et le pouvoir exécutifs du Canada.

10. Les dispositions du présent acte relatives au gouverneur-général s'étendent et s'appliquent au

shall be taken to mean Canada as constituted under this act.

5. Canada shall be divided into four provinces, named Ontario, Quebec, Nova Scotia, and New Brunswick.

6. The parts of the province of Canada (as it exists at the passing of this act) which formerly constituted respectively the provinces of Upper Canada and Lower Canada shall be deemed to be severed, and shall form two separate provinces. The part which formerly constituted the province of Upper Canada shall constitute the province of Ontario; and the part which formerly constituted the province of Lower Canada shall constitute the province of Quebec.

7. The provinces of Nova Scotia and New Brunswick shall have the same limits as at the passing of this act.

8. In the general census of the population of Canada which is hereby required to be taken in the year one thousand eight hundred and seventy-one, and in every tenth year thereafter, the respective populations of the four provinces shall be distinguished.

III.—EXECUTIVE POWER.

9. The executive government and authority of and over Canada is hereby declared to continue and be vested in the Queen.

10. The provisions of this act referring to the governor-general extend and apply to the governor-

gouverneur-général du Canada, ou à tout autre chef exécutif ou administrateur pour le temps d'alors, administrant le gouvernement du Canada au nom de la Reine, quel que soit le titre sous lequel il puisse être désigné.

11. Il y aura, pour aider et aviser, dans l'administration du gouvernement du Canada, un conseil dénommé le Conseil Privé de la Reine pour le Canada ; les personnes qui formeront partie de ce conseil seront, de temps à autre, choisies et mandées par le gouverneur-général et assermentées comme Conseillers Privés ; les membres de ce conseil pourront, de temps à autre, être révoqués par le gouverneur-général.

12. Tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui,—par aucun acte du parlement de la Grande-Bretagne, ou du parlement du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de la législature du Haut-Canada, du Bas-Canada, du Canada, de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick, lors de l'union,—sont conférés aux gouverneurs et lieutenants-gouverneurs respectifs de ces provinces ou peuvent être par eux exercés, de l'avis, ou de l'avis et du consentement des conseils exécutifs de ces provinces, ou avec la coopération de ces conseils, ou par aucun nombre de membres de ces conseils, ou par ces gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs individuellement, seront, en tant qu'ils continueront d'exister et qu'ils pourront être exercés après l'union,

general for the time being of Canada, or other the chief executive officer or administrator for the time being carrying on the government of Canada on behalf and in the name of the Queen, by whatever title he is designated.

11. There shall be a council to aid and advise in the government of Canada, to be styled the Queen's Privy Council for Canada; and the persons who are to be members of that council shall be from time to time chosen and summoned by the governor-general and sworn in as Privy Councillors, and members thereof may be from time to time removed by the governor-general.

12. All powers, authorities, and functions which under any act of the parliament of Great Britain, or of the parliament of the united kingdom of Great Britain and Ireland, or of the legislature of Upper Canada, Lower Canada, Canada, Nova Scotia or New Brunswick, are at the union vested in or exerciseable by the respective governors or lieutenant-governors of those provinces, with the advice, or with the advice and consent of the respective executive councils thereof, or in conjunction with those councils, or with any number of members thereof, or by those governors or lieutenant-governors individually, shall, as far as the same continue in existence and capable of being exercised after the union in relation to the government of Canada, be vested in

relativement au gouvernement du Canada,—conférés au gouverneur-général et pourront être par lui exercés, de l'avis, ou de l'avis et du consentement ou avec la coopération du Conseil Privé de la Reine pour le Canada ou d'aucun de ses membres, ou par le gouverneur-général individuellement, selon le cas ; mais ils pourront, néanmoins (sauf ceux existant en vertu d'actes de la Grande-Bretagne ou du parlement du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande), être révoqués ou modifiés par le parlement du Canada.

13. Les dispositions du présent acte relatives au gouverneur-général en conseil seront interprétées de manière à s'appliquer au gouverneur-général agissant de l'avis du Conseil Privé de la Reine pour le Canada.

14. Il sera loisible à la Reine, si Sa Majesté le juge à propos, d'autoriser le gouverneur-général à nommer, de temps à autre, une ou plusieurs personnes, conjointement ou séparément, pour agir comme son ou ses députés dans aucune partie ou parties du Canada, pour, en cette capacité, exercer, durant le plaisir du gouverneur-général, les pouvoirs, attributions et fonctions du gouverneur-général, que le gouverneur-général jugera à propos ou nécessaires de lui ou leur assigner, sujet aux restrictions ou instructions formulées ou communiquées par la Reine ; mais la nomination de tel député ou députés ne pourra empêcher le gouverneur-général lui-même

and exerciseable by the governor-general, with the advice or with the advice and consent of or in conjunction with the Queen's Privy Council for Canada, or any members thereof, or by the governor-general individually, as the case requires, subject nevertheless (except with respect to such as exist under acts of the parliament of Great Britain or of the parliament of the united kingdom of Great Britain and Ireland) to be abolished or altered by the parliament of Canada.

13. The provisions of this act referring to the governor-general in council shall be construed as referring to the governor-general acting by and with the advice of the Queen's Privy Council for Canada.

14. It shall be lawful for the Queen, if Her Majesty thinks fit, to authorize the governor-general from time to time to appoint any person or any persons jointly or severally to be his deputy or deputies within any part or parts of Canada, and in that capacity to exercise during the pleasure of the governor-general such of the powers, authorities, and functions of the governor-general as the governor-general deems it necessary or expedient to assign to him or them, subject to any limitations or directions expressed or given by the Queen; but the appointment of such a deputy or deputies, shall not affect the ex-

d'exercer les pouvoirs, attributions ou fonctions qui lui sont conférés.

15. A la Reine continuera d'être et est par le présent attribué le commandement en chef des milices de terre et de mer et de toutes les forces militaires et navales en Canada.

16. Jusqu'à ce qu'il plaise à la Reine en ordonner autrement, Ottawa sera le siège du gouvernement du Canada.

IV.—POUVOIR LÉGISLATIF.

17. Il y aura, pour le Canada, un parlement qui sera composé de la Reine, d'une chambre haute appelée le Sénat, et de la Chambre des Communes.

18. Les privilèges, immunités et pouvoirs que posséderont et exerceront le sénat, la chambre des communes et les membres de ces corps respectifs, seront ceux prescrits de temps à autre par acte du parlement du Canada; ils ne devront cependant jamais excéder ceux possédés et exercés, lors de la passation du présent acte, par la chambre des communes du parlement du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et par les membres de cette chambre.

19. Le parlement du Canada sera convoqué dans un délai de pas plus de six mois après l'union.

20. Il y aura une session du parlement du Canada une fois au moins chaque année, de manière à ce qu'il ne s'écoule pas un intervalle de douze mois

ercise by the governor-general himself of any power, authority, or function.

15. The commander-in-chief of the land and naval militia, and of all naval and military forces, of and in Canada, is hereby declared to continue and be vested in the Queen.

16. Until the Queen otherwise directs the seat of government of Canada shall be Ottawa.

IV.—LEGISLATIVE POWER.

17. There shall be one parliament for Canada, consisting of the Queen, an Upper House styled the Senate, and the House of Commons.

18. The privileges, immunities, and powers to be held, enjoyed, and exercised by the senate and by the house of commons and by the members thereof respectively, shall be such as are from time to time defined by act of the parliament of Canada, but so that the same shall never exceed those at the passing of this act held, enjoyed, and exercised by the commons house of parliament of the united kingdom of Great Britain and Ireland and by the members thereof.

19. The parliament of Canada shall be called together not later than six months after the union.

20. There shall be a session of the parliament of Canada once at least in every year, so that twelve months shall not intervene between the last sitting

entre la dernière séance d'une session du parlement et sa première séance dans la session suivante.

Le Sénat.

21. Sujet aux dispositions du présent acte, le sénat se composera de soixante-et-douze membres, qui seront appelés sénateurs.

22. En ce qui concerne la composition du sénat, le Canada sera censé comprendre trois divisions :

1. Ontario ;
2. Québec ;
3. Les provinces maritimes, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick ; ces trois divisions seront, sujettes aux dispositions du présent acte, également représentées dans le sénat, comme suit : Ontario par vingt-quatre sénateurs ; Québec par vingt-quatre sénateurs ; et les provinces maritimes par vingt-quatre sénateurs, douze desquels représenteront la Nouvelle-Ecosse, et douze le Nouveau-Brunswick.

En ce qui concerne la province de Québec, chacun des vingt-quatre sénateurs la représentant, sera nommé pour l'un des vingt-quatre collèges électoraux du Bas-Canada, énumérés dans la cédula A, annexée au chapitre premier des statuts refondus du Canada.

23. Les qualifications d'un sénateur seront comme suit :

1. Il devra être âgé de trente ans révolus ;
2. Il devra être sujet-né de la Reine, ou sujet de la Reine naturalisé par acte du parlement de la Grande-Bretagne, ou du parlement du

of the parliament in one session and its first sitting in the next session.

The Senate.

21. The senate shall, subject to the provisions of this act, consist of seventy-two members, who shall be styled senators.

22. In relation to the constitution of the senate, Canada shall be deemed to consist of three divisions—

1. Ontario ;

2. Quebec ;

3. The maritime provinces, Nova Scotia and New Brunswick ; which three divisions shall (subject to the provisions of this act) be equally represented in the senate as follows : Ontario by twenty-four senators ; Quebec by twenty-four senators ; and the maritime provinces by twenty-four senators, twelve thereof representing Nova Scotia, and twelve thereof representing New Brunswick.

In the case of Quebec each of the twenty-four senators representing that province shall be appointed for one of the twenty-four electoral divisions of Lower Canada specified in schedule A to chapter one of the consolidated statutes of Canada.

23. The qualification of a senator shall be as follows :—

1. He shall be of the full age of thirty years :

2. He shall be either a natural-born subject of the Queen, or a subject of the Queen naturalized by an act of the parliament of Great

royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de la législature de l'une des provinces du Haut-Canada, du Bas-Canada, du Canada, de la Nouvelle-Ecosse, ou du Nouveau-Brunswick, avant l'union, ou du parlement du Canada, après l'union ;

3. Il devra posséder, pour son propre usage et bénéfice, comme propriétaire en droit ou en équité, des terres ou tènements tenus en franc et commun soccage,—ou être en bonne saisine ou possession, pour son propre usage et bénéfice, de terres ou tènements tenus en franc-alleu ou en roture dans la province pour laquelle il est nommé, de la valeur de quatre mille piastres, en sus de toutes rentes, dettes, charges, hypothèques et redevances qui peuvent être attachées, dues et payables sur ces immeubles ou auxquelles ils peuvent être affectés ;
4. Ses propriétés mobilières et immobilières devront valoir, somme toute, quatre mille piastres, en sus de toutes ses dettes et obligations ;
5. Il devra être domicilié dans la province pour laquelle il est nommé ;
6. En ce qui concerne la province de Québec, il devra être domicilié ou posséder sa qualification foncière dans le collège électoral dont la représentation lui est assignée.

Britain, or of the parliament of the united kingdom of Great Britain and Ireland, or of the legislature of one of the provinces of Upper Canada, Lower Canada, Canada, Nova Scotia, or New Brunswick, before the union, or of the parliament of Canada after the Union :

3. He shall be legally or equitably seized as of freehold for his own use and benefit of lands or tenements held in free and common socage, or seized or possessed for his own use and benefit of lands or tenements held in franc-alleu or in roture, within the province for which he is appointed, of the value of four thousand dollars, over and above all rents, dues, debts, charges, mortgages, and incumbrances due or payable out of or charged on or affecting the same :
4. His real and personal property shall be together worth four thousand dollars over and above his debts and liabilities :
5. He shall be resident in the Province for which he is appointed :
6. In the case of Quebec he shall have his real property qualification in the electoral division for which he is appointed, or shall be resident in that division.

24. Le gouverneur-général mandera de temps à autre au sénat, au nom de la Reine et par instrument sous le grand sceau du Canada, des personnes ayant les qualifications voulues; et, sujettes aux dispositions du présent acte, les personnes ainsi mandées deviendront et seront membres du sénat et sénateurs.

25. Les premières personnes appelées au sénat seront celles que la Reine, par mandat sous le seing manuel de Sa Majesté, jugera à propos de désigner, et leurs noms seront insérés dans la proclamation de la Reine décrétant l'union.

26. Si en aucun temps, sur la recommandation du gouverneur-général, la Reine juge à propos d'ordonner que trois ou six membres soient ajoutés au sénat, le gouverneur-général pourra, par mandat adressé à trois ou six personnes (selon le cas) ayant les qualifications voulues, représentant également les trois divisions du Canada, les ajouter au sénat.

27. Dans le cas où le nombre des sénateurs serait ainsi en aucun temps augmenté, le gouverneur-général ne mandera aucune personne au sénat, sauf sur pareil ordre de la Reine donné à la suite de la même recommandation, tant que la représentation de chacune des trois divisions du Canada ne sera pas revenue au nombre fixe de vingt-quatre sénateurs.

28. Le nombre des sénateurs ne devra en aucun temps excéder soixante-et-dix-huit.

24. The governor-general shall from time to time, in the Queen's name, by instrument under the great seal of Canada, summon qualified persons to the senate; and, subject to the provisions of this act, every person so summoned shall become and be a member of the senate and a senator.

25. Such persons shall be first summoned to the senate as the Queen by warrant under Her Majesty's Royal Sign Manuel thinks fit to approve, and their names shall be inserted in the Queen's proclamation of union.

26. If at any time on the recommendation of the governor-general the Queen thinks fit to direct that three or six members be added to the senate, the governor-general may by summons to three or six qualified persons (as the case may be), representing equally the three divisions of Canada, add to the senate accordingly.

27. In case of such addition being at any time made the governor-general shall not summon any person to the senate, except on a further like direction by the Queen on the like recommendation, until each of the three divisions of Canada is represented by twenty-four senators and no more.

28. The number of senators shall not at any time exceed seventy-eight.

29. Sujet aux dispositions du présent acte, le sénateur occupera sa charge dans le sénat à vie.

30. Un sénateur pourra, par écrit revêtu de son seing et adressé au gouverneur-général, se démettre de ses fonctions au sénat ; après quoi son siège deviendra vacant.

31. Le siège d'un sénateur deviendra vacant dans chacun des cas suivants :

1. Si, durant deux sessions consécutives du parlement, il manque d'assister aux séances du sénat ;
2. S'il prête un serment, ou souscrit une déclaration ou reconnaissance d'allégeance, obéissance ou attachement à une puissance étrangère, ou s'il accomplit un acte qui le rend sujet ou citoyen, ou lui confère les droits et les privilèges d'un sujet ou citoyen d'une puissance étrangère ;
3. S'il est déclaré en état de banqueroute ou de faillite, ou s'il a recours au bénéfice d'aucune loi concernant les faillis, ou s'il se rend coupable de concussion ;
4. S'il est atteint de trahison ou convaincu de félonie, ou d'aucun crime infamant ;
5. S'il cesse de posséder la qualification reposant sur la propriété ou le domicile ; mais un sénateur ne sera pas réputé avoir perdu la qualification reposant sur le domicile par le seul fait de sa résidence au siège du gouver-

29. A senator shall, subject to the provisions of this act, hold his place in the senate for life.

30. A senator may, by writing under his hand, addressed to the governor-general, resign his place in the senate, and thereupon the same shall be vacant.

31. The place of a senator shall become vacant in any of the following cases :

1. If for two consecutive sessions of the parliament he fails to give his attendance in the senate :
2. If he takes an oath or makes a declaration or acknowledgment of allegiance, obedience or adherence to a foreign power, or does an act whereby he becomes a subject or citizen, or entitled to the rights or privileges of a subject or citizen of a foreign power :
3. If he is adjudged bankrupt or insolvent, or applies for the benefit of any law relating to insolvent debtors, or becomes a public defaulter :
4. If he is attainted of treason, or convicted of felony or of any infamous crime :
5. If he ceases to be qualified in respect of property or of residence ; provided that a senator shall not be deemed to have ceased to be qualified in respect of residence by reason only of his residing at the seat of the government

nement du Canada pendant qu'il occupe sous ce gouvernement une charge qui y exige sa présence.

32. Quand un siège deviendra vacant au sénat par démission, décès ou toute autre cause, le gouverneur-général remplira la vacance en adressant un mandat à quelque personne capable et ayant les qualifications voulues.

33. S'il s'élève quelque question au sujet des qualifications d'un sénateur ou d'une vacance dans le sénat, cette question sera entendue et décidée par le sénat.

34. Le gouverneur-général pourra, de temps à autre, par instrument sous le grand sceau du Canada, nommer un sénateur comme orateur du sénat, et le révoquer et en nommer un autre à sa place.

35. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, la présence d'au moins quinze sénateurs, y compris l'orateur, sera nécessaire pour constituer une assemblée du sénat dans l'exercice de ses fonctions.

36. Les questions soulevées dans le sénat seront décidées à la majorité des voix, et dans tous les cas, l'orateur aura voix délibérative ; quand les voix seront également partagées, la décision sera considérée comme rendue dans la négative.

La Chambre des Communes.

37. La chambre des communes sera, sujette aux dispositions du présent acte, composée de cent

of Canada while holding an office under that government requiring his presence there.

32. When a vacancy happens in the senate, by resignation, death or otherwise, the governor-general shall, by summons to a fit and qualified person, fill the vacancy.

33. If any question arises respecting the qualification of a senator or a vacancy in the senate the same shall be heard and determined by the senate.

34. The governor-general may from time to time, by instrument under the great seal of Canada, appoint a senator to be Speaker of the senate, and may remove him and appoint another in his stead.

35. Until the parliament of Canada otherwise provides, the presence of at least fifteen senators, including the Speaker, shall be necessary to constitute a meeting of the senate for the exercise of its powers.

36. Questions arising in the senate shall be decided by a majority of voices, and the Speaker shall in all cases have a vote, and when the voices are equal the decision shall be deemed to be in the negative.

The House of Commons.

37. The house of commons shall, subject to the provisions of this act, consist of one hundred and

quatre-vingt-un membres, dont quatre-vingt-deux représenteront Ontario, soixante-et-cinq Québec, dix-neuf la Nouvelle-Ecosse et quinze le Nouveau-Brunswick.

38. Le gouverneur-général convoquera, de temps à autre, la chambre des communes au nom de la Reine, par instrument sous le grand sceau du Canada.

39. Un sénateur ne pourra ni être élu, ni siéger, ni voter comme membre de la chambre des communes.

40. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, les provinces d'Ontario, de Québec, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick seront, en ce qui concerne l'élection des membres de la chambre des communes,—divisées en districts électoraux comme suit :

1.—ONTARIO.

La province d'Ontario sera partagée en comtés, divisions de comtés (*Ridings*), cités, parties de cités, et villes, tels qu'énumérés dans la première cédule annexée au présent acte ; chacune de ces divisions formera un district électoral, et chaque district désigné dans cette cédule aura droit d'élire un membre.

2.—QUÉBEC.

La province de Québec sera partagée en soixante-et-cinq districts électoraux, comprenant les soixante-et-cinq divisions électorales en lesquelles le Bas-

eighty-one members, of whom eighty-two shall be elected for Ontario, sixty-five for Quebec, nineteen for Nova Scotia, and fifteen for New Brunswick.

38. The governor-general shall from time to time, in the Queen's name, by instrument under the great seal of Canada, summon and call together the house of commons.

39. A senator shall not be capable of being elected or of sitting or voting as a member of the house of commons.

40. Until the parliament of Canada otherwise provides, Ontario, Quebec, Nova Scotia, and New Brunswick shall, for the purposes of the election of members to serve in the house of commons, be divided into electoral districts as follows :—

1.—ONTARIO.

Ontario shall be divided into the counties, ridings of counties, cities, parts of cities, and towns enumerated in the first schedule to this act, each whereof shall be an electoral district, each such district as numbered in that schedule being entitled to return one member.

2.—QUEBEC.

Quebec shall be divided into sixty-five electoral districts, composed of the sixty-five electoral divisions into which Lower Canada is at the passing of this

Canada est actuellement divisé en vertu du chapitre deuxième des statuts refondus du Canada, du chapitre soixante-et-quinze des statuts refondus pour le Bas-Canada, et de l'acte de la province du Canada de la vingt-troisième année du règne de Sa Majesté la Reine, chapitre premier, ou de tout autre acte les amendant et en force à l'époque de l'union, de telle manière que chaque division électorale constitue, pour les fins du présent acte, un district électoral ayant droit d'élire un membre.

3.—NOUVELLE-ECOSSE.

Chacun des dix-huit comtés de la Nouvelle-Ecosse formera un district électoral. Le comté d'Halifax aura droit d'élire deux membres, et chacun des autres comtés un membre.

4.—NOUVEAU-BRUNSWICK.

Chacun des quatorze comtés dont se compose le Nouveau-Brunswick, y compris la cité et le comté de Saint-Jean, formera un district électoral. La cité de Saint-Jean constituera également un district électoral par elle-même. Chacun de ces quinze districts électoraux aura droit d'élire un membre.

41. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement,—toutes les lois en force dans les diverses provinces, à l'époque de l'union, concernant les questions suivantes ou aucunes d'elles, savoir :—l'éligibilité ou l'inéligibilité des candidats ou des membres de la chambre d'assemblée ou assemblée législative dans les diverses provinces,—

act divided under chapter two of the consolidated statutes of Canada, chapter seventy-five of the consolidated statutes for Lower Canada, and the act of the province of Canada of the twenty-third year of the Queen, chapter one, or any other act amending the same in force at the union, so that each such electoral division shall be for the purposes of this act an electoral district entitled to return one member.

3.—NOVA SCOTIA.

Each of the eighteen counties of Nova Scotia shall be an electoral district. The county of Halifax shall be entitled to return two members, and each of the other counties one member.

4.—NEW BRUNSWICK.

Each of the fourteen counties into which New Brunswick is divided, including the city and county of St. John, shall be an electoral district. The city of St. John shall also be a separate electoral district. Each of those fifteen electoral districts shall be entitled to return one member.

41. Until the parliament of Canada otherwise provides, all laws in force in the several provinces at the union relative to the following matters or any of them, namely,—the qualifications and disqualifications of persons to be elected or to sit or vote as members of the house of assembly or legislative assembly in the several provinces, the voters at

les votants aux élections de ces membres,—les serments exigés des votants,—les officiers-rapporteurs, leurs pouvoirs et leurs devoirs,—le mode de procéder aux élections,—le temps que celles-ci peuvent durer,—la décision des élections contestées et les procédures y incidentes,—les vacations des sièges en parlement et l'exécution de nouveaux brefs dans les cas de vacations occasionnées par d'autres causes que la dissolution,—s'appliqueront respectivement aux élections des membres envoyés à la chambre des communes par ces diverses provinces.

Mais, jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, à chaque élection d'un membre de la chambre des communes pour le district d'Algoma, outre les personnes ayant droit de vote en vertu de la loi de la province du Canada, tout sujet anglais du sexe masculin, âgé de vingt-et-un ans ou plus, et tenant feu et lieu, aura droit de vote.

42. Pour la première élection des membres de la chambre des communes, le gouverneur-général fera émettre les brefs par telle personne et selon telle forme qu'il jugera à propos, et les fera adresser aux officiers-rapporteurs qu'il désignera.

La personne émettant les brefs, sous l'autorité de la présente section, aura les mêmes pouvoirs que possédaient, à l'époque de l'union, les officiers chargés d'émettre des brefs pour l'élection des

elections of such members, the oaths to be taken by voters, the returning officers, their powers and duties, the proceedings at elections, the periods during which elections may be continued, the trial of controverted elections, and proceedings incident thereto, the vacating of seats of members, and the execution of new writs in case of seats vacated otherwise than by dissolution,—shall respectively apply to elections of members to serve in the house of commons for the same several provinces.

Provided that, until the parliament of Canada otherwise provides, at any election for a member of the house of commons for the district of Algoma, in addition to persons qualified by the law of the province of Canada to vote, every male British subject, aged twenty-one years or upwards, being a householder, shall have a vote.

42. For the first election of members to serve in the house of commons the governor-general shall cause writs to be issued by such person, in such form, and addressed to such returning officers as he thinks fit.

The person issuing writs under this section shall have the like powers as are possessed at the union by the officers charged with the issuing of writs for the election of members to serve in the respective

membres de la chambre d'assemblée ou assemblée législative de la province du Canada, de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick ; et les officiers-rapporteurs, auxquels ces brefs seront adressés en vertu de la présente section, auront les mêmes pouvoirs que possédaient, à l'époque de l'union, les officiers chargés de rapporter les brefs pour l'élection des membres de la chambre d'assemblée ou assemblée législative respectivement.

43. Survenant une vacance dans la représentation d'un district électoral à la chambre des communes, antérieurement à la réunion du parlement, ou subséquemment à la réunion du parlement, mais avant que le parlement ait statué à cet égard, les dispositions de la section précédente du présent acte s'étendront et s'appliqueront à l'émission et au rapport du bref relativement au district dont la représentation est ainsi vacante.

44. La chambre des communes, à sa première réunion après une élection générale, procèdera, avec toute la diligence possible, à l'élection de l'un de ses membres comme orateur.

45. Survenant une vacance dans la charge d'orateur, par décès, démission ou autre cause, la chambre des communes procèdera, avec toute la diligence possible, à l'élection d'un autre de ses membres comme orateur.

46. L'orateur présidera à toutes les séances de la chambre des communes.

house of assembly or legislative assembly of the province of Canada, Nova Scotia, or New Brunswick ; and the returning officers to whom writs are directed under this section shall have the like powers as are possessed at the union by the officers charged with the returning of writs for the election of members to serve in the same respective house of assembly or legislative assembly.

43. In case a vacancy in the representation in the house of commons of any electoral district happens before the meeting of the parliament, or after the meeting of the parliament before provision is made by the parliament in this behalf, the provisions of the last foregoing section of this act shall extend and apply to the issuing and returning of a writ in respect of such vacant district.

44. The house of commons on its first assembling after a general election shall proceed with all practicable speed to elect one of its members to be Speaker.

45. In case of a vacancy happening in the office of Speaker by death, resignation, or otherwise, the house of commons shall with all practicable speed proceed to elect another of its members to be Speaker.

46. The Speaker shall preside at all meetings of the house of commons.

47. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement,—si l'orateur, pour une raison quelconque, quitte le fauteuil de la chambre des communes pendant quarante-huit heures consécutives, la chambre pourra élire un autre de ses membres pour agir comme orateur ; le membre ainsi élu aura et exercera, durant l'absence de l'orateur, tous les pouvoirs, privilèges et attributions de ce dernier.

48. La présence d'au moins vingt membres de la chambre des communes sera nécessaire pour constituer une assemblée de la chambre dans l'exercice de ses pouvoirs ; à cette fin, l'orateur sera compté comme un membre.

49. Les questions soulevées dans la chambre des communes seront décidées à la majorité des voix, sauf celle de l'orateur ; mais lorsque les voix seront également partagées,—et en ce cas seulement,—l'orateur pourra voter.

50. La durée de la chambre des communes ne sera que de cinq ans, à compter du jour du rapport des brefs d'élection, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute par le gouverneur-général.

51. Immédiatement après le recensement de mil huit cent soixante-et-onze, et après chaque autre recensement décennal, la représentation des quatre provinces sera répartie de nouveau par telle autorité, de telle manière et à dater de telle époque que pourra, de temps à autre, prescrire

47. Until the parliament of Canada otherwise provides, in case of the absence for any reason of the Speaker from the chair of the house of commons, for a period of forty-eight consecutive hours, the house may elect another of its members to act as Speaker, and the member so elected shall, during the continuance of such absence of the Speaker, have and execute all the powers, privileges and duties of Speaker.

48. The presence of at least twenty members of the house of commons shall be necessary to constitute a meeting of the house for the exercise of its powers ; and for that purpose the Speaker shall be reckoned as a member.

49. Questions arising in the house of commons shall be decided by a majority of voices other than that of the Speaker, and when the voices are equal, but not otherwise, the Speaker shall have a vote.

50. Every house of commons shall continue for five years from the day of the return of the writs for choosing the house (subject to be sooner dissolved by the governor-general), and no longer.

51. On the completion of the census in the year one thousand eight hundred and seventy-one, and of each subsequent decennial census, the representation of the four provinces shall be readjusted by such authority, in such manner, and from such time, as the parliament of Canada from time to time

le parlement du Canada, d'après les règles suivantes :

1. Québec aura le nombre fixe de soixante-et-cinq représentants ;
2. Il sera assigné à chacune des autres provinces un nombre de représentants proportionné au chiffre de sa population (constaté par tel recensement) comme le nombre soixante-et-cinq le sera au chiffre de la population de Québec (ainsi constaté) ;
3. En supputant le nombre des représentants d'une province, il ne sera pas tenu compte d'une fraction n'excédant pas la moitié du nombre total nécessaire pour donner à la province droit à un représentant ; mais toute fraction excédant la moitié de ce nombre équivaldra au nombre entier ;
4. Lors de chaque nouvelle répartition, nulle réduction n'aura lieu dans le nombre des représentants d'une province, à moins qu'il ne soit constaté par le dernier recensement que le chiffre de la population de la province, par rapport au chiffre de la population totale du Canada à l'époque de la dernière répartition du nombre des représentants de la province, n'ait déçu dans la proportion d'un vingtième ou plus ;
5. Les nouvelles répartitions n'auront d'effet qu'à compter de l'expiration du parlement alors existant.

provides, subject and according to the following rules :—

1. Quebec shall have the fixed number of sixty-five members ;
2. There shall be assigned to each of the other provinces such a number of members as will bear the same proportion to the number of its population (ascertained at such census) as the number sixty-five bears to the number of the population of Quebec (so ascertained) ;
3. In the computation of the number of members for a province a fractional part not exceeding one half of the whole number requisite for entitling the province to a member shall be disregarded ; but a fractional part exceeding one half of that number shall be equivalent to the whole number :
4. On any such re-adjustment the number of members for a province shall not be reduced, unless the proportion which the number of the population of the province bore to the number of the aggregate population of Canada at the then last preceding re-adjustment of the number of members for the province is ascertained at the then latest census to be diminished by one twentieth part or upwards :
5. Such re-adjustment shall not take effect until the termination of the then existing parliament.

52. Le nombre des membres de la chambre des communes pourra de temps à autre être augmenté par le parlement du Canada, pourvu que la proportion établie par le présent acte dans la représentation des provinces reste intacte.

Législation financière ; Sanction royale.

53. Tout bill ayant pour but l'appropriation d'une portion quelconque du revenu public, ou la création de taxes ou d'impôts, devra originer dans la chambre des communes.

54. Il ne sera pas loisible à la chambre des communes d'adopter aucune résolution, adresse ou bill pour l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public, ou d'aucune taxe ou impôt, à un objet qui n'aura pas, au préalable, été recommandé à la chambre par un message du gouverneur-général durant la session pendant laquelle telle résolution, adresse ou bill est proposé.

55. Lorsqu'un bill voté par les chambres du parlement sera présenté au gouverneur-général pour la sanction de la Reine, le gouverneur-général devra déclarer, à sa discrétion, mais sujet aux dispositions du présent acte et aux instructions de Sa Majesté, ou qu'il le sanctionne au nom de la Reine, ou qu'il refuse cette sanction, ou qu'il réserve le bill pour la signification du bon plaisir de la Reine.

56. Lorsque le gouverneur-général aura donné sa sanction à un bill au nom de la Reine, il de-

52. The number of members of the house of commons may be from time to time increased by the parliament of Canada, provided the proportionate representation of the provinces prescribed by this act is not thereby disturbed.

Money votes; Royal assent.

53. Bills for appropriating any part of the public revenue, or for imposing any tax or impost, shall originate in the house of commons.

54. It shall not be lawful for the house of commons to adopt or pass any vote, resolution, address, or bill for the appropriation of any part of the public revenue, or of any tax or impost, to any purpose that has not first been recommended to that house by message of the governor-general in the session in which such vote, resolution, address, or bill is proposed.

55. Where a bill passed by the house of the parliament is presented to the governor-general for the Queen's assent, he shall declare, according to his discretion, but subject to the provisions of this act and to Her Majesty's instructions, either that he assents thereto in the Queen's name, or that he withholds the Queen's assent, or that he reserves the bill for the signification of the Queen's pleasure.

56. Where the governor-general assents to a bill in the Queen's name, he shall by the first conven-

vra, à la première occasion favorable, transmettre une copie authentique de l'acte à l'un des principaux secrétaires d'état de Sa Majesté ; si la Reine en conseil, dans les deux ans après que le secrétaire d'état l'aura reçu, juge à propos de le désavouer, ce désaveu,—accompagné d'un certificat du secrétaire d'état, constatant le jour où il aura reçu l'acte,—étant signifié par le gouverneur-général, par discours ou message, à chacune des chambres du parlement, ou par proclamation, annulera l'acte à compter du jour de telle signification.

57. Un bill réservé à la signification du bon plaisir de la Reine n'aura ni force ni effet avant et à moins que dans les deux ans à compter du jour où il aura été présenté au gouverneur-général pour recevoir la sanction de la Reine, ce dernier ne signifie, par discours ou message, à chacune des deux chambres du parlement, ou par proclamation, qu'il a reçu la sanction de la Reine en conseil.

Ces discours, messages ou proclamations, seront consignés dans les journaux de chaque chambre, et un double dûment certifié en sera délivré à l'officier qu'il appartient pour qu'il le dépose parmi les archives du Canada.

V.—CONSTITUTIONS PROVINCIALES.

Pouvoir Exécutif.

58. Il y aura, pour chaque province, un officier appelé lieutenant-gouverneur, lequel sera nommé

ient opportunity send an authentic copy of the act to one of Her Majesty's principal secretaries of state, and if the Queen in council, within two years after receipt thereof by the secretary of state, thinks fit to disallow the act, such disallowance (with a certificate of the secretary of state of the day on which the act was received by him), being signified by the governor-general, by speech or message to each of the houses of the parliament or by proclamation, shall annul the act from and after the day of such signification.

57. A bill reserved for the signification of the Queen's pleasure shall not have any force unless and until within two years from the day on which it was presented to the governor-general for the Queen's assent, the governor-general signifies, by speech or message to each of the houses of the parliament or by proclamation, that it has received the assent of the Queen in council.

An entry of every such speech, message, or proclamation shall be made in the journal of each house, and a duplicate thereof duly attested shall be delivered to the proper officer to be kept among the records of Canada.

V.—PROVINCIAL CONSTITUTIONS.

Executive Power.

58. For each province there shall be an officer, styled the lieutenant-governor, appointed by the

par le gouverneur-général en conseil par instrument sous le grand sceau du Canada.

59. Le lieutenant-gouverneur restera en charge durant le bon plaisir du gouverneur-général ; mais tout lieutenant-gouverneur nommé après le commencement de la première session du parlement du Canada, ne pourra être révoqué dans le cours des cinq ans qui suivront sa nomination, à moins qu'il n'y ait cause ; et cette cause devra lui être communiquée par écrit dans le cours d'un mois après qu'aura été rendu l'ordre décrétant sa révocation, et l'être aussi par message au sénat et à la chambre des communes dans le cours d'une semaine après cette révocation, si le parlement est alors en session, sinon, dans le délai d'une semaine après le commencement de la session suivante du parlement.

60. Les salaires des lieutenants-gouverneurs seront fixés et payés par le parlement du Canada.

61. Chaque lieutenant-gouverneur, avant d'entrer dans l'exercice de ses fonctions, prêtera et souscrira devant le gouverneur-général, ou quelque personne à ce par lui autorisée, les serments d'allégeance et d'office prêtés par le gouverneur-général.

62. Les dispositions du présent acte relatives au lieutenant-gouverneur s'étendent et s'appliquent au lieutenant-gouverneur de chaque province ou à tout autre chef exécutif ou administrateur pour

governor-general in council by instrument under the great seal of Canada.

59. A lieutenant-governor shall hold office during the pleasure of the governor-general; but any lieutenant-governor appointed after the commencement of the first session of the parliament of Canada shall not be removable within five years from his appointment, except for cause assigned, which shall be communicated to him in writing within one month after the order for his removal is made, and shall be communicated by message to the senate and to the house of commons within one week thereafter if the parliament is then sitting, and if not then within one week after the commencement of the next session of the parliament.

60. The salaries of the lieutenant-governors shall be fixed and provided by the parliament of Canada.

61. Every lieutenant-governor shall, before assuming the duties of his office, make and subscribe before the governor-general or some person authorized by him, oaths of allegiance and office similar to those taken by the governor-general.

62. The provisions of this act referring to the lieutenant-governor extend and apply to the lieutenant-governor for the time being of each province or other of the chief executive officer or administrator for the

le temps d'alors administrant le gouvernement de la province, quel que soit le titre sous lequel il est désigné.

63. Le conseil exécutif d'Ontario et de Québec se composera des personnes que le lieutenant-gouverneur jugera, de temps à autre, à propos de nommer, et en premier lieu, des officiers suivants, savoir : le procureur-général, le secrétaire et régistraire de la province, le trésorier de la province, le commissaire des terres de la couronne, et le commissaire d'agriculture et des travaux publics, et—dans la province de Québec—l'orateur du conseil législatif, et le solliciteur-général.

64. La constitution de l'autorité exécutive dans chacune des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse continuera, sujette aux dispositions du présent acte, d'être celle en existence lors de l'union, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée sous l'autorité du présent acte.

65. Tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui—par aucun acte du parlement de la Grande-Bretagne, ou du parlement du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de la législature du Haut-Canada, du Bas-Canada ou du Canada, avant ou lors de l'union—étaient conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs respectifs de ces provinces, ou pouvaient être par eux exercés, de l'avis, ou de l'avis et du consentement

time being carrying on the government of the province, by whatsoever title he is designated.

63. The executive council of Ontario and of Quebec shall be composed of such persons as the lieutenant-governor from time to time thinks fit, and in the first instance of the following officers, namely,—the attorney general, the secretary and registrar of the province, the treasurer of the province, the commissioner of crown lands, and the commissioner of agriculture and public works, with, in Quebec, the Speaker of the legislative council and the solicitor-general.

64. The constitution of the executive authority in each of the provinces of Nova Scotia and New Brunswick shall, subject to the provisions of this act, continue as it exists at the union until altered under the authority of this act.

65. All powers, authorities, and functions which under any act of the parliament of Great Britain, or of the parliament of the united kingdom of Great Britain and Ireland, or of the legislature of Upper Canada, Lower Canada, or Canada, were or are before or at the union vested in or exercisable by the respective governors or lieutenant-governors of those provinces, with the advice, or with the advice and consent of the respective executive councils thereof,

des conseils exécutifs respectifs de ces provinces, ou avec la coopération de ces conseils ou d'aucun nombre de membres de ces conseils, ou par ces gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs individuellement, seront—en tant qu'ils pourront être exercés après l'union, relativement au gouvernement d'Ontario et de Québec respectivement—conférés au lieutenant-gouverneur d'Ontario et de Québec respectivement, et pourront être par lui exercés, de l'avis, ou de l'avis et du consentement ou avec la coopération des conseils exécutifs respectifs ou d'aucun de leurs membres, ou par le lieutenant-gouverneur individuellement, selon le cas ; mais ils pourront, néanmoins (sauf ceux existant en vertu d'actes de la Grande-Bretagne ou du parlement du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande), être révoqués ou modifiés par les législatures respectives d'Ontario et Québec.

66. Les dispositions du présent acte relatives au lieutenant-gouverneur en conseil seront interprétées comme s'appliquant au lieutenant-gouverneur de la province agissant de l'avis de son conseil exécutif.

67. Le gouverneur-général en conseil pourra, au besoin, nommer un administrateur qui remplira les fonctions de lieutenant-gouverneur durant l'absence, la maladie ou autre incapacité de ce dernier.

68. Jusqu'à ce que le gouvernement exécutif d'une province en ordonne autrement, relativement à telle province, les sièges du gouvernement des pro-

or in conjunction with those councils, or with any number of members thereof, or by those governors or lieutenant-governors individually, shall, as far as the same are capable of being exercised after the union in relation to the government of Ontario and Quebec respectively, be vested in and shall or may be exercised by the lieutenant-governor of Ontario and Quebec respectively, and with the advice or with the advice and consent of or in conjunction with the respective executive councils or any members thereof, or by the lieutenant-governor individually, as the case requires, subject nevertheless (except with respect to such as exist under acts of the parliament of Great Britain, or of the parliament of the united kingdom of Great Britain and Ireland), to be abolished or altered by the respective legislatures of Ontario and Quebec.

66. The provisions of this act referring to the lieutenant-governor in council shall be construed as referring to the lieutenant-governor of the province acting by and with the advice of the executive council thereof.

67. The governor-general in council may from time to time appoint an administrator to execute the office and functions of lieutenant-governor during his absence, illness, or other inability.

68. Unless and until the executive government of any province otherwise directs with respect to that province, the seats of government of the provinces

vinces seront comme suit, savoir : pour Ontario, la cité de Toronto ; pour Québec, la cité de Québec ; pour la Nouvelle-Ecosse, la cité d'Halifax ; et pour le Nouveau-Brunswick, la cité de Frédérieton.

Pouvoir Législatif.

1.—ONTARIO.

69. Il y aura, pour Ontario, une législature composée du lieutenant-gouverneur et d'une seule chambre, appelée l'assemblée législative d'Ontario.

70. L'assemblée législative d'Ontario sera composée de quatre-vingt-deux membres, qui devront représenter les quatre-vingt-deux districts électoraux énumérés dans la première cédule annexée au présent acte.

2.—QUÉBEC.

71. Il y aura, pour Québec, une législature composée du lieutenant-gouverneur et de deux chambres, appelées le conseil législatif de Québec et l'assemblée législative de Québec.

72. Le conseil législatif de Québec se composera de vingt-quatre membres, qui seront nommés par le lieutenant-gouverneur au nom de la Reine, par instrument sous le grand sceau de Québec, et devront, chacun, représenter l'un des vingt-quatre collèges électoraux du Bas-Canada mentionnés au présent acte ; ils seront nommés à vie, à moins que la législature de Québec n'en ordonne autrement sous l'autorité du présent acte.

shall be as follows, namely,—of Ontario, the city of Toronto; of Quebec, the city of Quebec; of Nova Scotia, the city of Halifax; and of New Brunswick, the city of Fredericton.

Legislative Power.

1.—ONTARIO.

69. There shall be a legislature for Ontario consisting of the lieutenant-governor and of one house, styled the legislative assembly of Ontario.

70. The legislative assembly of Ontario shall be composed of eighty-two members, to be elected to represent the eighty-two electoral districts set forth in the first schedule to this act.

2.—QUEBEC.

71. There shall be a legislature for Quebec consisting of the lieutenant-governor and of two houses, styled the legislative council of Quebec and the legislative assembly of Quebec.

72. The legislative council of Quebec shall be composed of twenty-four members, to be appointed by the lieutenant-governor in the Queen's name, by instrument under the great seal of Quebec, one being appointed to represent each of the twenty-four electoral divisions of Lower Canada in this act referred to, and each holding office for the term of his life, unless the legislature of Quebec otherwise provides under the provisions of this act.

73. Les qualifications des conseillers législatifs de Québec seront les mêmes que celles des sénateurs pour Québec.

74. La charge de conseiller législatif de Québec deviendra vacante dans les cas, *mutatis mutandis*, où celle de sénateur peut le devenir.

75. Survenant une vacance dans le conseil législatif de Québec, par démission, décès ou autre cause, le lieutenant-gouverneur, au nom de la Reine, nommera, par instrument sous le grand sceau de Québec, une personne capable et ayant les qualifications voulues pour la remplir.

76. S'il s'élève quelque question au sujet des qualifications d'un conseiller législatif de Québec ou d'une vacance dans le conseil législatif de Québec, elle sera entendue et décidée par le conseil législatif.

77. Le lieutenant-gouverneur pourra, de temps à autre, par instrument sous le grand sceau de Québec, nommer un membre du conseil législatif de Québec comme orateur de ce corps, et également le révoquer et en nommer un autre à sa place.

78. Jusqu'à ce que la législature de Québec en ordonne autrement, la présence d'au moins dix membres du conseil législatif, y compris l'orateur, sera nécessaire pour constituer une assemblée du conseil dans l'exercice de ses fonctions.

79. Les questions soulevées dans le conseil législatif de Québec seront décidées à la majorité des voix, et, dans tous les cas, l'orateur aura voix déli-

73. The qualifications of the legislative councillors of Quebec shall be the same as those of the senators for Quebec.

74. The place of a legislative councillor of Quebec shall become vacant in the cases, *mutatis mutandis*, in which the place of senator becomes vacant.

75. When a vacancy happens in the legislative council of Quebec, by resignation, death, or otherwise, the lieutenant-governor, in the Queen's name, by instrument under the great seal of Quebec, shall appoint a fit and qualified person to fill the vacancy.

76. If any question arises respecting the qualification of a legislative councillor of Quebec, or a vacancy in the legislative council of Quebec, the same shall be heard and determined by the legislative council.

77. The lieutenant-governor may from time to time, by instrument under the great seal of Quebec, appoint a member of the legislative council of Quebec to be Speaker thereof, and may remove him and appoint another in his stead.

78. Until the legislature of Quebec otherwise provides, the presence of at least ten members of the legislative council, including the Speaker, shall be necessary to constitute a meeting for the exercise of its powers.

79. Questions arising in the legislative council of Quebec shall be decided by a majority of voices, and the Speaker shall in all cases have a vote, and when

bérative ; quand les voix seront également partagées, la décision sera considérée comme rendue dans la négative.

80. L'assemblée législative de Québec se composera de soixante-et-cinq membres, qui seront élus pour représenter les soixante-et-cinq divisions ou districts électoraux du Bas-Canada, mentionnés au présent acte, sauf toute modification que pourra y apporter la législature de Québec ; mais il ne pourra être présenté au lieutenant-gouverneur de Québec, pour qu'il le sanctionne, aucun bill à l'effet de modifier les délimitations des divisions ou districts électoraux énumérés dans la deuxième cédule annexée au présent acte, à moins qu'il n'ait été passé à ses deuxième et troisième lectures dans l'assemblée législative avec le concours de la majorité des membres représentant toutes ces divisions ou districts électoraux ; et la sanction ne sera donnée à aucun bill de cette nature à moins qu'une adresse n'ait été présentée au lieutenant-gouverneur par l'assemblée législative déclarant que tel bill a été ainsi passé.

3.—ONTARIO ET QUÉBEC.

81. Les législatures d'Ontario et de Québec, respectivement, devront être convoquées dans le cours des six mois qui suivront l'union.

82. Le lieutenant-gouverneur d'Ontario et de Québec devra de temps à autre, au nom de la Reine, par instrument sous le grand sceau de la province, convoquer l'assemblée législative de la province.

the voices are equal the decision shall be deemed to be in the negative.

80. The legislative assembly of Quebec shall be composed of sixty-five members, to be elected to represent the sixty-five electoral divisions or districts of Lower Canada in this act referred to, subject to alterations thereof by the legislature of Quebec : provided that it shall not be lawful to present to the lieutenant-governor of Quebec for assent, any bill for altering the limits of any of the electoral divisions or districts mentioned in the second schedule to this act, unless the second and third readings of such bill have been passed in the legislative assembly with the concurrence of the majority of the members representing all those electoral divisions or districts, and the assent shall not be given to such bill unless an address has been presented by the legislative assembly to the lieutenant-governor stating that it has been so passed.

3.—ONTARIO AND QUEBEC.

81. The legislatures of Ontario and Quebec respectively shall be called together not later than six months after the union.

82. The lieutenant-governor of Ontario and of Quebec shall from time to time, in the Queen's name, by instrument under the great seal of the province, summon and call together the legislative assembly of the province.

83. Jusqu'à ce que la législature d'Ontario ou de Québec en ordonne autrement,—quiconque acceptera ou occupera, dans la province d'Ontario ou dans celle de Québec, une charge, commission ou emploi, d'une nature permanente ou temporaire, à la nomination du lieutenant-gouverneur, auquel sera attaché un salaire annuel ou quelque honoraire, allocation, émolument ou profit d'un genre ou montant quelconque, payé par la province, ne sera pas éligible comme membre de l'assemblée législative de cette province, ni ne devra y siéger ou voter en cette qualité ; mais rien de contenu dans cette section ne rendra inéligible aucune personne qui sera membre du conseil exécutif de chaque province respective ou qui remplira quelque une des charges suivantes, savoir : celles de procureur-général, secrétaire et registraire de la province, trésorier de la province, commissaire des terres de la couronne, et commissaire d'agriculture et des travaux publics, et,—dans la province de Québec, celle de solliciteur-général,—ni ne la rendra inhabile à siéger ou à voter dans la chambre pour laquelle elle est élue, pourvu qu'elle soit élue pendant qu'elle occupera cette charge.

84. Jusqu'à ce que les législatures respectives de Québec et d'Ontario en ordonnent autrement,—toutes les lois en force dans ces provinces respectives à l'époque de l'union, concernant les questions suivantes ou aucune d'elles, savoir : l'éligibilité ou l'inéligibilité des candidats ou des membres de l'assemblée du

83. Until the legislature of Ontario or of Quebec otherwise provides, a person accepting or holding in Ontario or in Quebec, any office, commission, or employment permanent or temporary, at the nomination of the lieutenant-governor, to which an annual salary, or any fee, allowance, emolument, or profit of any kind or amount whatever from the province is attached, shall not be eligible as a member of the legislative assembly of the respective province, nor shall he sit or vote as such; but nothing in this section shall make ineligible any person being a member of the executive council of the respective province, or holding any of the following offices, that is to say, the offices of attorney general, secretary and registrar of the province, treasurer of the province, commissioner of crown lands, and commissioner of agriculture and public works, and in Quebec solicitor general, or shall disqualify him to sit or vote in the house for which he is elected, provided he is elected while holding such office.

84. Until the legislatures of Ontario and Quebec respectively otherwise provide, all laws which at the union are in force in those provinces respectively, relative to the following matters, or any of them, namely,—the qualifications and disqualifications of persons to be elected or to sit or vote as members of the assembly of Canada, the qualifications or dis-

Canada,—les qualifications et l'absence des qualifications requises des votants, les serments exigés des votants,—les officiers-rapporteurs, leurs pouvoirs et leurs devoirs,—le mode de procéder aux élections,—le temps que celles-ci peuvent durer,—la décision des élections contestées et les procédures y incidentes,—les vacances des sièges en parlement, et l'émission et l'exécution de nouveaux brefs dans les cas de vacances occasionnées par d'autres causes que la dissolution,—s'appliqueront respectivement aux élections des membres élus pour les assemblées législatives d'Ontario et de Québec respectivement.

Mais, jusqu'à ce que la législature d'Ontario en ordonne autrement, à chaque élection d'un membre de l'assemblée législative d'Ontario pour le district d'Algoma, outre les personnes ayant droit de vote en vertu de la loi de la province du Canada, tout sujet anglais du sexe masculin, âgé de vingt-et-un ans ou plus, et tenant feu et lieu, aura droit de vote.

85. La durée de l'assemblée législative d'Ontario et de l'assemblée législative de Québec ne sera que de quatre ans, à compter du jour du rapport des brefs d'élection, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute par le lieutenant-gouverneur de la province.

86. Il y aura une session de la législature d'Ontario et de celle de Québec, une fois au moins chaque année, de manière à ce qu'il ne s'écoule pas un intervalle de douze mois entre la dernière séance

qualifications of voters, the oaths to be taken by voters, the returning officers, their powers and duties, the proceedings at elections, the periods during which such elections may be continued, and the trial of controverted elections and the proceedings incident thereto, the vacating of the seats of members and the issuing and execution of new writs in case of seats vacated otherwise than by dissolution, shall respectively apply to elections of members to serve in the respective legislative assemblies of Ontario and Quebec.

Provided that until the legislature of Ontario otherwise provides, at any election for a member of the legislative assembly of Ontario for the district of Algoma, in addition to persons qualified by the law of the province of Canada to vote, every male British subject, aged twenty-one years or upwards, being a householder, shall have a vote.

85. Every legislative assembly of Ontario and every legislative assembly of Quebec shall continue for four years from the day of the return of the writs for choosing the same (subject nevertheless to either the legislative assembly of Ontario or the legislative assembly of Quebec being sooner dissolved by the lieutenant-governor of the province), and no longer.

86. There shall be a session of the legislature of Ontario and of that of Quebec once at least in every year, so that twelve months shall not intervene between the last sitting of the legislature in each pro-

d'une session de la législature dans chaque province, et sa première séance dans la session suivante.

87. Les dispositions suivantes du présent acte, concernant la chambre des communes du Canada, s'étendront et s'appliqueront aux assemblées législatives d'Ontario et de Québec, savoir : les dispositions relatives à l'élection d'un orateur en première instance et lorsqu'il surviendra des vacances,—aux devoirs de l'orateur—à l'absence de ce dernier,—au quorum et au mode de votation,—tout comme si ces dispositions étaient ici décrétées et expressément rendues applicables à chaque assemblée législative.

4.—NOUVELLE-ÉCOSSE ET NOUVEAU-BRUNSWICK.

88. La constitution de la législature de chacune des provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick continuera, sujette aux dispositions du présent acte, d'être celle en existence à l'époque de l'union, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée sous l'autorité du présent acte ; et la chambre d'assemblée du Nouveau-Brunswick en existence lors de la passation du présent acte devra, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute, continuer d'exister pendant la période pour laquelle elle a été élue.

5.—ONTARIO, QUÉBEC ET NOUVELLE-ÉCOSSE.

89. Chacun des lieutenants-gouverneurs d'Ontario, de Québec et de la Nouvelle-Ecosse devra faire émettre des brefs pour la première élection des membres de l'assemblée législative, selon telle forme et par telle personne qu'il jugera à propos, et à telle

vince in one session and its first sitting in the next session.

87. The following provisions of this act respecting the house of commons of Canada shall extend and apply to the legislative assemblies of Ontario and Quebec, that is to say,—the provisions relating to the election of a Speaker originally and on vacancies, the duties of the Speaker, the absence of the Speaker, the quorum, and the mode of voting, as if those provisions were here re-enacted and made applicable in terms to each such legislative assembly.

4.—NOVA SCOTIA AND NEW BRUNSWICK.

88. The constitution of the legislature of each of the provinces of Nova Scotia and New Brunswick shall, subject to the provisions of this act, continue as it exists at the union until altered under the authority of this act; and the house of assembly of New Brunswick existing at the passing of this act shall, unless sooner dissolved, continue for the period for which it was elected.

5.—ONTARIO, QUEBEC, AND NOVA SCOTIA.

89. Each of the lieutenant-governors of Ontario, Quebec, and Nova Scotia, shall cause writs to be issued for the first election of members of the legislative assembly thereof in such form and by such person as he thinks fit, and at such time and addressed

époque et adressés à tel officier-rapporteur que prescrira le gouverneur-général, de manière à ce que la première élection d'un membre de l'assemblée par un district électoral ou une subdivision de ce district puisse se faire aux mêmes temps et lieux que l'élection d'un membre de la chambre des communes du Canada pour ce district électoral.

6.—LES QUATRE PROVINCES.

90. Les dispositions suivantes du présent acte, concernant le parlement du Canada, savoir :—Les dispositions relatives aux bills d'appropriation et d'impôts, à la recommandation de votes de deniers, à la sanction des bills, au désaveu des actes et à la signification du bon plaisir quant aux bills réservés, s'étendront et s'appliqueront aux législatures des différentes provinces, tout comme si elles étaient ici décrétées et rendues expressément applicables aux provinces respectives et à leurs législatures, en substituant toutefois le lieutenant-gouverneur de la province au gouverneur-général, le gouverneur-général à la Reine et au secrétaire d'état, un an à deux ans, et la province au Canada.

VI.—DISTRIBUTION DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.

Pouvoirs du parlement.

91. Il sera loisible à la Reine, de l'avis et du consentement du sénat et de la chambre des communes, de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada, relativement à toutes les matières ne tombant pas dans les catégories

to such returning officer as the governor-general directs, and so that the first election of member of assembly for any electoral district or any subdivision thereof shall be held at the same time and at the same places as the election for a member to serve in the house of commons of Canada for that electoral district.

6.—THE FOUR PROVINCES.

90. The following provisions of this act respecting the parliament of Canada, namely,—the provisions relating to appropriation and tax bills, the recommendation of money notes, the assent to bills, the disallowance of acts, and the signification of pleasure on bills reserved,—shall extend and apply to the legislature of the several provinces as if those provisions were here re-enacted and made applicable in terms to the respective provinces and the legislatures thereof, with the substitution of the lieutenant-governor of the province for the governor-general, of the governor-general for the Queen and for a secretary of state, of one year for two years, and of the province for Canada.

VI.—DISTRIBUTION OF LEGISLATIVE POWERS.

Powers of the parliament.

91. It shall be lawful for the Queen, by and with the advice and consent of the senate and house of commons, to make laws for the peace, order, and good government of Canada, in relation to all matters not coming within the classes of subjects by this act

de sujets par le présent acte exclusivement assignés aux législatures des provinces ; mais, pour plus de garantie, sans toutefois restreindre la généralité des termes ci-haut employés dans cette section, il est par le présent déclaré que (nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte) l'autorité législative exclusive du parlement du Canada s'étend à toutes les matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés, savoir :

1. La dette et la propriété publiques.
2. La réglementation du trafic et du commerce.
3. Le prélèvement de deniers par tous modes ou systèmes de taxation.
4. L'emprunt de deniers sur le crédit public.
5. Le service postal.
6. Le recensement et les statistiques.
7. La milice, le service militaire et le service naval, et la défense du pays.
8. La fixation et le paiement des salaires et honoraires des officiers civils et autres du gouvernement du Canada.
9. Les amarques, les bouées, les phares et l'île de Sable.
10. La navigation et les bâtiments ou navires (*shipping*).
11. La quarantaine et l'établissement et maintien des hôpitaux de marine.
12. Les pêcheries des côtes, de la mer et de l'intérieur.

assigned exclusively to the legislatures of the provinces; and for greater certainty, but not so as to restrict the generality of the foregoing terms of this section, it is hereby declared that (notwithstanding anything in this act) the exclusive legislative authority of the parliament of Canada extends to all matters coming within the classes of subjects next hereinafter enumerated, that is to say:

1. The public debt and property.
2. The regulation of trade and commerce.
3. The raising of money by any mode or system of taxation.
4. The borrowing of money on the public credit.
5. Postal service.
6. The census and statistics.
7. Militia, military and naval service, and defence.
8. The fixing of and providing for the salaries and allowances of civil and other officers of the government of Canada.
9. Beacons, buoys, lighthouses, and Sable Island.
10. Navigation and shipping.
11. Quarantine, and the establishment and maintenance of marine hospitals.
12. Sea coast and inland fisheries.

13. Les passages d'eau (*ferries*) entre une province et tout pays britannique ou étranger, ou entre deux provinces.
14. Le cours monétaire et le monnayage.
15. Les banques, l'incorporation des banques et l'émission du papier-monnaie.
16. Les caisses d'épargnes.
17. Les poids et mesures.
18. Les lettres de change et les billets promissaires.
19. L'intérêt de l'argent.
20. Les offres légales.
21. La banqueroute et la faillite.
22. Les brevets d'invention et de découverte.
23. Les droits d'auteur.
24. Les Sauvages et les terres réservées pour les Sauvages.
25. La naturalisation et les aubains.
26. Le mariage et le divorce.
27. La loi criminelle, sauf la constitution des tribunaux de juridiction criminelle, mais y compris la procédure en matière criminelle.
28. L'établissement, le maintien, et l'administration des pénitenciers.
29. Les catégories de sujets expressément exceptés dans l'énumération des catégories de sujets exclusivement assignés par le présent acte aux législatures des provinces.

Et aucune des matières énoncées dans les catégories de sujets énumérés dans cette section ne sera réputée

13. Ferries between a province and any British or foreign country or between two provinces.
14. Currency and coinage.
15. Banking, incorporation of banks, and the issue of paper money.
16. Savings banks.
17. Weights and measures.
18. Bills of exchange and promissory notes.
19. Interest.
20. Legal tender.
21. Bankruptcy and insolvency.
22. Patents of invention and discovery.
23. Copyrights.
24. Indians, and lands reserved for the Indians.
25. Naturalization and aliens.
26. Marriage and divorce.
27. The criminal law, except the constitution of courts of criminal jurisdiction, but including the procedure in criminal matters.
28. The establishment, maintenance, and management of penitentiaries.
29. Such classes of subjects as are expressly excepted in the enumeration of the classes of subjects by this act assigned exclusively to the legislatures of the provinces.

And any matter coming within any of the classes of subjects enumerated in this section shall not be

tomber dans la catégorie des matières d'une nature locale ou privée comprises dans l'énumération des catégories de sujets exclusivement assignés par le présent acte aux législatures des provinces.

Pouvoirs exclusifs des législatures provinciales.

92. Dans chaque province la législature pourra exclusivement faire des lois relatives aux matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés, savoir :

1. L'amendement de temps à autre, nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte, de la constitution de la province, sauf les dispositions relatives à la charge de lieutenant-gouverneur.
2. La taxation directe dans les limites de la province, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux.
3. Les emprunts de deniers sur le seul crédit de la province.
4. La création et la tenure des charges provinciales, et la nomination et le paiement des officiers provinciaux.
5. L'administration et la vente des terres publiques appartenant à la province, et des bois et forêts qui s'y trouvent.
6. L'établissement, l'entretien et l'administration des prisons publiques et des maisons de réforme dans la province.
7. L'établissement, l'entretien et l'administration

deemed to come within the class of matters of a local or private nature comprised in the enumeration of the classes of subjects by this act assigned exclusively to the legislatures of the provinces.

Exclusive powers of provincial legislatures.

92. In each province the legislatures may exclusively make laws in relation to matters coming within the classes of subjects next hereinafter enumerated, that is to say,—

1. The amendment from time to time, notwithstanding anything in this act, of the constitution of the province, except as regards the office of lieutenant-governor.
2. Direct taxation within the province in order to the raising of a revenue for provincial purposes.
3. The borrowing of money on the sole credit of the province.
4. The establishment and tenure of provincial offices and the appointment and payment of provincial officers.
5. The management and sale of the public lands belonging to the province and of the timber and wood thereon.
6. The establishment, maintenance, and management of public and reformatory prisons in and for the province.
7. The establishment, maintenance, and mana-

des hôpitaux, asiles, institutions et hospices de charité dans la province, autres que les hôpitaux de marine.

8. Les institutions municipales dans la province.
9. Les licences de boutiques, de cabarets, d'auberges, d'encanteurs et autres licences, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux, locaux, ou municipaux.
10. Les travaux et entreprises d'une nature locale, autres que ceux énumérés dans les catégories suivantes :
 - a. Lignes de bateaux à vapeur ou autres bâtiments, chemins de fer, canaux, télégraphes et autres travaux et entreprises reliant la province à une autre ou à d'autres provinces, ou s'étendant au-delà des limites de la province ;
 - b. Lignes de bateaux à vapeur entre la province et tout pays dépendant de l'Empire Britannique ou tout pays étranger ;
 - c. Les travaux qui, bien qu'entièrement situés dans la province, seront, avant ou après leur exécution, déclarés par le parlement du Canada être pour l'avantage général du Canada, ou pour l'avantage de deux ou d'un plus grand nombre des provinces.
11. L'incorporation de compagnies pour des objets provinciaux.
12. La célébration du mariage dans la province.

gement of hospitals, asylums, charities, and eleemosynary institutions in and for the province, other than marine hospitals.

8. Municipal institutions in the province.
9. Shop, saloon, tavern, auctioneer, and other licenses in order to the raising of a revenue for provincial, local, or municipal purposes.
10. Local works and undertakings, other than such as are of the following classes,—
 - a. Lines of steam or other ships, railways, canals, telegraphs, and other works and undertakings connecting the province with any other or others of the provinces, or extending beyond the limits of the province ;
 - b. Lines of steamships between the province and any British or foreign country ;
 - c. Such works as, although wholly situate within the province, are before or after their execution declared by the parliament of Canada to be for the general advantage of Canada or for the advantage of two or more of the provinces.
11. The incorporation of companies with provincial objects.
12. The solemnization of marriage in the province.

13. La propriété et les droits civils dans la province.
14. L'administration de la justice dans la province, y compris la création, le maintien et l'organisation de tribunaux de justice pour la province, ayant juridiction civile et criminelle, y compris la procédure en matières civiles dans ces tribunaux.
15. L'infliction de punitions par voie d'amende, pénalité, ou emprisonnement, dans le but de faire exécuter toute loi de la province décrétée au sujet des matières tombant dans aucune des catégories de sujets énumérés dans cette section.
16. Généralement toutes les matières d'une nature purement locale ou privée dans la province.

Education.

93. Dans chaque province, la législature pourra exclusivement décréter des lois relatives à l'éducation, sujettes et conformes aux dispositions suivantes :—

1. Rien dans ces lois ne devra préjudicier à aucun droit ou privilège conféré, lors de l'union, par la loi à aucune classe particulière de personnes dans la province, relativement aux écoles séparées (*denominational*) ;
2. Tous les pouvoirs, privilèges et devoirs conférés et imposés par la loi dans le Haut-Canada, lors de l'union, aux écoles séparées et aux syndics d'écoles des sujets catholiques romains de Sa Majesté, seront et sont par le prés

13. Property and civil rights in the province.
14. The administration of justice in the province, including the constitution, maintenance, and organization of provincial courts, both of civil and of criminal jurisdiction, and including procedure in civil matters in those courts.
15. The imposition of punishment by fine, penalty, or imprisonment for enforcing any law of the province made in relation to any matter coming within any of the classes of subjects enumerated in this section.
16. Generally all matters of a merely local or private nature in the province.

Education.

93. In and for each province the legislature may exclusively make laws in relation to education, subject and according to the following provisions :—

1. Nothing in any such law shall prejudicially affect any right or privilege with respect to denominational schools which any class of persons have by law in the province at the union;
2. All the powers, privileges, and duties at the union by law conferred and imposed in Upper Canada on the separate schools and schools trustees of the Queen's roman catholic subjects, shall be and the same are here-

étendus aux écoles dissidentes des sujets protestants et catholiques romains de la Rome dans la province de Québec ;

3. Dans toute province où un système d'écoles séparées ou dissidentes existera par la loi, lors de l'union, ou sera subséquemment établi par la législature de la province,—il pourra être interjeté appel au gouverneur-général en conseil de tout acte ou décision d'aucune autorité provinciale affectant aucun des droits ou privilèges de la minorité protestante ou catholique romaine des sujets de Sa Majesté relativement à l'éducation ;
4. Dans le cas où il ne serait pas décrété telle loi provinciale que, de temps à autre le gouverneur-général en conseil jugera nécessaire pour donner suite et exécution aux dispositions de la présente section,—ou dans le cas où quelque décision du gouverneur-général en conseil, sur appel interjeté en vertu de cette section, ne serait pas mise à exécution par l'autorité provinciale compétente,—alors et en tout tel cas, et en tant seulement que les circonstances de chaque cas l'exigeront, le parlement du Canada pourra décréter des lois propres à y remédier pour donner suite et exécution aux dispositions de la présente section, ainsi qu'à toute décision rendue par le gouverneur-général en conseil sous l'autorité de cette même section.

by extended to the dissentient schools of the Queen's protestant and roman catholic subjects in Quebec;

3. Where in any province a system of separate or dissentient schools exists by law at the union or is thereafter established by the legislature of the province, an appeal shall lie to the governor-general in council from any act or decision of any provincial authority affecting any right or privilege of the protestant or roman catholic minority of the Queen's subjects in relation to education;
4. In case any such provincial law as from time to time seems to the governor-general in council requisite for the due execution of the provisions of this section is not made, or in case any decision of the governor-general in council on any appeal under this section is not duly executed by the proper provincial authority in that behalf, then and in every such case, and as far only as the circumstances of each case require, the parliament of Canada may make remedial laws for the due execution of the provisions of this section and of any decision of the governor-general in council under this section.

*Uniformité des lois dans Ontario, la Nouvelle-Ecosse
et le Nouveau-Brunswick.*

94. Nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte, le parlement du Canada pourra adopter des mesures à l'effet de pourvoir à l'uniformité de toutes les lois ou de parties des lois relatives à la propriété et aux droits civils dans Ontario, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, et de la procédure dans tous les tribunaux ou aucun des tribunaux de ces trois provinces ; et depuis et après la passation d'aucun acte à cet effet, le pouvoir du parlement du Canada de décréter des lois relatives aux sujets énoncés dans tel acte, sera illimité, nonobstant toute chose au contraire dans le présent acte ; mais tout acte du parlement du Canada pourvoyant à cette uniformité n'aura d'effet dans une province qu'après avoir été adopté et décrété par la législature de cette province.

Agriculture et Immigration.

95. Dans chaque province, la législature pourra faire des lois relatives à l'agriculture et à l'immigration dans cette province ; et il est par le présent déclaré que le parlement du Canada pourra de temps à autre faire des lois relatives à l'agriculture et à l'immigration dans toutes les provinces ou aucune d'elles en particulier ; et toute loi de la législature d'une province relative à l'agriculture et à l'immigration n'y aura d'effet qu'aussi longtemps et que tant qu'elle ne sera pas incompatible avec aucun des actes du parlement du Canada.

*Uniformity of laws in Ontario, Nova Scotia, and
New Brunswick.*

94. Notwithstanding anything in this act, the parliament of Canada may make provisions for the uniformity of all or any of the laws relative to property and civil rights in Ontario, Nova Scotia, and New Brunswick, and of the procedure of all or any of the courts in those three provinces, and from and after the passing of any act in that behalf the power of the parliament of Canada to make laws in relation to any matter comprised in any such act shall, notwithstanding anything in this act, be unrestricted; but any act of the parliament of Canada making provision for such uniformity shall not have effect in any province unless and until it is adopted and enacted as law by the legislature thereof.

Agriculture and Immigration.

95. In each province the legislature may make laws in relation to agriculture in the province, and to immigration into the province; and it is hereby declared that the parliament of Canada may from time to time make laws in relation to agriculture in all or any of the provinces, and to immigration into all or any of the provinces; and any law of the legislature of a province relative to agriculture or to immigration shall have effect in and for the province as long and as far only as it is not repugnant to any act of the parliament of Canada.

VII. — JUDICATURE.

96. Le gouverneur-général nommera les juges des cours supérieures, de district et de comté dans chaque province, sauf ceux des cours de vérification dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick.

97. Jusqu'à ce que les lois relatives à la propriété et aux droits civils dans Ontario, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, et à la procédure dans les cours de ces provinces, soient rendus uniformes, les juges des cours de ces provinces qui seront nommés par le gouverneur-général devront être choisis parmi les membres des barreaux respectifs de ces provinces.

98. Les juges des cours de Québec seront choisis parmi les membres du barreau de cette province.

99. Les juges des cours supérieures resteront en charge durant bonne conduite, mais ils pourront être démis de leurs fonctions par le gouverneur-général sur une adresse du sénat et de la chambre des communes.

100. Les salaires, allocations et pensions des juges des cours supérieures, de district et de comté (sauf les cours de vérification dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick) et des cours de l'Amirauté, lorsque les juges de ces derniers sont alors salariés, seront fixés et payés par le parlement du Canada.

101. Le parlement du Canada pourra, nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte, lorsque l'occasion le requerra, adopter des mesures à l'effet de créer, maintenir et organiser une

VII.—JUDICATURE.

96. The governor-general shall appoint the judges of the superior, district, and county courts in each province, except those of the courts of probate in Nova Scotia and New Brunswick.

97. Until the laws relative to property and civil rights in Ontario, Nova Scotia, and New Brunswick, and the procedure of the courts in those provinces, are made uniform, the judges of the courts of those provinces appointed by the governor-general shall be selected from the respective bars of those provinces.

98. The judges of the courts of Quebec shall be selected from the bar of that province.

99. The judges of the superior courts shall hold office during good behaviour, but shall be removable by the governor-general on address of the senate and house of commons.

100. The salaries, allowances, and pensions of the judges of the superior, district, and county courts (except the courts of probate in Nova Scotia and New Brunswick), and of the Admiralty courts in cases where the judges thereof are for the time being paid by salary, shall be fixed and provided by the parliament of Canada.

101. The parliament of Canada may, notwithstanding anything in this act, from time to time, provide for the constitution, maintenance, and organization of a general court of appeal for Canada, and

cour générale d'appel pour le Canada, et établir des tribunaux additionnels pour la meilleure administration des lois du Canada.

VIII.—REVENUS, DETTES, ACTIF, TAXES.

102. Tous les droits et revenus que les législatures respectives du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, avant et à l'époque de l'union, avaient le pouvoir d'approprier,—sauf ceux réservés par le présent acte aux législatures respectives des provinces, ou qui seront perçus par elles conformément aux pouvoirs spéciaux qui leur sont conférés par le présent acte,—formeront un fonds consolidé de revenu pour être approprié au service public du Canada de la manière et soumis aux charges prévues par le présent acte.

103. Le fonds consolidé de revenu du Canada sera permanemment grevé des frais, charges et dépenses encourus pour le percevoir, administrer et recouvrer, lesquels constitueront la première charge sur ce fonds et pourront être soumis à telle révision et audition qui seront ordonnées par le gouverneur-général en conseil, jusqu'à ce que le parlement y pourvoie autrement.

104. L'intérêt annuel des dettes publiques des différentes provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, lors de l'union, constituera la seconde charge sur le fonds consolidé de revenu du Canada.

105. Jusqu'à modification par le parlement du

for the establishment of any additional courts for the better administration of the laws of Canada.

VIII.—REVENUES, DEBTS, ASSETS, TAXATION.

102. All duties and revenues over which the respective legislatures of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick, before and at the union, had and have power of appropriation, except such portions thereof as are by this act reserved to the respective legislatures of the provinces, or are raised by them in accordance with the special powers conferred on them by this act, shall form one consolidated revenue fund, to be appropriated for the public service of Canada in manner and subject to the charges in this act provided.

103. The consolidated revenue fund of Canada shall be permanently charged with the costs, charges and expenses incident to the collection, management, and receipt thereof, and the same shall form the first charge thereon, subject to be reviewed and audited in such manner as shall be ordered by the governor-general in council until the parliament otherwise provides.

104. The annual interest of the public debts of the several provinces of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick at the union shall form the second charge on the consolidated revenue fund of Canada.

105. Unless altered by the parliament of Canada,

Canada, le salaire du gouverneur-général sera de dix mille louis, cours sterling du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ; cette somme sera acquittée sur le fonds consolidé de revenu du Canada et constituera la troisième charge sur ce fonds.

106. Sujet aux différents paiements dont est grevé par le présent acte le fonds consolidé de revenu du Canada, ce fonds sera approprié par le parlement du Canada au service public.

107. Tous les fonds, argent en caisse, balances entre les mains des banquiers et valeurs appartenant à chaque province à l'époque de l'union, sauf les exceptions énoncées au présent acte, deviendront la propriété du Canada et seront déduits du montant des dettes respectives des provinces lors de l'union.

108. Les travaux et propriétés publiques de chaque province, énumérés dans la troisième cédule annexée au présent acte, appartiendront au Canada.

109. Toutes les terres, mines, minéraux et réserves royales appartenant aux différentes provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick lors du l'union, et toutes les sommes d'argent alors dues ou payables pour ces terres, mines, minéraux et réserves royales, appartiendront aux différentes provinces d'Ontario, Québec, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, dans lesquels ils sont sis et situés, ou exigibles, restant toujours soumis aux charges dont ils sont grevés, ainsi qu'à tous intérêts autres que ceux que peut y avoir la province.

the salary of the governor-general shall be ten thousand pounds sterling money of the united kingdom of Great Britain and Ireland, payable out of the consolidated revenue fund of Canada, and the same shall form the third charge thereon.

106. Subject to the several payments by this act charged on the consolidated revenue fund of Canada, the same shall be appropriated by the parliament of Canada for the public service.

107. All stocks, cash, bankers' balances, and securities for money belonging to each province at the time of the union, except as in this act mentioned, shall be the property of Canada, and shall be taken in reduction of the amount of the respective debts of the provinces at the union.

108. The public works and property of each province, enumerated in the third schedule to this act, shall be the property of Canada.

109. All lands, mines, minerals, and royalties, belonging to the several provinces of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick at the union, and all sums then due or payable for such lands, mines, minerals, or royalties, shall belong to the several provinces of Ontario, Quebec, Nova Scotia, and New Brunswick in which the same are situate or arise, subject to any trusts existing in respect thereof, and to any interest other than that of the province in the same.

110. La totalité de l'actif inhérent aux portions de la dette publique assumées par chaque province, appartiendra à cette province.

111. Le Canada sera responsable des dettes et obligations de chaque province existantes lors de l'union.

112. Les provinces d'Ontario et Québec seront conjointement responsables envers le Canada de l'excédant (s'il en est) de la dette de la province du Canada, si, lors de l'union, elle dépasse soixante-et-deux millions cinq cent mille piastres, et tenues au paiement de l'intérêt de cet excédant au taux de cinq pour cent par année.

113. L'actif énuméré dans la quatrième cédule annexée au présent acte, appartenant, lors de l'union, à la province du Canada, sera la propriété d'Ontario et Québec conjointement.

114. La Nouvelle-Ecosse sera responsable envers le Canada de l'excédant (s'il en est) de sa dette publique, si, lors de l'union, elle dépasse huit millions de piastres, et tenue au paiement de l'intérêt de cet excédant au taux de cinq pour cent par année.

115. Le Nouveau-Brunswick sera responsable envers le Canada de l'excédant (s'il en est) de sa dette publique, si, lors de l'union, elle dépasse sept millions de piastres, et tenu au paiement de l'intérêt de cet excédant au taux de cinq pour cent par année.

116. Dans le cas où, lors de l'union, les dettes publiques de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick seraient respectivement moindres que huit mil-

110. All assets connected with such portions of the public debt of each province as are assumed by that province shall belong to that province.

111. Canada shall be liable for the debts and liabilities of each province existing at the union.

112. Ontario and Quebec conjointly shall be liable to Canada for the amount (if any) by which the debt of the province of Canada exceeds at the union sixty-two million five hundred thousand dollars, and shall be charged interest at the rate of five per centum per annum thereon.

113. The assets enumerated in the fourth schedule to this act, belonging at the union to the province of Canada, shall be the property of Ontario and Quebec conjointly.

114. Nova Scotia shall be liable to Canada for the amount (if any) by which its public debt exceeds at the union eight million dollars, and shall be charged with interest at the rate of five per centum per annum thereon.

115. New Brunswick shall be liable to Canada for the amount (if any) by which its public debt exceeds at the union seven million dollars, and shall be charged with interest at the rate of five per centum per annum thereon.

116. In case the public debts of Nova Scotia and New Brunswick do not at the union amount to eight million and seven million dollars respectively, they

lions et sept millions de piastres, ces provinces auront droit de recevoir, chacune, du gouvernement du Canada, en paiements semi-annuels et d'avance, l'intérêt aux taux de cinq pour cent par année sur la différence qui existera entre le chiffre réel de leurs dettes respectives et le montant ainsi arrêté.

117. Les diverses provinces conserveront respectivement toutes leurs propriétés publiques dont il n'est pas autrement disposé dans le présent acte, — sujettes au droit du Canada de prendre les terres ou les propriétés publiques dont il aura besoin pour les fortifications ou la défense du pays.

118. Les sommes suivantes seront annuellement payées par le Canada aux diverses provinces pour le maintien de leurs gouvernements et législatures:

Ontario.....	\$ 80,000
Québec.....	70,000
Nouvelle-Ecosse.....	60,000
Nouveau-Brunswick	50,000

Total.....\$260,000

Et chaque province aura droit à une subvention annuelle de quatre-vingts centins par chaque tête de la population, constatée par le recensement de mil huit cent soixante-et-un, et, — en ce qui concerne la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, — par chaque recensement décennal subséquent, jusqu'à ce que la population de chacune de ces deux provinces s'élève à quatre cent mille âmes, chiffre auquel la

shall respectively receive, by half-yearly payments in advance from the government of Canada, interest at five per centum per annum on the difference between the actual amounts of their respective debts and such stipulated amounts.

117. The several provinces shall retain all their respective public property not otherwise disposed of in this act, subject to the right of Canada to assume any lands or public property required for fortifications or for the defence of the country.

118. The following sums shall be paid yearly by Canada to the several provinces for the support of their governments and legislatures:

Ontario.....	\$ 80,000
Quebec.....	70,000
Nova Scotia.....	60,000
New Brunswick.....	50,000

\$260,000

And an annual grant in aid of each province shall be made, equal to eighty cents per head of the population as ascertained by the census of one thousand eight hundred and sixty-one, and in the case of Nova Scotia and New Brunswick, by each subsequent decennial census until the population of each of those two provinces amounts to four hundred thousand souls, at which rate such grant shall thereafter re-

subvention demeurera dès lors fixée. Ces subventions libéreront à toujours le Canada de toutes autres réclamations, et elles seront payées semi-annuellement et d'avance à chaque province ; mais le gouvernement du Canada déduira de ces subventions, à l'égard de chaque province, toutes sommes exigibles comme intérêt sur la dette publique de cette province, si elle excède les divers montants stipulés dans le présent acte.

119. Le Nouveau-Brunswick recevra du Canada, en paiements semi-annuels et d'avance, durant une période de dix ans à compter de l'union, une subvention supplémentaire de soixante-et-trois mille piastres par année ; mais, tant que la dette publique de cette province restera au-dessous de sept millions de piastres, il sera déduit sur cette somme de soixante-et-trois mille piastres, un montant égal à l'intérêt à cinq pour cent par année sur telle différence.

120. Tous les paiements prescrits par le présent acte, ou destinés à éteindre les obligations contractées en vertu d'aucun acte des provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick respectivement et assumés par le Canada, seront faits, jusqu'à ce que le parlement du Canada l'ordonne autrement, en la forme et manière que le gouverneur-général en conseil pourra prescrire de temps à autre.

121. Tous articles du crû, de la provenance ou manufacture d'aucune des provinces seront, à dater

main. Such grants shall be in full settlement of all future demands on Canada, and shall be paid half-yearly in advance to each province; but the government of Canada shall deduct from such grants, as against any province, all sums chargeable as interest on the public debt of that province in excess of the several amounts stipulated in this act.

119. New Brunswick shall receive, by half-yearly payments in advance from Canada, for the period of ten years from the union, an additional allowance of sixty-three thousand dollars per annum; but as long as the public debt of that province remains under seven million dollars, a deduction equal to the interest at five per centum per annum on such deficiency shall be made from that allowance of sixty-three thousand dollars.

120. All payments to be made under this act, or in discharge of liabilities created under any act of the provinces of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick respectively, and assumed by Canada, shall, until the parliament of Canada otherwise directs, be made in such form and manner as may from time to time be ordered by the governor-general in council.

121. All articles of the growth, produce, or manufacture of any one of the provinces shall, from and

de l'union, admis en franchise dans chacune des autres provinces.

122. Les lois de douane et d'accise de chaque province demeureront en force, sujettes aux dispositions du présent acte, jusqu'à ce qu'elles soient modifiées par le parlement du Canada.

123. Dans le cas où des droits de douane seraient, à l'époque de l'union, imposables sur des articles, denrées ou marchandises, dans deux provinces, ces articles, denrées ou marchandises pourront, après l'union, être importés de l'une de ces deux provinces dans l'autre, sur preuve de paiement des droits de douane dont ils sont frappés dans la province d'où ils sont exportés, et sur paiement de tout surplus de droits de douane (s'il en est) dont ils peuvent être frappés dans la province où ils sont importés.

124. Rien dans le présent acte ne préjudiciera au privilège garanti au Nouveau-Brunswick de prélever sur les bois de construction des droits établis par le chapitre quinze du titre trois des statuts révisés du Nouveau-Brunswick, ou par tout acte l'amendant avant ou après l'union, mais n'augmentant pas le chiffre de ces droits ; et les bois de construction des provinces, autres que le Nouveau-Brunswick, ne seront pas passibles de ces droits.

125. Nulle terre ou propriété appartenant au Canada ou à aucune province en particulier ne sera sujette à la taxation.

126. Les droits et revenus que les législatures

after the union, be admitted free into each of the other provinces.

122. The customs and excise laws of each province shall, subject to the provisions of this act, continue in force until altered by the parliament of Canada.

123. Where customs duties are, at the union, leviable on any goods, wares, or merchandizes in any two provinces, those goods, wares, and merchandizes may, from and after the union, be imported from one of those provinces into the other of them on proof of payment of the customs duty leviable thereon in the province of exportation, and on payment of such further amount (if any) of customs duty as is leviable thereon in the province of importation.

124. Nothing in this act shall affect the right of New Brunswick to levy the lumber dues provided in chapter fifteen of title three of the revised statutes of New Brunswick, or in any act amending that act before or after the union, and not increasing the amount of such dues; but the lumber of any of the provinces other than New Brunswick shall not be subject to such dues.

125. No lands or property belonging to Canada or any province shall be liable to taxation.

126. Such portions of the duties and revenues

respectives du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick avaient, avant l'union, le pouvoir d'appropriier, et qui sont, par le présent acte, réservés aux gouvernements ou législatures des provinces respectives, et tous les droits et revenus perçus par elles conformément aux pouvoirs spéciaux qui leur sont conférés par le présent acte, formeront dans chaque province un fonds consolidé de revenu qui sera approprié au service public de la province.

IX. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Dispositions Générales.

127. Quiconque étant, lors de la passation du présent acte, membre du conseil législatif du Canada, de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick, et auquel un siège dans le sénat sera offert, ne l'accepte pas dans les trente jours, par écrit revêtu de son sceau et adressé au gouverneur-général de la province du Canada ou au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick (selon le cas), sera censé l'avoir refusé ; et quiconque étant, lors de la passation du présent acte, membre du conseil législatif de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick, et acceptera un siège dans le sénat, perdra par le fait même son siège à ce conseil législatif.

128. Les membres du sénat ou de la chambre des communes du Canada devront, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire, devant le gouverneur-général ou quelque

over which the respective legislatures of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick, had before the union, power of appropriation, as are by this act reserved to the respective governments or legislatures of the provinces, and all duties and revenues raised by them in accordance with the special powers conferred upon them by this act, shall in each province form one consolidated revenue fund to be appropriated for the public service of the province.

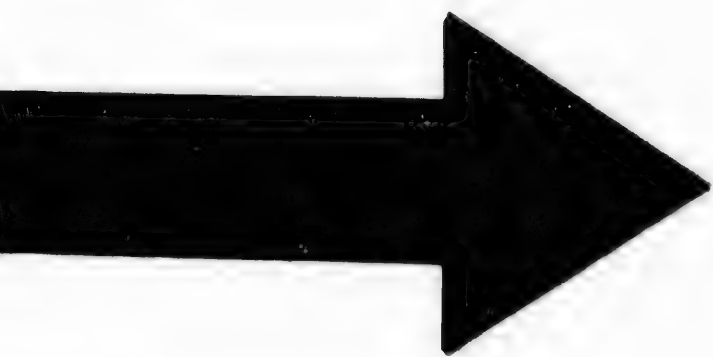
IX.—MISCELLANEOUS PROVISIONS.

General.

127. If any person being at the passing of this act a member of the legislative council of Canada, Nova Scotia, or New Brunswick, to whom a place in the senate is offered, does not within thirty days thereafter, by writing under his hand addressed to the governor-general of the province of Canada or to the lieutenant-governor of Nova Scotia or New Brunswick (as the case may be), accept the same, he shall be deemed to have declined the same; and any person who, being at the passing of this act a member of the legislative council of Nova Scotia or New Brunswick, accepts a place in the senate shall thereby vacate his seat in such legislative council.

128. Every member of the senate or house of commons of Canada shall before taking his seat therein take and subscribe before the governor-general or some person authorized by him, and every member





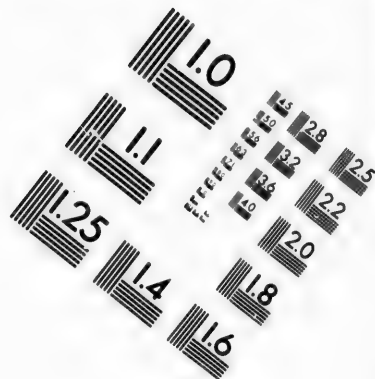
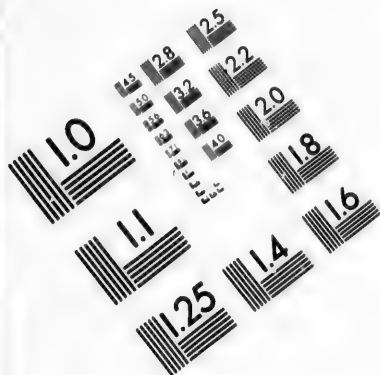
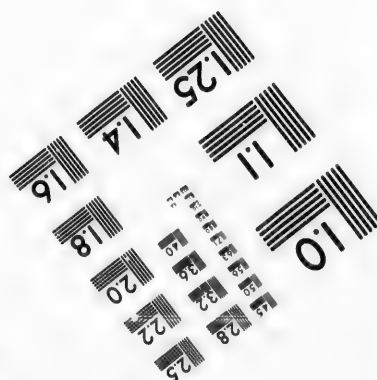
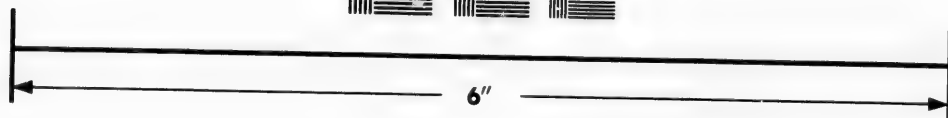
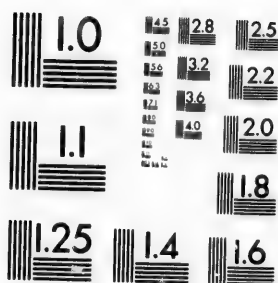


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic
Sciences
Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

0
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99

personne à ce par lui autorisée,—et pareillement, les membres du conseil législatif ou de l'assemblée législative d'une province devront, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire devant le lieutenant-gouverneur de la province ou quelque personne à ce par lui autorisée,—le serment d'allégeance énoncé dans la cinquième cédule annexée au présent acte ; et les membres du sénat du Canada et du conseil législatif de Québec devront aussi, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire, devant le gouverneur-général ou quelque personne à ce par lui autorisée, la déclaration des qualifications énoncée dans la même cédule.

129. Sauf toute disposition contraire prescrite par le présent acte,—toutes les lois en force en Canada, dans la Nouvelle-Ecosse ou le Nouveau-Brunswick, lors de l'union,—tous les tribunaux de juridiction civile et criminelle, toutes les commissions, pouvoirs et autorités ayant force légale,—et tous les officiers judiciaires, administratifs et ministériels, en existence dans ces provinces à l'époque de l'union, continueront d'exister dans les provinces d'Ontario, de Québec, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick respectivement, comme si l'union n'avait pas eu lieu ; mais ils pourront, néanmoins (sauf les cas prévus par des actes du parlement de la Grande-Bretagne ou du parlement du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande), être révoqués, abolis

of a legislative council or legislative assembly of any province shall before taking his seat therein take and subscribe before the lieutenant-governor of the province or some person authorized by him, the oath of allegiance contained in the fifth schedule to this act; and every member of the senate of Canada and every member of the legislative council of Quebec shall also, before taking his seat therein, take and subscribe before the governor-general, or some person authorized by him, the declaration of qualification contained in the same schedule.

129. Except as otherwise provided by this act, all laws in force in Canada, Nova Scotia, or New Brunswick at the union, and all courts of civil and criminal jurisdiction, and all legal commissions, powers, and authorities, and all officers, judicial, administrative, and ministerial, existing therein at the union, shall continue in Ontario, Quebec, Nova Scotia, and New Brunswick respectively, as if the union had not been made; subject nevertheless (except with respect to such as are enacted by or exist under acts of the parliament of Great Britain or of the parliament of the united kingdom of Great Britain and Ireland), to be repealed, abolished, or altered by the parliament of Canada, or by the legislature of the respective pro-

ou modifiés par le parlement du Canada, ou par la législature de la province respective, conformément à l'autorité du parlement ou de cette législature en vertu du présent acte.

130. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement,—tous les officiers des diverses provinces ayant à remplir des devoirs relatifs à des matières autres que celles tombant dans les catégories de sujets assignés exclusivement par le présent acte aux législatures des provinces, seront officiers du Canada et continueront à remplir les devoirs de leurs charges respectives sous les mêmes obligations et pénalités que si l'union n'avait pas eu lieu.

131. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement,—le gouverneur-général en conseil pourra de temps à autre nommer les officiers qu'il croira nécessaires ou utiles à l'exécution efficace du présent acte.

132. Le parlement et le gouvernement du Canada auront tous les pouvoirs nécessaires pour remplir envers les pays étrangers, comme portion de l'Empire Britannique, les obligations du Canada ou d'aucune de ces provinces, naissant de traités conclus entre l'empire et ces pays étrangers.

133. Dans les chambres du parlement du Canada et les chambres de la législature de Québec, l'usage de la langue française ou de la langue anglaise, dans les débats, sera facultatif ; mais dans la rédaction des archives, procès-verbaux et journaux respectifs

vince, according to the authority of the parliament or of the legislature under this act.

130. Until the parliament of Canada otherwise provides, all officers of the several provinces having duties to discharge in relation to matters other than those coming within the classes of subjects by this act assigned exclusively to the legislatures of the provinces, shall be officers of Canada, and shall continue to discharge the duties of their respective offices under the same liabilities, responsibilities and penalties, as if the union had not been made.

131. Until the parliament of Canada otherwise provides, the governor-general in council may from time to time appoint such officers as the governor-general in council deems necessary or proper for the effectual execution of this act.

132. The parliament and government of Canada shall have all powers necessary or proper for performing the obligations of Canada or of any province thereof, as part of the British Empire, towards foreign countries, arising under treaties between the empire and such foreign countries.

133. Either the English or the French language may be used by any person in the debates of the houses of the parliament of Canada and of the houses of the legislature of Quebec; and both those languages shall be used in the respective records and

de ces chambres, l'usage de ces deux langues sera obligatoire ; et dans toute plaidoirie ou pièce de procédure par-devant les tribunaux ou émanant des tribunaux du Canada qui seront établis sous l'autorité du présent acte, et par-devant tous les tribunaux ou émanant des tribunaux de Québec, il pourra être fait également usage, à faculté, de l'une ou de l'autre de ces langues.

Les actes du parlement du Canada et de la législature de Québec devront être imprimés et publiés dans ces deux langues.

Ontario et Québec.

134. Jusqu'à ce que la législature d'Ontario ou de Québec en ordonne autrement,—les lieutenants-gouverneurs d'Ontario et de Québec pourront, chacun, nommer sous le grand sceau de la province, les fonctionnaires suivants, qui resteront en charge durant bon plaisir, savoir ; le procureur-général, le secrétaire et registraire de la province, le trésorier de la province, le commissaire des terres de la couronne, et le commissaire d'agriculture et des travaux publics, et,—en ce qui concerne Québec,—le solliciteur-général ; ils pourront aussi, par ordonnance du lieutenant-gouverneur en conseil, prescrire de temps à autre les attributions de ces fonctionnaires et des divers départements placés sous leur contrôle ou dont ils relèvent, et des officiers et employés y attachés ; et ils pourront également nommer d'autres fonctionnaires qui resteront en

journals of those houses ; and either of those languages may be used by any person or in any pleading or process in or issuing from any court of Canada established under this act, and in or from all or any of the courts of Quebec.

The acts of the parliament of Canada and of the legislature of Quebec shall be printed and published in both those languages.

Ontario and Quebec.

134. Until the legislature of Ontario or of Quebec otherwise provides, the lieutenant-governors of Ontario and Quebec may each appoint, under the great seal of the province, the following officers, to hold office during pleasure, that is to say,—the attorney-general, the secretary and registrar of the province, the treasurer of the province, the commissioner of crown lands, and the commissioner of agriculture and public works, and, in the case of Quebec, the solicitor-general ; and may, by order of the lieutenant-governor in council, from time to time prescribe the duties of those offices and of the several departments over which they shall preside or to which they shall belong, and of the officers and clerks thereof ; and may also appoint other and additional officers to hold office during pleasure, and may from time to time prescribe the duties of

charge durant bon plaisir, et prescrire, de temps à autre, leurs attributions et celles des divers départements placés sous leur contrôle ou dont ils relèvent, et des officiers et employés y attachés.

135. Jusqu'à ce que la législature d'Ontario ou de Québec en ordonne autrement,—tous les droits, pouvoirs, devoirs, fonctions, obligations ou attributions conférés ou imposés aux procureur-général, solliciteur-général, secrétaire et registraire de la province du Canada, ministre des finances, commissaire des terres de la couronne, commissaire des travaux publics, et ministre d'agriculture et receveur-général, lors de la passation du présent acte, par toute loi, statut ou ordonnance du Haut-Canada, du Bas-Canada ou du Canada,—n'étant pas d'ailleurs incompatibles avec le présent acte,—seront conférés ou imposés à tout fonctionnaire qui sera nommé par le lieutenant-gouverneur pour l'exécution de ces fonctions ou d'aucune d'elles; le commissaire d'agriculture et des travaux publics remplira les devoirs et les fonctions de ministre d'agriculture prescrits, lors de la passation du présent acte, par la loi de la province du Canada, ainsi que ceux de commissaire des travaux publics.

136. Jusqu'à modification par le lieutenant-gouverneur en conseil, les grands sceaux d'Ontario et de Québec respectivement seront les mêmes, ou d'après le même modèle, que ceux usités dans les

those officers, and of the several departments over which they shall preside or to which they shall belong, and of the officers and clerks thereof.

135. Until the legislature of Ontario or Quebec otherwise provides, all rights, powers, duties, functions, responsibilities, or authorities at the passing of this act vested in or imposed on the attorney-general, solicitor-general, secretary and registrar of the province of Canada, minister of finance, commissioner of crown lands, commissioner of public works, and minister of agriculture and receiver-general, by any law, statute, or ordinance of Upper Canada, Lower Canada, or Canada, and not repugnant to this act, shall be vested in or imposed on any officer to be appointed by the lieutenant-governor for the discharge of the same or any of them; and the commissioner of agriculture and public works shall perform the duties and functions of the office of minister of agriculture at the passing of this act imposed by the law of the province of Canada, as well as those of the commissioner of public works.

136. Until altered by the lieutenant-governor in council, the great seals of Ontario and Quebec respectively shall be the same, or of the same design, as those used in the provinces of Upper Canada and

provinces du Haut et du Bas-Canada respectivement avant leur union comme province du Canada.

137. Les mots « et de là jusqu'à la fin de la prochaine session de la législature, » ou autres mots de la même teneur, employés dans aucun acte temporaire de la province du Canada non-expiré avant l'union, seront censés signifier la prochaine session du parlement du Canada, si l'objet de l'acte tombe dans la catégorie des pouvoirs attribués à ce parlement et définis dans la présente constitution, si non, aux prochaines sessions des législatures d'Ontario et de Québec respectivement, si l'objet de l'acte tombe dans la catégorie des pouvoirs attribués à ces législatures et définis dans le présent acte.

138. Depuis et après l'époque de l'union, l'insertion des mots « Haut-Canada » au lieu « d'Ontario, » ou « Bas-Canada » au lieu de « Québec, » dans tout acte, bref, procédure, plaidoirie, document, matière ou chose, n'aura pas l'effet de l'invalider.

139. Toute proclamation sous le grand sceau de la province du Canada, lancée antérieurement à l'époque de l'union, pour avoir effet à une date postérieure à l'union, qu'elle ait trait à cette province ou au Haut-Canada ou au Bas-Canada, et les diverses matières et choses y énoncées auront et continueront d'y avoir la même force et le même effet que si l'union n'avait pas eu lieu.

140. Toute proclamation dont l'émission sous le

Lower Canada respectively before their union as the province of Canada.

137. The words «and from thence to the end of «the then next ensuing session of the legislature,» or words to the same effect, used in any temporary act of the province of Canada not expired before the union, shall be construed to extend and apply to the next session of the parliament of Canada, if the subject matter of the act is within the powers of the same, as defined by this act, or to the next sessions of the legislatures of Ontario and Quebec respectively, if the subject matter of the act is within the powers of the same as defined by this act.

138. From and after the union the use of the words «Upper Canada» instead of «Ontario,» or «Lower Canada» instead of «Quebec,» in any deed, writ, process, pleading, document, matter, or thing, shall not invalidate the same.

139. Any proclamation under the great seal of the province of Canada issued before the union to take effect at a time which is subsequent to the union, whether relating to that province, or to Upper Canada, or to Lower Canada, and the several matters and things therein proclaimed, shall be and continue of like force and effect as if the union had not been made.

140. Any proclamation which is authorized by

grand sceau de la province du Canada est autorisée par quelque acte de la législature de la province du Canada,—qu'elle ait trait à cette province ou au Haut-Canada ou au Bas-Canada,—et qui n'aura pas été lancée avant l'époque de l'union, pourra l'être par le lieutenant-gouverneur d'Ontario ou de Québec (selon le cas), sous le grand sceau de la province; et, à compter de l'émission de cette proclamation, les diverses matières et choses y énoncées auront et continueront d'avoir la même force et le même effet dans Ontario ou Québec que si l'union n'avait pas eu lieu.

141. Le pénitencier de la province du Canada, jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, sera et continuera d'être le pénitencier d'Ontario et de Québec.

142. Le partage et la répartition des dettes, crédits, obligations, propriétés et de l'actif du Haut et du Bas-Canada seront renvoyés à la décision de trois arbitres, dont l'un sera choisi par le gouvernement d'Ontario, l'un par le gouvernement de Québec, et l'autre par le gouvernement du Canada; le choix des arbitres n'aura lieu qu'après que le parlement du Canada et les législatures d'Ontario et de Québec auront été réunis; l'arbitre choisi par le gouvernement du Canada ne devra être domicilié ni dans Ontario ni dans Québec.

143. Le gouverneur-général en conseil pourra de

any act of the legislature of the province of Canada to be issued under the great seal of the province of Canada, whether relating to that province, or to Upper Canada, or to Lower Canada, and which is not issued before the union, may be issued by the lieutenant-governor of Ontario or of Quebec, as its subject matter requires, under the great seal thereof; and from and after the issue of such proclamation the same and the several matters and things therein proclaimed shall be and continue of the like force and effect in Ontario or Quebec as if the union had not been made.

141. The penitentiary of the province of Canada shall, until the parliament of Canada otherwise provides, be and continue the penitentiary of Ontario and of Quebec.

142. The division and adjustment of the debts, credits, liabilities, properties, and assets of Upper Canada and Lower Canada shall be referred to the arbitrament of three arbitrators, one chosen by the government of Ontario, one by the government of Quebec, and one by the government of Canada; and the selection of the arbitrators shall not be made until the parliament of Canada and the legislatures of Ontario and Quebec have met; and the arbitrator chosen by the government of Canada shall not be a resident either in Ontario or in Quebec.

143. The governor-general in council may from

temps à autre ordonner que les archives, livres et documents de la province du Canada, qu'il jugera à propos de désigner, soient remis et transférés à Ontario ou à Québec, et ils deviendront dès lors la propriété de cette province ; toute copie, ou extrait de ces documents, dûment certifiée par l'officier ayant la garde des originaux, sera reçue comme preuve.

144. Le lieutenant-gouverneur de Québec pourra de temps à autre, par proclamation sous le grand sceau de la province devant venir en force au jour y mentionné, établir des townships dans les parties de la province de Québec dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants.

X.—CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL.

145. Considérant que les provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ont, par une commune déclaration, exposé que la construction du chemin de fer intercolonial était essentielle à la consolidation de l'union de l'Amérique Britannique du Nord, et à son acceptation par la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, et qu'elles ont en conséquence arrêté que le gouvernement du Canada devait l'entreprendre sans délai ; à ces causes : pour donner suite à cette convention, le gouvernement et le parlement du Canada seront tenus de commencer, dans les six mois qui suivront l'union, les travaux de construction d'un chemin de fer reliant le

time to time order that such and so many of the records, books, and documents of the province of Canada as he thinks fit shall be appropriated and delivered either to Ontario or to Quebec, and the same shall thenceforth be the property of that province; and any copy thereof or extract therefrom, duly certified by the officer having charge of the original thereof, shall be admitted as evidence.

144. The lieutenant-governor of Quebec may from time to time, by proclamation under the great seal of the province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the province of Quebec in which townships are not then already constituted, and fix the metes and bounds thereof.

X.—INTERCOLONIAL RAILWAY.

145. Inasmuch as the provinces of Canada, Nova Scotia and New Brunswick have joined in a declaration that the construction of the intercolonial railway is essential to the consolidation of the union of British North America, and to the assent thereto of Nova Scotia and New Brunswick, and have consequently agreed that provision should be made for its immediate construction by the government of Canada: Therefore, in order to give effect to that agreement, it shall be the duty of the government and parliament of Canada to provide for the commencement within six months after the union, of a railway connecting the river St. Lawrence with the city of Hali-

fleuve St. Laurent à la cité d'Halifax, dans la Nouvelle-Ecosse, et de les terminer sans interruption et avec toute la diligence possible.

XI.—ADMISSION DES AUTRES COLONIES.

146. Il sera loisible à la Reine, de l'avis du très-honorable conseil privé de Sa Majesté, sur la présentation d'adresses de la part des chambres du parlement du Canada, et des chambres des législatures respectives des colonies ou provinces de Terre-neuve, de l'Ile du Prince-Edouard et de la Colombie Britannique, d'admettre ces colonies ou provinces, ou aucune d'elles dans l'union,—et, sur la présentation d'adresses de la part des chambres du parlement du Canada, d'admettre la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest, ou l'une ou l'autre de ces possessions, dans l'union, aux termes et conditions, dans chaque cas, qui seront exprimés dans les adresses et que la Reine jugera convenable d'approuver, conformément au présent ; les dispositions de tous ordres en conseil rendus à cet égard, auront le même effet que si elles avaient été décrétées par le parlement du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

147. Dans le cas de l'admission de Terre-neuve et de l'Ile du Prince-Edouard, ou de l'une ou l'autre de ces colonies, chacune aura droit d'être représentée par quatre membres dans le sénat du Canada ; et (nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte), dans le cas de l'admission de Terre-neuve, le nombre normal des sénateurs sera de soi-

fax in Nova Scotia, and for the construction thereof without intermission, and the completion thereof with all practicable speed.

XI.—ADMISSION OF OTHER COLONIES.

146. It shall be lawful for the Queen, by and with the advice of Her Majesty's most honorable privy council, on addresses from the houses of the parliament of Canada, and from the houses of the respective legislatures of the colonies or provinces of Newfoundland, Prince Edward Island and British Columbia, to admit those colonies or provinces, or any of them, into the union, and on address from the houses of the parliament of Canada to admit Rupert's Land and the North-western Territory, or either of them, into the union, on such terms and conditions in each case as are in the addresses expressed and as the Queen thinks fit to approve, subject to the provisions of this act; and the provisions of any order in council in that behalf shall have effect as if they had been enacted by the parliament of the united kingdom of Great Britain and Ireland.

147. In case of the admission of Newfoundland and Prince Edward Island, or either of them, each shall be entitled to a representation in the senate of Canada of four members, and (notwithstanding anything in this act) in case of the admission of Newfoundland the normal number of senators shall be seventy-six and their maximum number shall be

xante-et-seize et son maximum de quatre-vingt-deux ; mais lorsque l'île du Prince-Edouard sera admise, elle sera censée comprise dans la troisième des trois divisions en lesquelles le Canada est, relativement à la composition du sénat, partagé par le présent acte ; et, en conséquence, après l'admission de l'île du Prince-Edouard, que Terre-Neuve soit admise ou non, la représentation de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick dans le sénat, au fur et à mesure que des sièges deviendront vacants, sera réduite de douze à dix membres respectivement ; la représentation de chacune de ces provinces ne sera jamais augmentée au-delà de dix membres, sauf sous l'autorité des dispositions du présent acte relatives à la nomination de trois ou six sénateurs supplémentaires en conséquence d'un ordre de la Reine.

eighty-two ; but Prince Edward Island when admitted shall be deemed to be comprised in the third of the three divisions into which Canada is, in relation to the constitution of the senate, divided by this act, and accordingly, after the admission of Prince Edward Island, whether Newfoundland is admitted or not, the representation of Nova Scotia and New Brunswick in the senate shall, as vacancies occur, be reduced from twelve to ten members respectively, and the representation of each of those provinces shall not be increased at any time beyond ten, except under the provisions of this act for the appointment of three or six additional senators under the direction of the Queen.

CÉDULES.

—
PREMIÈRE CÉDULE.
—*Districts électoraux d'Ontario.*

A.

DIVISIONS ÉLECTORALES ACTUELLES.

COMTÉS.

- | | |
|---------------|--------------------|
| 1. Prescott. | 6. Carleton. |
| 2. Glengarry. | 7. Prince-Edouard. |
| 3. Stormont. | 8. Halton. |
| 4. Dundas. | 9. Essex. |
| 5. Russell. | |

DIVISIONS DE COMTÉS.

10. Division nord de Lanark.
11. Division sud de Lanark.
12. Division nord de Leeds et division nord de Grenville.
13. Division sud de Leeds.
14. Division sud de Grenville.
15. Division est de Northumberland.
16. Division ouest de Northumberland (sauf le township de Monaghan sud.)
17. Division est de Durham.
18. Division ouest de Durham.
19. Division nord d'Ontario.

SCHEDULES.

THE FIRST SCHEDULE.

Electoral Districts of Ontario.

A.

EXISTING ELECTORAL DIVISIONS.
COUNTIES.

- | | |
|---------------|-------------------|
| 1. Prescott. | 6. Carleton. |
| 2. Glengarry. | 7. Prince Edward. |
| 3. Stormont. | 8. Halton. |
| 4. Dundas. | 9. Essex. |
| 5. Russell. | |

RIDINGS OF COUNTIES.

10. North Riding of Lanark.
11. South Riding of Lanark.
12. North Riding of Leeds and North Riding of Grenville.
13. South Riding of Leeds.
14. South Riding of Grenville.
15. East Riding of Northumberland.
16. West Riding of Northumberland (excepting therefrom the township of South Monaghan).
17. East Riding of Durham.
18. West Riding of Durham.
19. North Riding of Ontario.

20. Division sud d'Ontario.
21. Division est d'York.
22. Division ouest d'York.
23. Division nord d'York.
24. Division nord de Wentworth.
25. Division sud de Wentworth.
26. Division est d'Elgin.
27. Division ouest d'Elgin.
28. Division nord de Waterloo.
29. Division sud de Waterloo.
30. Division nord de Brant.
31. Division sud de Brant.
32. Division nord d'Oxford.
33. Division sud d'Oxford.
34. Division est de Middlesex.

CITÉS, PARTIES DE CITÉS ET VILLES.

35. Toronto ouest.
36. Toronto est.
37. Hamilton.
38. Ottawa.
39. Kingston.
40. London.
41. Ville de Brockville, avec le township d'Elizabethtown y annexé.
42. Ville de Niagara, avec le township de Niagara y annexé.
43. Ville de Cornwall, avec le township de Cornwall y annexé.

20. South Riding of Ontario.
21. East Riding of York.
22. West Riding of York.
23. North Riding of York.
24. North Riding of Wentworth.
25. South Riding of Wentworth.
26. East Riding of Elgin.
27. West Riding of Elgin.
28. North Riding of Waterloo.
29. South Riding of Waterloo.
30. North Riding of Brant.
31. South Riding of Brant.
32. North Riding of Oxford.
33. South Riding of Oxford.
34. East Riding of Middlesex.

CITIES, PARTS OF CITIES AND TOWNS.

35. West Toronto.
36. East Toronto.
37. Hamilton.
38. Ottawa.
39. Kingston.
40. London.
41. Town of Brockville, with the Township of Elizabethtown thereto attached.
42. Town of Niagara, with the Township of Niagara thereto attached.
43. Town of Cornwall, with the Township of Cornwall thereto attached.

B.

NOUVELLES DIVISIONS ÉLECTORALES.

44. Le district judiciaire provisoire d'ALGOMA.

Le comté de BRUCE, partagé en deux divisions appelées respectivement divisions nord et sud :—

45. La division nord de Bruce comprendra les townships de Bury, Lindsay, Eastnor, Albemarle, Amabel, Arran, Bruce, Elderslie, et Saugeen, et le village de Southampton.

46. La division sud de Bruce comprendra les townships de Kincardine (y compris le village de Kincardine), Greenock, Brant, Huron, Rinross, Culross et Carrick.

Le comté de HURON, séparé en deux divisions, appelées respectivement divisions nord et sud :—

47. La division nord comprendra les townships d'Ashfield, Wawanosh, Turnbury, Howick, Morris, Grey, Colborne, Aullett, y compris le village de Clinton, et McKillop.

48. La division sud comprendra la ville de Goderich et les townships de Goderich, Tuckersmith, Stanley, Hay, Osborne et Stephen.

Le comté de MIDDLESEX, partagé en trois divisions, appelées respectivement divisions nord, ouest et est :—

49. La division nord comprendra les townships

B.

NEW ELECTORAL DIVISIONS.

44. The Provisional Judicial District of Algoma.
The County of BRUCE, divided into two Ridings, to be called respectively the North and South Ridings :—

45. The North Riding of Bruce to consist of the Townships of Bury, Lindsay, Eastnor, Albermarle, Amabel, Arran, Bruce, Elderslie, and Saugeen, and the Village of Southampton.

46. The South Riding of Bruce to consist of the Townships of Kincardine (including the Village of Kincardine), Greenock, Brant, Huron, Kinloss, Culross, and Carrick.

The County of HURON, divided into two Ridings, to be called respectively the North and South Ridings :—

47. The North Riding to consist of the Townships of Ashfield, Wawanosh, Turnberry, Howick, Morris, Grey, Colborne, Hullett (including the Village of Clinton), and McKillop.

48. The South Riding to consist of the Town of Goderich and the Township of Goderich, Tuckersmith, Stanley, Hay, Usborne, and Stephen.

The County of MIDDLESEX, divided into three Ridings, to be called respectively the North, West, and East Ridings :—

49. The North Riding to consist of the Town-

de McGillivray et Biddulph (soustraits au comté de Huron) et Williams Est, Williams Ouest, Adélaïde et Lobo.

50. La division ouest comprendra les townships de Delaware, Carradoc, Metcalfe, Mosa, et Ekfrid et le village de Strathroy.

La division est comprendra les townships qu'elle renferme actuellement, et sera bornée de la même manière.

51. Le comté de LAMBTON comprendra les townships de Bosanquet, Warwick, Plympton, Sarnia, Moore, Enniskillen et Brooke, et la ville de Sarnia.

52. Le comté de KENT comprendra les townships de Chatham, Dover, Tilbury Est, Romney, Raleigh, et Harwick, et la ville de Chatham.

53. Le comté de BOTHWELL comprendra les townships de Sombra, Dawn et Euphemia (soustraits au comté de Lambton) et les townships de Zone, Camden et son augmentation, Orford et Howard (soustraits au comté de Kent).

Le comté de GREY, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions sud et nord.

54. La division sud comprendra les townships de Bentinck, Glenelg, Artemesia, Osprey, Normanby, Egremont, Proton et Melancthon.

- ships of McGillivray and Biddulph (taken from the County of Huron), and Williams East, Williams West, Adelaide and Lobo.
50. The West Riding to consist of the Townships of Delaware, Carradoc, Metcalfe, Mosa and Ekfrid, and the Village of Strathroy. [The East Riding to consist of the Townships now embraced therein, and be bounded as it is at present.]
51. The County of LAMBTON to consist of the Townships of Bosanquet, Warrick, Plympton, Sarnia, Moore, Enniskillen, and Brooke, and the Town of Sarnia.
52. The County of KENT to consist of the Townships of Chatham, Dover, East Tilbury, Romney, Raleigh, and Harwich, and the Town of Chatham.
53. The County of BOTHWELL to consist of the Townships of Sombra, Dawn, and Euphemia (taken from the County of Lambton), and the Townships of Zone, Camden, with the Gore thereof, Orford, and Howard (taken from the County of Kent).
- The County of GREY, divided into two Ridings, to be called respectively the South and North Ridings :—
54. The South Riding to consist of the Townships of Bentick, Glenelg, Artemesia, Osprey, Normanby, Egremont, Proton, and Melancthon.

55. La division nord comprendra les townships de Collingwood, Euphrasia, Holland, Saint-Vincent, Sydenham, Sullivan, Derby, et Keppel, Sarawak et Brooke, et la ville de Owen Sound.

Le comté de PERTH, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions sud et nord.

56. La division nord comprendra les townships de Wallace, Elma, Logan, Ellice, Mornington, et Easthope Nord, et la ville de Stratford.

57. La division sud comprendra les townships de Blanchard, Downie, South Easthope, Fullarton, Hibbert et les villages de Mitchell et St. Mary's.

Le comté de WELLINGTON, partagé en trois divisions, appelées respectivement divisions nord, sud et centre :—

58. La division nord comprendra les townships de Amaranth, Arthur, Luther, Minto, Maryborough, Peel et le village de Mount Forest.
59. La division centre comprendra les townships de Garafraxa, Erin, Eramosa, Nichol, et Pilkington, et les villages de Fergus et Elora.
60. La division sud comprendra la ville de Guelph, et les townships de Guelph et Puslinch.

55. The North Riding to consist of the Townships of Collingwood, Euphrasia, Holland, Saint Vincent, Sydenham, Sullivan, Derby and Keppel, Sarawak and Brooke, and the Town of Owen Sound.

The County of PERTH, divided into two Ridings, to be called respectively the South and North Ridings :—

56. The North Riding to consist of the Townships of Wallace, Elma, Logan, Ellice, Mornington, and North Easthope, and the Town of Stratford.

57. The South Riding to consist of the Townships of Blanchard, Downie, South Easthope, Fullarton, Hibbert, and the Villages of Mitchell and St. Marys.

The County of WELLINGTON, divided into three Ridings, to be called respectively North, South, and Centre Ridings :—

58. The North Riding to consist of the Townships of Amaranth, Arthur, Luther, Minto, Maryborough, Peel, and the Village of Mount Forest.

59. The Centre Riding to consist of the Townships of Garrafraxa, Erin, Eramosa, Nichol, and Pilkington, and the Villages of Fergus and Elora.

60. The South Riding to consist of the Town of Guelph, and the Townships of Guelph and Puslinch.

Le comté de NORFOLK, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions sud et nord :—

61. La division sud comprendra les townships de Charlotteville, Houghton, Walsingham, et Woodhouse et son augmentation.
62. La division nord comprendra les townships de Middleton, Townsend, et Windham, et la ville de Simcoe.
63. Le comté d'HALDIMAND comprendra les townships Oneida, Seneca, Cayuga Nord, Cayuga Sud, Raynham, Walpole et Dunn.
64. Le comté de MONCK comprendra les townships de Canborough et Moulton et Sherbrooke, et le village de Danville (soustraits au comté d'Haldimand), les townships de Caistor et Gainsborough (soustraits au comté de Lincoln), et les townships de Pelham et Wainfleet, (soustraits au comté de Welland.)
65. Le comté de LINCOLN comprendra les townships de Clinton, Grantham, Grimsby, et Louth, et la ville de Ste. Catharines.
66. Le comté de WELLAND comprendra les townships de Berthie, Crowland, Humbersone, Stamford, Thorold, et Willoughby, et les villages de Chippewa, Clifton, Fort Erié, Thorold et Welland.

The County of **NORFOLK**, divided into two Ridings, to be called respectively the South and North Ridings:—

61. The South Riding to consist of the Townships of Charlotteville, Houghton, Walsingham, and Woodhouse, and with the Gore thereof.
62. The North Riding to consist of the Townships of Middleton, Townsend, and Windham, and the Town of Simcoe.
63. The County of **HALDIMAND** to consist of the Townships of Oneida, Seneca, Cayuga North, Cayuga South, Rainham, Walpole, and Dunn.
64. The County of **MONCK** to consist of the Townships of Canborough and Moulton, and Sherbrooke, and the Village of Dunville (taken from the County of Lincoln), and the Townships of Pelham and Wainfleet (taken from the County of Welland).
65. The County of **LINCOLN** to consist of the Townships of Clinton, Grantham, Grimsby, and Louth, and the Town of St. Catharines.
66. The County of **WELLAND** to consist of the Townships of Bertie, Crowland, Humberstone, Stamford, Thorold, and Willoughby, and the Villages of Chippewa, Clifton, Fort Erie, Thorold, and Welland.

67. Le comté de PEEL comprendra les townships de Chinguacousy, Toronto, et les villages de Brampton et Streetsville.

68. Le comté de CARDWELL comprendra les townships de Albion et Caledon (soustrait au comté de Peel), et les townships de Adjala et Mono (soustrait au comté de Simcoe.)

Le comté de SIMCOE, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions sud et nord :—

69. La division sud comprendra les townships de Gwillimbury Ouest, Tecumseth, Innisfil, Essa, Tosorontio, Mulmur, et le village de Bradford.

70. La division nord comprendra les townships de Nottawasaga, Sunnidale, Vespra, Flos, Oro, Medonte, Orillia et Matchedash, Tiny et Tay, Balaklava et Robinson, et les villes de Barrie et Collingwood.

Le comté de VICTORIA, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions sud et nord :—

71. La division sud comprendra les townships de Ops, Mariposa, Emily, Verulam et la ville de Lindsay.

72. La division nord comprendra les townships de Anson, Bexley, Carden, Dalton, Digby, Eldon, Fénélon, Hindon, Laxton,

67. The County of PEEL to consist of the Townships of Chinguacousy, Toronto, and the Gore of Toronto, and the Villages of Brampton and Streetsville.

68. The County of CARDWELL to consist of the Townships of Albion and Caledon (taken from the County of Peel), and the Townships of Adjala and Mono (taken from the County of Simcoe).

The County of SIMCOE, divided into two Ridings, to be called respectively the South and North Ridings :—

69. The South Riding to consist of the Townships of West Gwillimbury, Tecumseth, Innisfil, Essa, Tossorontio, Mulmur, and the Village of Bradford.

70. The North Riding to consist of the Townships of Nottawasaga, Sunnidale, Vespra, Flos, Oro, Medonte, Orillia and Matchedash, Tiny and Tay, Balaklava and Robinson, and the Towns of Barrie and Collingwood.

The County of VICTORIA, divided into two Ridings, to be called respectively the South and North Ridings :—

71. The South Riding to consist of the Townships of Ops, Mariposa, Emily, Verulam, and the Town of Lindsay.

72. The North Riding to consist of the Townships of Anson, Bexley, Carden, Dalton, Digby, Eldon, Fenelon, Hindon, Laxton,

Lutterworth, Macaulay et Draper, Sommerville et Morrison, Muskoka, Monck et Watt (soustraits au comté de Simcoe), et tous autres townships arpentés au nord de cette division.

Le comté de PETERBOROUGH, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions ouest et est :—

73. La division ouest comprendra les townships de Monaghan sud (soustraits au comté Northumberland), Monaghan nord, Smith, Ennismore et la ville de Peterborough.

74. La division est comprendra les townships d'Asphodel, Belmont et Methuen, Douro, Dummer, Galway, Harvey, Minden, Stanhope et Dysart, Ottonabee et Snowden, et le village de Ashburham, et tous autres townships arpentés au nord de cette division.

Le comté de HASTINGS, partagé en trois divisions, appelées respectivement divisions ouest, est et nord :—

75. La division ouest comprendra la ville de Belleville, le township de Sydney, et le village de Trenton.

76. La division est comprendra les townships de Thurlow, Tyendinaga, et Hungerford.

Lutterworth, Macaulay and Draper, Somerville and Morrison, Muskoka, Monck and Watt (taken from the County of Simcoe), and any other surveyed townships lying to the north of the said North Riding.

The County of PETERBOROUGH, divided into two Ridings, to be called respectively the West and East Ridings :—

73. The West Riding to consist of the Townships of South Monaghan (taken from the County of Northumberland), North Monaghan, Smith, and Ennismore, and the Town of Peterborough.

74. The East Riding to consist of the Townships of Asphodel, Belmont and Methuen, Douro, Dummer, Galway, Harvey, Minden, Stanhope, and Dysart, Otonabee, and Snowden, and the Village of Ashburnham, and any other surveyed townships lying to the north of the said East Riding.

The County of HASTINGS, divided into three Ridings, to be called respectively the West, East, and North Ridings :—

75. The West Riding to consist of the Town of Belleville, the Township of Sydney, and the Village of Trenton.

76. The East Riding to consist of the Townships of Thurlow, Tyendinaga, and Hungerford.

77. La division nord comprendra les townships de Raydon, Huntingdon, Madoc, Elzevir, Tudor, [Marmora et Lake, et le village de Stirling, et tous autres townships arpentés au nord de cette division.

78. Le comté de LENNOX comprendra les townships de Richmond, Adolphustown, Fredericksburgh nord, Fredericksburgh sud, Ernest Town et l'Isle Amherst, et le village de Napanee.

79. Le comté d'ADDINGTON comprendra les townships de Camden, Portland, Sheffield, Hinchinbrooke, Kaladar, Kennebec, Olden, Oso, Anglesea, Barrie, Clarendon, Palmerston, Effingham, Abinger, Miller, Canonto, Denbigh, Loughborough et Bedford.

80. Le comté de FRONTENAC comprendra les townships de Kingston, l'Isle Wolfe, Pittsburgh et l'Isle Howe, et Storrington.

Le comté de RENFREW, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions sud et nord :—

81. La division sud comprendra les townships de McNab, Bagot, Blithfield, Brougham, Horton, Admaston, Grattan, Matawatchan, Griffith, Lyndoch, Raglan, Rad-

77. The North Riding to consist of the Townships of Rawdon, Huntingdon, Madoc, Elzevir, Tudor, Marmora, and Lake, and the Village of Stirling, and any other surveyed townships lying to the north of the said North Riding.
78. The County of LENNOX to consist of the Townships of Richmond, Adolphustown, North Fredericksburgh, South Fredericksburgh, Ernest Town, and Amherst Island, and the Village of Napanee.
79. The County of ADDINGTON to consist of the Townships of Camden, Portland, Sheffield, Hinchinbrooke, Kaladar, Kennebec, Olden, Oso, Anglesea, Barrie, Clarendon, Palmerston, Effingham, Abinger, Miller, Canonto, Denbigh, Loughborough, and Bedford.
80. The County of FRONTENAC to consist of the Townships of Kingston, Wolfe Island, Pittsburgh and Howe Island, and Storrington.
- The County of RENFREW, divided into two Ridings, to be called respectively the South and North Ridings:—
81. The South Riding to consist of the Townships of McNab, Bagot, Blithfield, Brougham, Horton, Admaston, Grattan, Matawatchan, Griffith, Lyndoch, Raglan,

cliffe, Brudenell, Sebastopol, et les villages de Arnprior et Renfrew.

82. La division nord comprendra les townships de Ross, Bromley, Westmeath, Stafford, Pembroke, Wiberforce, Alice, Petewawa, Buchanan, Algona sud, Algona nord, Fraser, McKay, Wylie, Rolph, Head, Maria, Clara, Haggerty, Sherwood, Burns et Richard, et tous autres townships arpentés au nord-ouest de cette division.

—
Les villes et villages incorporés à l'époque de l'union, non-mentionnés spécialement dans cette cédule, devront faire partie du comté ou de la division dans laquelle ils sont situés.

—
SECONDE CÉDULE.

—
Districts Electoraux de Québec spécialement fixés.

COMTÉ DE

Pontiac.	Shefford.
Ottawa.	Stanstead.
Argenteuil.	Compton.
Huntingdon.	Wolfe et Richmond.
Missisquoi.	Mégantic.
Brome.	

La ville de Sherbrooke.

Radeliffe, Brudenell, Sebastopol, and the Villages of Arnprior and Renfrew.

82. The North Riding to consist of the Townships of Ross, Bromley, Westmeath, Stafford, Pembroke, Wilberforce, Alice, Petawawa, Buchanan, South Algona, North Algona, Fraser, McKay, Wylie, Rolph, Head, Maria, Clara, Haggerty, Sherwood, Burns, and Richards, and any other surveyed townships lying north-westerly of the said North Riding.

Every town and incorporated village existing at the union, not specially mentioned in this schedule, is to be taken as part of the county or riding within which it is locally situate.

THE SECOND SCHEDULE.

Electoral Districts of Quebec specially fixed.

COUNTIES OF—

Pontiac.	Shefford.
Ottawa.	Stanstead.
Argenteuil.	Compton.
Huntingdon.	Wolfe and Richmond.
Missisquoi.	Megantic.
Brome.	

Town of Sherbrooke.

TROISIÈME CÉDULE.

Travaux et propriétés publiques de la province devant appartenir au Canada.

1. Canaux, avec les terrains et pouvoirs d'eau y adjacents.
2. Havres publics.
3. Phares et quais, et l'île de Sable.
4. Bateaux-à-vapeur, dragueurs et vaisseaux publics.
5. Améliorations sur les lacs et rivières.
6. Chemins de fer et actions dans les chemins de fer, hypothèques et autres dettes dues par les compagnies de chemins de fer.
7. Routes militaires.
8. Maisons de douane, bureaux de poste, et tous autres édifices publics, sauf ceux que le gouvernement du Canada destine à l'usage des législatures et des gouvernements provinciaux.
9. Propriétés transférées par le gouvernement impérial, et désignées sous le nom de propriétés de l'artillerie.
10. Arsenaux, salles d'exercice militaire, uniformes, munitions de guerre, et terrains réservés pour les besoins publics et généraux.

THE THIRD SCHEDULE.

Provincial Public Works and Property to be the Property of Canada.

1. Canals, with lands and water power connected therewith.
2. Public harbours.
3. Light-houses and piers, and Sable Island.
4. Steamboats, dredges, and public vessels.
5. Rivers and lake improvements.
6. Railways and railway stocks, mortgages, and other debts due by railway companies.
7. Military roads.
8. Custom houses, post offices, and all other public buildings, except such as the government of Canada appropriate for the use of the provincial legislatures and governments.
9. Property transferred by the imperial government, and known as Ordnance Property.
10. Armouries, drill sheds, military clothing, and munitions of war, and lands set apart for general public purposes.

QUATRIÈME CÉDULE.

Actif devenant la propriété commune d'Ontario et Québec.

Fonds de bâtisse du Haut-Canada.

Asiles d'aliénés.

Ecoles Normales.

Palais de justice dans

Aylmer,

Montréal,

Kamouraska.

} Bas-Canada.

Société des hommes de loi, Haut-Canada.

Commission des chemins à barrières de Montréal.

Fonds permanent de l'université.

Institution royale.

Fonds consolidé d'emprunt municipal, Haut-Canada.

Fonds consolidé d'emprunt municipal, Bas-Canada.

Société d'agriculture, Haut-Canada.

Octroi législatif en faveur du Bas-Canada.

Prêt aux incendiés de Québec.

Compte des avances, Témiscouata.

Commission des chemins à barrières de Québec.

Education—Est.

Fonds de bâtisse et de jurés, Bas-Canada.

Fonds des municipalités.

Fonds du revenu de l'éducation supérieure,
Bas-Canada.

THE FOURTH SCHEDULE.

—
*Assets to be the Property of Ontario and Quebec
conjointly.*

Upper Canada building fund.

Lunatic Asylums.

Normal Schools.

Court Houses in

Aylmer,

Montreal,

Kamouraska.

} Lower Canada.

Law Society, Upper Canada.

Montreal Turnpike Trust.

University Permanent Fund.

Royal Institution.

Consolidated Municipal Loan Fund, Upper
Canada.

Consolidated Municipal Loan Fund, Lower
Canada.

Agricultural Society, Upper Canada.

Lower Canada Legislative Grant.

Quebec Fire Loan.

Temiscouata advance account.

Quebec Turnpike Trust.

Education—East.

Building and Jury Fund, Lower Canada.

Municipalities Fund.

Lower Canada Superior Education Income
Fund.

CINQUIÈME CÉDULE.

SERMENT D'ALLÉGEANCE.

Je, A. B., jure que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté la Reine Victoria.

N. B.—Le nom du Roi ou de la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande alors régnant, devra être inséré, au besoin, en termes appropriés.

DÉCLARATION DES QUALIFICATIONS EXIGÉES.

Je, A. B., déclare et atteste que j'ai les qualifications exigées par la loi pour être nommé membre du sénat du Canada (*ou selon le cas,*) et que je possède en droit ou en équité comme propriétaire, pour mon propre usage et bénéfice, des terres et tenements en franc et commun soccage (*ou que je suis en bonne saisine ou possession, pour mon propre usage et bénéfice, de terres et tenements en franc-alleu ou en roture (selon le cas,*) dans la province de la Nouvelle-Ecosse (*ou selon le cas,*) de la valeur de quatre mille piastres, en sus de toutes rentes, dettes, charges, hypothèques et redevances qui peuvent être attachées, dues et payables sur ces immeubles ou auxquelles ils peuvent être affectés, et que je n'ai pas collusoirement ou spécieusement obtenu le titre ou la possession de ces immeubles, en tout ou en partie, dans le but de devenir membre du sénat du Canada, (*ou selon le cas,*) et que mes biens mobiliers et immobiliers valent, somme toute, quatre mille piastres en sus de mes dettes et obligations.

THE FIFTH SCHEDULE.

OATH OF ALLEGIANCE.

I, *A. B.*, do swear, that I will be faithful and bear true allegiance to Her Majesty Queen Victoria.

NOTE.—The name of the King or Queen of the united kingdom of Great Britain and Ireland, for the time being, is to be substituted from time to time, with proper terms of reference thereto.

DECLARATION OF QUALIFICATION.

I, *A. B.*, do declare and testify, that I am by law duly qualified to be appointed a member of the senate of Canada [*or as the case may be*], and that I am legally or equitably seized as of freehold for my own use and benefit of lands or tenements held in free and common socage [*or seized or possessed for my own use and benefit of lands or tenements held in franc-alleu or in roture (as the case may be),*] in the province of Nova Scotia [*or as the case may be*] of the value of four thousand dollars over and above all rents, dues, debts, mortgages, charges, and incumbrances, due or payable out of or charged on or affecting the same, and that I have not collusively or colourably obtained a title to or become possessed of the said lands and tenements or any part thereof for the purpose of enabling me to become a member of the senate of Canada [*or as the case may be*], and that my real and personal property are together worth four thousand dollars over and above my debts and liabilities.

INDEX

DE

L'ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD, 1867.

A

- ABSENCE : d'un sénateur pendant deux sessions consécutives, entraîne la perte de son siège, sec. 31 (1).
— la même règle s'applique aux membres du conseil législatif de Québec, 74.
— de l'orateur des communes pendant 48 heures ; en ce cas un orateur intérimaire peut être élu, 47.
— la même règle s'applique aux assemblées législatives de Québec et Ontario, 87.
— d'un lieutenant-gouverneur ; le gouverneur-général peut nommer un administrateur intérimaire, 67.
- ACCISE : les lois provinciales concernant l'accise restent en vigueur jusqu'à modification par le parlement, 122.
- ACTIF, OBLIGATIONS ET PROPRIÉTÉS : comment il en sera disposé, etc., 102 à 126, 142.
- ADMINISTRATEUR DU GOUVERNEMENT : du Canada, 10, 14.
— des provinces ; peut être nommé par le gouverneur-général, pour toute province, en l'absence, etc., du lieutenant-gouverneur, 67.

ADMINISTRATION : du gouvernement du Canada : Voir *Conseil privé*.

— des gouvernements d'Ontario et Québec, 63, 134, 135.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE : Voir *Justice*.

ADMISSION DES AUTRES COLONIES : dispositions applicables à l'admission des autres colonies dans l'union, 146, 147.

AGRICULTURE : le commissaire d'agriculture et des travaux publics a un siège au conseil exécutif, (Ontario et Québec), 63. Voir *Travaux Publics*.

— des lois relatives à l'agriculture peuvent être décrétées par le parlement ainsi que par les législatures provinciales, pourvu qu'elles ne soient pas incompatibles avec aucun acte du parlement, 95.

ALGOMA, DISTRICT D' : tout sujet anglais, y tenant feu et lieu, peut voter aux élections des membres de la chambre des communes, 41.

— et à celle de l'assemblée législative, 84.

AMARQUES ET BOUËES : placées sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (9).

AMENDEMENTS AUX DISPOSITIONS DU PRÉSENT ACTE : les localités indiquées dans l'acte, comme siège des gouvernements respectifs, peuvent être changées, savoir : pour le Canada, par Sa Majesté, 16.

— pour toute province, par son gouvernement exécutif, 68.

— le parlement du Canada peut amender les dispositions du présent acte (ou des lois en force sous son autorité) relatives aux sujets suivants : au gouverneur en conseil, 12.

— quorum du sénat, 35.

— districts électoraux, 40.

AMENDEMENTS AUX DISPOSITIONS DU PRÉSENT ACTE :

- élections, qualifications des membres et des
électeurs, et décision des élections con-
testées, 41, 42.
- absence de l'orateur, 47.
- répartition de la représentation lors de chaque
recensement décennal, 51, 52.
- uniformité des lois relatives à la propriété et
aux droits civils, 94.
- salaire du gouverneur-général, 105.
- lois de douane et d'accise des provinces, 122.
- pénitencier du Canada, 141.
- les législatures provinciales peuvent amender
les dispositions du présent acte (ou des
lois en force sous son autorité) relatives
aux sujets suivants : la constitution de
l'autorité exécutive dans la Nouvelle-
Ecosse et le Nouveau-Brunswick, 64.
- dans Ontario et Québec, 65.
- constitution de la province généralement,
(sauf en ce qui concerne le lieutenant-
gouverneur), 92 (1).
- exclusion des fonctionnaires publics de la
législature, 83.
- élections provinciales, qualifications des can-
didats et des électeurs, et élections con-
testées, 84.
- chefs de départements et leurs fonctions,
134, 135.
- la législature de Québec peut aussi les amen-
der quant aux sujets suivants : durée de
la charge de conseiller législatif, 72.
- quorum du conseil législatif, 78.
- divisions électorales (de l'assemblée législative)
énumérées dans la section 40 ; celles
comprises dans la 2ème cédule (page 128)
ne peuvent être modifiées sans le concours

de la majorité des membres de ces divisions, exprimée à la 2ème et à la 3ème lectures des bills à cet effet, 80.

le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier le grand sceau de la province (Ontario et Québec), 136.

AMENDES ET PÉNALITÉS : pour infraction aux lois provinciales, tombent sous le contrôle provincial, 92 (15).

AMIRAUTÉ, COUR D' : les salaires des juges de ces cours sont fixés et payés par le parlement du Canada, 100.

APPEL : au gouverneur en conseil, de tout acte provincial ou décision affectant les droits de la minorité en matières scolaires, 93, (3, 4).

APPROPRIATION, BILLS D' : Voir *Votes de crédits*.

ASILES : placés sous le contrôle provincial, 92 (7).

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE : Voir *Ontario, Québec*.

AUBAINS : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91, (25).

AUBERGES : Voir *Licences*.

B

BANQUEROUTE : entraîne pour un sénateur la perte de son siège, 31, (3).

— tombe sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (21).

BANQUES : placées sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (15).

BATEAUX-A-VAPEUR : les lignes internationales et intercoloniales des bateaux-à-vapeur, tombent sous le contrôle du parlement, 92 (10, a, b).

BILLETS PROMISSOIRES : la législation y relative tombe sous le contrôle du parlement, 91 (18).

BILLS RÉSERVÉS : quant au parlement du Canada,—le gouverneur-général peut réserver les bills pour la signification du bon plaisir de la Reine, 55.

— ces bills n'ont pas force de loi, à moins que, dans deux ans, la sanction de la Reine en conseil n'ait été signifiée, 57.

— quant aux législatures provinciales,—le lieutenant-gouverneur peut réserver les bills, 55, 90.

— ils n'ont pas force de loi, à moins qu'ils ne soient sanctionnés dans le cours de l'année suivante, 57, 90.

BOIS DE CONSTRUCTION, DROITS SUR LES : peuvent être imposés dans le Nouveau-Brunswick, 124.

BOIS ET FORÊTS : tombent sous le contrôle provincial, 92, (5).

BOUÉES : voir *Amarques*.

BREVETS D'INVENTION : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (22).

C

CANADA : nom donné à la nouvelle puissance, 3, 4.

— divisé en quatre provinces, 5.

— délimitation de chacune, 6, 7.

CANAU : ceux qui relient une province à une autre, ou s'étendent au-delà des limites d'une province, tombent sous le contrôle du parlement, 92 (10, a).

— ainsi que ceux qui sont déclarés être à l'avantage général du Canada ou de deux ou un plus grand nombre des provinces, 92 (10, c).

CANTONS : Voir *Townships*.

CHAMBRE DES COMMUNES : composée de 182 membres, savoir : 82 pour Ontario, 65 pour Québec, 19 pour la Nouvelle-Ecosse, 15 pour le Nouveau-Brunswick, 37.

CHAMBRE DES COMMUNES : le nombre peut en être augmenté d'après la proportion voulue, 52.

- et convoquée, au besoin, par le gouverneur-général, 38.
- défendu aux sénateurs d'y siéger, 39.
- districts électoraux compris dans chaque province, 40.
- les lois électorales des différentes provinces continueront d'exister jusqu'à modification par le parlement, 41.
- ainsi que les lois relatives à l'émission des brefs, 42, 43.
- la chambre procède à l'élection de l'orateur dès la première séance, 44.
- s'il survient une vacance dans cette charge, 45.
- l'orateur exerce la présidence à toutes les réunions, 46.
- s'il s'absente pendant 48 heures, un orateur intérimaire peut être élu, 47.
- l'orateur ne vote que dans le cas où les voix sont également partagées, 49.
- le quorum est de 20 membres, 48.
- la durée de la chambre des communes est de 5 années, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute, 50.
- répartition nouvelle de la représentation après chaque recensement décennal, 51.
- les votes de crédits doivent prendre naissance dans les communes, 53.
- serment d'allégeance et déclaration de qualification, exigés des membres, 128, (cédule 5ème).

CHARGES ET OFFICIERS PUBLICS : de la puissance, tombent sous le contrôle du parlement, 91 (8).

- la création des charges provinciales, et la nomination et le paiement des officiers provinciaux, tombent sous le contrôle provincial, 92, (4).

- CHARGES ET OFFICIERS PUBLICS** : chefs des départements dans Ontario et Québec, 134.
- leurs fonctions, 135.
 - officiers publics maintenus dans l'exercice de leurs fonctions, 130.
 - de nouveaux peuvent être nommés, 131.
- CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL** : doit être commencé dans les six mois, 145.
- CHEMINS DE FER** : ceux qui relient deux provinces, ou s'étendent au-delà d'une province, tombent sous le contrôle du parlement, 92 (10, a).
- ainsi que ceux déclarés être à l'avantage général du Canada, ou de deux ou plus des provinces, 92 (10, c).
- COLOMBIE BRITANNIQUE** : son admission dans l'union, 146.
- COMMERCE ET TRAFIC** : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (2).
- COMMISSAIRE DES TERRES DE LA COURONNE** : a un siège au conseil exécutif (Ontario et Québec), 63.
- nommé, durant bon plaisir, par le lieutenant-gouverneur, 134.
 - ses fonctions et devoirs, 134, 135.
- COMMISSAIRE DES TRAVAUX PUBLICS** : Voir *Travaux Publics*.
- COMMUNES** : Voir *Chambre des communes*.
- COMPAGNIES INCORPORÉES** : celles ayant pour but des objets provinciaux, tombent sous le contrôle provincial, 92, (11).
- exceptions, 92 (10).
- CONSEIL LÉGISLATIF** : Voir *Québec*.
- CONSEIL PRIVÉ POUR LE CANADA** : sa constitution, 11.
- pouvoirs du gouverneur en conseil, définis, 12, 13. Voir *Gouverneur Général*.
- CONSTITUTIONS PROVINCIALES** : pouvoir exécutif, 58 à 68.
- lieutenant-gouverneur, 58 à 62.
 - conseil exécutif, 63, 64.

CONSTITUTIONS PROVINCIALES: lieutenant-gouverneur en conseil, 65, 66.

— un administrateur peut, au besoin, être nommé par le gouverneur-général. Voir *Lieutenant-Gouverneur*.

— siège du gouvernement de chaque province, fixé, sauf toute modification que pourra y apporter le gouvernement exécutif, 68.

— législatures et leurs pouvoirs, 69 à 95. Voir aussi *Ontario, Québec*.

— catégories des sujets soumis au contrôle exclusif des législatures provinciales, 92, 93.

— pouvoir de décréter des lois scolaires, sauf appel au gouverneur en conseil, 93, (3).

— contrôle du parlement en pareil cas, 93, (4), 95.

— tout acte du parlement, à l'effet de pourvoir à l'uniformité des lois relatives à la propriété et aux droits civils et de la procédure dans les tribunaux, n'a d'effet dans une province qu'après avoir été adopté et décrété par la législature de cette province, 94. Voir aussi *Amendements*.

— constitution de la province, peut être amendée par la législature provinciale, sauf en ce qui concerne la charge de lieutenant-gouverneur, 92 (1).

COURS ET TRIBUNAUX DE JUSTICE: Voir *Justice, administration de la—*.

— procédures dans les—: Voir *Propriété*.

COURS MONÉTAIRE: tombe sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (14).

CRÉDITS: Voir *Votes et crédits*.

D

DÉFENSE DU PAYS: tombe sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (7).

DÉSARVEU DES BILLS : quant au parlement du Canada ; les bills sanctionnés par le gouverneur-général, peuvent être désavoués par la Reine dans les deux ans, 56.
— quant aux législatures provinciales ; les bills sanctionnés par le lieutenant-gouverneur, peuvent être désavoués par le gouverneur-général dans le délai d'une année, 56, 90.

DETTE PUBLIQUE : la dette publique et le prélèvement de deniers par voie de taxes ou d'emprunts, tombent sous le contrôle du parlement, 91, (1, 3, 4).

— l'intérêt de la dette constitue la seconde charge sur le fonds consolidé de revenu, 104.

— le Canada est responsable de la totalité des dettes existantes lors de l'union, 111.

— responsabilité à cet égard de la province de Québec et Ontario, 112.

— de la Nouvelle-Ecosse, 114, 116.

— du Nouveau-Brunswick, 115, 116.

— l'intérêt de la dette publique de chaque province est déduit de sa subvention, 118.

— règlement des dettes, etc., de Québec et Ontario, 142.

DIVISIONS ÉLECTORALES : dans chaque province en ce qui concerne l'élection des membres de la chambre des communes, 40 (et lire cédule).

— les mêmes divisions s'appliquent à l'assemblée législative de Québec, sauf les modifications que pourra y apporter la législature ; celles énumérées dans la 2^{ème} cédule (p. 128) ne peuvent être modifiées sans le concours de la majorité des membres qui les représentent, exprimé à la 2^{ème} et 3^{ème} lectures du bill à cet effet, 80.

DIVORCE : tombe sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (26).

DOUANES, LOIS CONCERNANT LES : Les lois provinciales concernant les douanes restent en vigueur jusqu'à modification par le parlement, 122.

— importation (d'une province dans une autre) d'articles frappés de droits, 123.

DROITS D'AUTEUR : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (23).

E

ÉCHANGE ENTRE LES COLONIES : Voir *Libre échange*.

ÉCOLES SÉPARÉES : Voir *Education*.

ÉDUCATION : placée sous le contrôle exclusif des législatures provinciales, sauf certaines restrictions, 93.

— maintien des droits conférés par la loi aux écoles séparées (*denominational*), 93 (1, 2).

— appel au gouverneur en conseil, de tout acte ou décision affectant les droits de la minorité, 93 (3).

— le parlement du Canada peut, à défaut de loi provinciale, décréter des lois propres à remédier aux abus, 93 (4).

— tous les pouvoirs antérieurement conférés aux écoles catholiques romaines séparées dans le Haut-Canada, sont étendus aux écoles dissidentes dans la province de Québec, 93 (2).

ÉLECTION DES MEMBRES : toutes les lois en existence relativement aux élections, élections contestées, etc., sont maintenues jusqu'à modification par la législature qu'il appartient, 41, 84.

— les brefs pour la première élection sont émis en la manière que le gouverneur-général juge à propos ; les pouvoirs des officiers-rapporteurs, etc., sont ceux exercés sous l'autorité des lois actuelles, 42.

ÉLECTION DES MEMBRES: les dispositions restent en vigueur jusqu'à modification par le parlement, 43.
 — la première élection générale des membres de l'assemblée législative d'Ontario, Quebec et la Nouvelle-Ecosse, devra avoir lieu en même temps que celle de la chambre des communes, 89.

ÉMIGRATION: Voir *Immigration*.

EMPLOYÉS PUBLICS: Voir *Charges et Officiers Publics*.

EMPRUNTS DE DENIERS: quant à la puissance; tombent sous le contrôle du parlement, 91 (4).
 — quant aux provinces; tombent sous le contrôle de la législature provinciale, 92 (3).
 ENCANTEURS, LICENCES D': tombent sous le contrôle provincial, 92 (9).

EXCISE: Voir *Accise*.

F

FAILLITE: entraîne pour un sénateur la perte de son siège, 31 (3).

— en matière de législation, elle tombe sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (21).

FÉLONIE: entraîne pour un sénateur la perte de son siège, 31 (4).

FONDS CONSOLIDÉ DE REVENU: Voir *Revenus Publics*.

FORCES NAVALES ET MILITAIRES: le commandement en chef en est conféré à la Reine, 15.

FORÊTS: Voir *Bois*.

FORTIFICATIONS: Voir *Défense du pays*.

G

GOUVERNEMENT-GÉNÉRAL: pouvoir exécutif, 9 à 15.

— gouverneur-général, 10.

— ses députés, 14.

— conseil privé, 11.

GOUVERNEMENT-GÉNÉRAL : gouverneur en conseil, 12, 13.

commandement des milices de terre
et de mer et des forces militaires
et navales, 15. Voir *Gouver-
nement-Général*.

Ottawa déclaré le siège du gou-
vernement, 16.

pouvoir législatif, 17 à 57.

sénat, 21 à 36.

chambre des communes, 37 à 52.

votes de crédits, 53, 54.

sanction royale donnée aux bills,
55 à 57.

distribution des pouvoirs législatifs
(catégories de sujets sur les-
quels s'étendent l'autorité légis-
lative), 91, 92 (10 a, b, c), 93 (4).

uniformité des lois relatives à la
propriété et aux droits civils, 94.

agriculture et immigration, 95.

Voir *Chambre des Communes*,
Parlement du Canada, *Sénat*.

dette publique, revenus, etc. : Voir *Dette
Publique*, *Propriétés Publiques*, *Re-
venus Publics*, *Travaux Publics*.

Autorisé à remplir toutes les obli-
gations naissant de traités con-
clus avec les pays étrangers, 132.

GOUVERNEUR-GÉNÉRAL : interprétation des dispositions re-
latives à cette charge, 10.

et celles relatives au gouverneur
en conseil, 12, 13.

peut nommer des députés et défi-
nir leurs pouvoirs, 14.

ses devoirs quant à la nomination
des sénateurs, 24 à 27, 32.

nomination de l'orateur, 34.

- GOUVERNEUR-GÉNÉRAL :** il convoque la chambre des communes, au besoin, au nom de la Reine, 38.
- ordonne l'émission des brefs pour la première élection, 42.
- peut dissoudre la chambre, 50.
- un vote de crédits ne peut devenir loi avant d'avoir été recommandé par le gouverneur, 54.
- peut sanctionner les bills ou les réserver, 55.
- doit transmettre des exemplaires de ces bills en Angleterre, 56.
- et signifier par discours ou message, que les bills réservés ont reçu la sanction royale, 57.
- le gouverneur en conseil peut désavouer (dans le délai d'un an) les actes passés par les législatures provinciales, 56, 90.
- appelle au gouverneur en conseil, de tout acte ou décision affectant les droits de la minorité, en matière d'éducation, 93 (3, 4).
- nomme le lieutenant-gouverneur de chaque province, sous le grand sceau, 58.
- peut nommer un administrateur chargé de le remplacer pendant son absence temporaire, etc., 67.
- nomme tous les juges, sauf ceux des cours de vérification dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, 96.
- peut démettre tout juge des cours supérieures, à la suite d'une adresse du sénat et de la chambre des communes, 99.

GOUVENEUR-GÉNÉRAL : son salaire (£10,000, stg., jusqu'à modification) constitue la 3ème charge sur le fonds consolidé de revenu, 105.

— le gouverneur en conseil peut prescrire la manière dont tous les paiements doivent être faits, 120.

— peut nommer des officiers publics, 131.

H

HOPITAUX : placés sous le contrôle provincial, (sauf les hôpitaux de marine), 92 (7).

HOPITAUX-DE MARINE : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (11).

I

ILE DE SABLE : placée sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (9).

ILE DU PRINCE-EDOUARD : son admission dans l'union, 146, 147.

IMMIGRATION : des lois relatives à l'immigration peuvent être décrétées par le parlement, et (subordonnées au parlement) par les législatures provinciales, 95.

INSTITUTIONS DE CHARITÉ : tombent sous le contrôle provincial (sauf les hôpitaux de marine), 92 (7).

INSTITUTIONS MUNICIPALES : tombent sous le contrôle provincial, 92 (8).

INTÉRÊT DE L'ARGENT : la législation à cet égard est exclusivement sous le contrôle du parlement, 91, (19).

INTÉRÊT DE LA DETTE PUBLIQUE : Voir *Dette Publique*.

INTERPRÉTATION, CLAUSES D' : relatives à Sa Majesté la Reine, 2.

- _____ au nom de « Canada », 4.
- _____ au gouverneur-général, 10.
- _____ au gouverneur en conseil, 12, 13.
- _____ au lieutenant-gouverneur, 62, 65.
- _____ au lieutenant-gouverneur en conseil, 62, 65, 66.
- _____ aux lois expirantes, 137.

J

JUGES : tous les juges (sauf ceux des cours de vérification dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick) sont nommés par le gouverneur-général, 96.

- leurs salaires sont fixés et payés par le parlement, 100.
- les juges de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick sont choisis parmi les membres du barreau de chaque province, jusqu'à ce qu'il soit pourvu à l'uniformité des lois civiles, 97.
- les juges de Québec sont choisis parmi les membres du barreau de cette province, 98.
- les juges des cours supérieures peuvent être démis sur une adresse du sénat et de la chambre des communes, 99.

JUSTICE, ADMINISTRATION DE LA : les lois criminelles, (sauf la constitution des tribunaux) tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (27).

- l'administration de la justice dans les provinces, et la création de tous les tribunaux provinciaux (y compris la procédure en matières civiles) tombent sous le contrôle provincial, 92 (14, 15). Mais voir *Propriétés et Droits civils*.
- le parlement peut créer une cour générale d'appel pour le Canada, et établir des tribunaux additionnels pour la meilleure administration des lois du Canada, 101.

JUSTICE, ADMINISTRATION DE LA : tribunaux, officiers judiciaires, &c., en existence, continués comme l'union n'avait pas eu lieu, 129.

- les plaidoiries ou pièces de procédures devant les tribunaux du Canada ou de Québec, pourront être, à faculté, rédigées dans la langue anglaise ou française, 133.

L

LANGUE ANGLAISE : Voir *Langues Française et Anglaise*.

LANGUES FRANÇAISE ET ANGLAISE : pour le Canada et la province de Québec ; usage *facultatif* de l'une ou l'autre langue dans les débats parlementaires, plaidoiries, ou pièces de procédures pardevant les tribunaux ; mais usage obligatoire des deux dans la rédaction des archives, procès-verbaux, journaux et actes du parlement, 133.

LETTRES DE CHANGE : la législation à cet égard tombe exclusivement sous le contrôle du parlement, 91 (18).

LIBRE ÉCHANGE : les articles de la provenance d'une province sont admis en franchise dans les autres, 121.

LICENCES : celles émises pour les objets provinciaux ou municipaux, tombent sous le contrôle provincial, 29 (9).

LICENCES D'AUBERGES : celles émises pour les objets provinciaux ou municipaux, tombent sous le contrôle provincial, 92 (9).

LIEUTENANT-GOUVERNEUR : nommé, pour chaque province par le gouverneur-général en conseil, 58.

— interprétation de certaines dispositions relatives à ses pouvoirs et devoirs, 62, 65, 66.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR : reste en charge durant bon plaisir, mais (après la première session du parlement) il ne peut être révoqué que dans le cours des cinq ans qui suivent sa nomination, à moins qu'il n'y ait cause, 59.

son salaire est fixé et payé par le parlement, 60.

serment d'allégeance et d'office, 61 (cédule 5.)

peut appeler au conseil exécutif les personnes qu'il juge à propos, 63.

et leur assigner leurs devoirs, 134.

énumération des chefs de département, 63, 134.

leurs fonctions seront les mêmes que celles qui leurs étaient ci-devant attribuées, 135.

le gouverneur - général peut nommer un administrateur chargé de remplacer le lieutenant-gouverneur pendant son absence, etc., 67

il fait partie de la législature, 69, 71, 88.

il nomme les membres du conseil législatif, au nom de la Reine (Québec), 72.

il remplit les vacances, 75.

nomme l'orateur du conseil législatif, qu'il choisit parmi les membres de ce corps, 77.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR : convoque la législature, 82.
 — chaque année, 86.
 — peut dissoudre l'assemblée législative, 85.
 — les législatures provinciales ne peuvent décréter de lois au sujet de la charge de lieutenant-gouverneur, 92 (1).
 Voir *Amendements, Proclamations*.

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES : Voir *Télégraphes*.

LOIS : en existence, continuent d'être en vigueur, 129.

LOIS CONCERNANT LES DOUANES : Voir *Douanes*.

LOIS CRIMINELLES : tombent exclusivement sous le contrôle du parlement (sauf la constitution des tribunaux de juridiction criminelle.) 91 (27).

LOIS EXPIRANTES : interprétation des dispositions y relatives, 137.

M

MAISONS DE RÉFORME : tombent sous le contrôle provincial, 22 (6).

MARIAGE : les lois y relatives tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (26).

— la célébration du mariage tombe sous le contrôle provincial, 92 (12).

MEMBRES : Voir *Elections, Chambre des Communes, Ontario, Québec*.

MILICE : le commandement en est confié à la Reine, 15.

— la milice et le service militaire et naval tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (7).

MINES ET MINÉRAUX : tombent sous le contrôle provincial, 109.

MONNAYAGE : tombe exclusivement sous le contrôle du parlement, 91 (14).

MUNICIPALITÉS : Voir *Institutions Municipales*.

N

NATURALISATION ET AUBAINS : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (25).

NAVIGATION ET NAVIRES : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (10).

NAVIRES ET BATIMENTS : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (10).

NORD-OUEST : Voir *Territoire du Nord-Ouest*.

NOUVEAU-BRUNSWICK : l'une des provinces formant partie de la puissance, 5.

ses délimitations restent les mêmes qu'antérieurement, 7.

représenté par 12 sénateurs, 22.

(ou 10, après l'admission de l'Île du Prince-Edouard ou Terre-Neuve), 147.

pourvu au cas où le nombre des sénateurs serait temporairement augmenté, 26 à 28.

représenté dans les communes, par 15 membres, 37.

répartition nouvelle de la représentation après chaque recensement décennal, 51.

districts électoraux, 40 (4).

la constitution de l'autorité exécutive continue d'être celle en existence lors de l'union jusqu'à modification par la législature, 64, 92. (1). Voir *Lieutenant-Gouverneur, Constitutions Provinciales*.

NOUVEAU-BRUNSWICK : la constitution de la législature continue d'être celle en existence lors de l'union, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée, 88, 92 (1). Voir *Constitutions Provinciales*.

— Frédéricton déclaré le siège du gouvernement jusqu'à ce que l'exécutif en ordonne autrement, 68.

— les juges de la cour de vérification, sont nommés et payés par l'autorité provinciale, 96, 100.

— tous les juges sont choisis (pour le présent) parmi les membres du barreau de cette province, 97.

— proportion de la dette, du revenu et des propriétés publiques : Voir *Dette Publique, Propriétés Publiques, Revenus Publics, Travaux Publics*.

— des droits sur les bois de construction peuvent être imposés par la législature provinciale, 124.

NOUVELLE-ECOSSE : l'une des provinces formant partie de la puissance, 5.

— ses délimitations restent les mêmes qu'antérieurement, 7.

— représentée par 12 sénateurs, 22.

— ou 10 après l'admission de l'Île du Prince Edouard ou Terre-Neuve, 147.

— pourvu au cas où le nombre des sénateurs serait temporairement augmenté, 26 à 28.

— représentée dans les communes, par 19 membres, 37.

NOUVELLE-ÉCOSSE : répartition nouvelle de la représentation après chaque recensement décennal, 51.

districts électoraux, 40 (3).

la constitution de l'autorité exécutive continue d'être celle en existence lors de l'union, jusqu'à modification par la législature, 64, 92 (1). Voir *Lieutenant-Gouverneur, Constitutions Provinciales*.

la constitution de la législature continue d'être celle en existence lors de l'union, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée, 88, 92 (1). Voir *Constitutions Provinciales*.

Halifax déclaré le siège du gouvernement, jusqu'à ce que l'exécutif en ordonne autrement, 68.

la première élection générale a lieu en même temps que celle pour les communes, 89.

les juges de la cour de vérification sont nommés et payés par l'autorité provinciale, 96, 100.

tous les juges sont choisis (pour le présent) parmi les membres du barreau de cette province, 97.

proportion de la dette, du revenu et des propriétés publiques. Voir *Dette Publique, Propriétés publiques, Revenus Publics, Travaux Publics*.



OFFRES LÉGALES : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91, (20).

ONTARIO : l'une des provinces formant partie de la puissance, 5.

ONTARIO : se compose de ce qui constituait autrefois le Haut-Canada, 6.

- est représenté par 24 sénateurs, 22.
- pourvu au cas où le nombre de sénateurs serait temporairement augmenté, 26 à 28.
- est représenté aux communes, par 82 membres, 37.
- répartition nouvelle de la représentation à la suite de chaque recensement décennal, 51.
- ses districts électoraux, 40 (1).
- pouvoir exécutif, 58 à 68.
- constitution du conseil exécutif, 63.
- membres de l'administration et leurs attributions, 131, 135. Voir *Lieutenant-Gouverneur*.
- Toronto déclaré le siège du gouvernement, jusqu'à ce que l'exécutif en ordonne autrement, 68.
- législature d'Ontario, comment constituée, 69.
- est convoquée par le lieutenant-gouverneur au nom de la Reine, 82.
- dans les six mois après l'union, 81.
- et au moins une fois par année ensuite, 86.
- assemblée législative, composée de 82 membres, 70.
- inéligibilité des personnes occupant des charges publiques, sauf les membres du gouvernement, 83.
- lois relatives aux élections, qualifications des électeurs et candidats, brefs, élections contestées, &c., continuées jusqu'à modification par la législature, 84.
- durée de l'assemblée fixée à 4 ans, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute, 87.
- quorum fixé à 20 membres, 87.
- la première élection générale doit avoir lieu en même temps que celle pour les communes, 89.
- les membres prêtent le serment d'allégeance, 128.
- orateur de l'assemblée législative ; il est procédé à son élection dès la première séance, 44, 87.
- s'il survient une vacance dans cette charge, 45, 87.

ONTARIO : exerce la présidence à toutes les réunions, 46, 87.

- s'il s'absente pendant 48 heures, un orateur intérimaire est nommé à sa place, 47, 87.
- l'orateur ne vote qu'au cas de partage égal des voix, 49, 87.
- l'emploi du mot « Haut-Canada » dans un acte, titre, &c., ne l'invalide pas, 138.
- pénitencier, 141.
- proportion de la dette, des revenus et des propriétés publiques. Voir *Bille Publique, Propriétés Publiques, Revenus Publics, Travaux Publics*.
- règlement des dettes, de l'actif, &c., d'Ontario et Québec, 142.
- transfert des livres et archives, 143. Voir *Amendements, Constitutions Provinciales*.

ORATEUR : de la chambre des communes, ou de l'assemblée législative ; il est procédé à son élection dès la première séance, 44.

- s'il survient une vacance dans cette charge, 45.
- ces dispositions s'appliquent à l'assemblée législative, 87.
- il exerce la présidence à toutes les réunions des communes, 46.
- et de l'assemblée législative, 87.
- s'il s'absente pendant 48 heures, un orateur intérimaire peut être élu (communes), 47.
- (assemblée législative), 87.
- il ne vote qu'au cas de partage égal des voix (communes), 49.
- (assemblée législative), 87.

ORATEUR DU CONSEIL LÉGISLATIF (QUÉBEC) :

- nommé, de temps à autre, (parmi les membres de ce corps) par le lieutenant-gouverneur, 77.
- a un siège au conseil exécutif, 63.
- il a voix délibérative ; quand les voix sont également partagées, la décision est censée rendue dans la négative, 79.

ORATEUR DU SÉNAT : est nommé par le gouverneur-général, parmi les membres du sénat, 34.

- il a voix délibérative ; quand les voix sont également partagées, la décision est censée rendue dans la négative, 36.

P

PAPIER-MONNAIE, ÉMISSION DU : tombe sous le contrôle exclusif du parlement 91 (15).

PARLEMENT DU CANADA : sa constitution, 17.

- ses pouvoirs, 18.
- convoqué dans les six mois après l'union, 19.
- et une fois au moins par année ensuite, 20.
- le sénat, 21 à 36. Voir *Sénat*.
- chambre des communes, 37 à 54. Voir *Chambre des Communes*.
- fixe les salaires des lieutenants-gouverneurs et les paie, 60.
- catégories des sujets soumis au contrôle exclusif du parlement, 91, 92, (10, a. b. c.).
- contrôle assigné au parlement en matière d'éducation (en certains cas seulement,) 93 (4).
- en matière d'immigration et d'agriculture, 95.
- les juges des cours supérieures peuvent être démis par le gouverneur-général, sur adresses du sénat et de la chambre des communes, 99.
- les salaires de tous les juges, (sauf ceux des cours de vérification dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick) sont fixés et payés par le parlement, 100.
- peut établir une cour d'appel pour le Canada et des tribunaux nouveaux, 101.
- a le contrôle du fonds consolidé de revenu, 106.

PARLEMENT DU CANADA : a tous les pouvoirs nécessaires pour remplir les obligations naissant des traités conclus avec les pays étrangers, 132.
 — il peut être fait usage, à faculté, de la langue anglaise ou française dans les débats ; mais les journaux, les archives et les lois *doivent* être rédigés dans les deux langues, 133.
 Voir *Amendements*.

PASSAGES D'EAU (FERRIES) : entre une province et tout pays britannique ou étranger, ou entre deux provinces, tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (13).

PÊCHERIES : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (12).

PÉNITENCIERS : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (28).
 — celui du Canada est la propriété commune de Québec et Ontario, 141.

PHARES : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (9).

POIDS ET MESURES : tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (17).

POUVOIR EXÉCUTIF : du gouvernement général, 9 à 15. Voir *Gouverneur-Général, Conseil Privé*.
 — des gouvernements provinciaux, 58 à 68. Voir *Lieutenant-Gouverneur*.

POUVOIRS EXCLUSIFS EN MATIÈRE DE LÉGISLATION :
 Voir *Pouvoirs Législatifs*.

POUVOIRS LÉGISLATIFS : parlement du Canada, 17 à 57.

— sénat, 21 à 36.

— chambre des communes, 37 à 52.

— votes de crédits, 53, 54.

— sanction royale donnée aux bills, 55 à 57.

— pouvoirs législatifs, 91, 92 (10, a. b. c.), 93, (4).

POUVOIRS LÉGISLATIFS : uniformité des lois relatives à la propriété et aux droits civils, 94.
 — agriculture et immigration, 95.
 — douanes et accise, 122. Voir aussi

Amendements.

— Ontario, 69, 70, 81 à 87, 89.

— Québec, 71 à 87, 89.

— Nouvelle-Ecosse, 89.

— toutes les provinces, 90, 92, 93, 95.

Voir aussi *Amendements*.

PRINCE-EDOUARD : Voir *Isle du—*.

PRISONS : tombent sous le contrôle provincial, 92 (6.)

PROCÉDURE DES TRIBUNAUX : en matières criminelles, tombent sous le contrôle du parlement du Canada, 91 (27).

— en matières civiles, tombent sous le contrôle provincial, 92 (14). Mais voir *Propriétés et Droits civils*.

PROCLAMATIONS : mise à effet de l'union dans les 6 mois par proclamation, 3.

— proclamations lancées avant l'union, restent en vigueur après l'union, 139.

— les noms des premiers sénateurs insérés dans la proclamation, 25.

— proclamations annonçant que la sanction royale a été donnée aux bills réservés ; elles doivent être consignées dans les journaux de chaque chambre, 57, 90.

— les proclamations en vertu d'actes concernant le Bas ou le Haut-Canada, peuvent être lancées par les lieutenants-gouverneurs de Québec ou Ontario, 140.

— proclamations érigeant de nouveaux townships dans Québec, 144.

PROCUREUR-GÉNÉRAL : a un siège au conseil exécutif (Ontario et Québec), 63.

— il est nommé, durant bon plaisir, par le lieutenant-gouverneur, 135.

— ses fonctions et devoirs, 134, 135.

PROPRIÉTÉS ET DROITS CIVILS DANS LES PROVINCES : la législation y relative tombe sous le contrôle provincial, 92 (13).

— mais le parlement peut adopter des mesures à l'effet de pourvoir à l'uniformité des lois y relatives, ou de la procédure dans les tribunaux, lesquelles n'auront d'effet dans une province qu'après y avoir été décrétées par la législature ; après la passation d'un acte à cet effet, le pouvoir du parlement, relativement aux sujets y énoncés, sera illimité, 94. Voir aussi *Juges*.

PROPRIÉTÉS PUBLIQUES : du Canada :—l'argent en caisse et autres valeurs de chaque province, 107.

— certains travaux et propriétés publiques, 108, (cédule 3).

— terrains nécessaires aux fortifications et à la défense, 117.

— les propriétés publiques sont exemptes des taxes, 125.

— des provinces :—les terres, mines, etc., dans les différentes provinces et les sommes dues à cet égard, 109.

— l'actif inhérent aux portions de la dette publique assumées par chaque province, 110.

— toutes propriétés publiques dont il n'est pas autrement disposé, 117.

— d'Ontario et Québec, 113, (cédule 4).

— leur règlement, 142.

PROVINCES MARITIMES : représentées par 24 sénateurs, 22.

— pourvu au cas de l'augmentation temporaire dans le nombre des sénateurs, 26, 27.

PROVINCES MARITIMES : augmentation de 4, au cas où Terre-Neuve serait admise dans l'union, 147.

Q

QUALIFICATIONS : des sénateurs, 23.

- les questions y relatives sont décidées par le sénat, 33.
- des membres de la chambre des communes, ou de l'assemblée législative d'Ontario ou Québec, restent les mêmes qu'auparavant, jusqu'à modification par la loi, 41, 84.
- des électeurs, (mêmes dispositions), 41, 84.
- des conseillers législatifs (Québec), 23, 73.
- les questions y relatives sont décidées par le conseil législatif, 76.

QUALITÉS EXIGÉES DES REPRÉSENTANTS, ÉLECTEURS, ETC. : Voir *Qualifications*.

QUARANTAINE : tombe sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (11).

QUÉBEC : l'une des provinces formant partie de la puiss. ace, 5.
— se compose de la partie qui constituait auparavant le Bas-Canada, 6.

- est représenté par 24 sénateurs, 22.
- pourvu au cas où le nombre des sénateurs serait temporairement augmenté, 26 à 28.
- est représenté aux communes par 65 membres, 37, 51 (1).
- ses districts électoraux, 40 (2).
- pouvoir exécutif, 58 à 68.
- constitution du conseil exécutif, 63.
- membres de l'administration et leurs attributions, 134, 135. Voir *Lieutenant-Gouverneur*.
- Québec déclaré le siège du gouvernement, jusqu'à ce que l'exécutif en ordonne autrement, 68.
- législature de Québec, comment constituée, 71.

- est convoquée par le lieutenant-gouverneur au nom de la Reine, 82.
- dans les six mois après l'union, 81.
- et au moins une fois par année ensuite, 86.
- les membres doivent prêter serment, 128.
- conseil législatif, composé de 24 membres (un pour chaque collège électoral, voir 2^{de} cédule) nommés à vie, à moins que le contraire ne soit prescrit, 72.
- quant aux qualités exigées des conseillers et aux sièges vacants, mêmes dispositions que celles applicables au sénat, 23, 30, 31, 73, 74, 128.
- orateur du conseil législatif; il est nommé par le lieutenant-gouverneur, 77.
- il est en même temps membre du conseil exécutif, 63.
- il a voix délibérative; quand les voix sont également partagées la décision est censée rendue dans la négative, 79.
- assemblée législative: se compose de 65 membres représentant les divisions électorales mentionnées dans la section 40.
- sauf les modifications que peut y apporter la législation; celles énumérées dans la cédule 2 (p. 128) ne peuvent être modifiées sans le concours de la majorité des membres les représentant, exprimé lors des 2^{ème} et 3^{ème} lectures du bill à cet effet, 80.
- les personnes occupant des charges publiques (sauf les membres de l'administration) y sont inéligibles, 83.
- les lois relatives aux élections, qualifications des électeurs et candidats, brefs, élections contestées, etc., sont continuées jusqu'à modification par la législation, 84.
- la durée de l'assemblée est de 4 ans, à moins qu'elle ne soit dissoute plus tôt, 85.
- quorum, fixé à 20 membres, 48, 87.

QUÉBEC : la première élection générale a lieu en même temps que celle pour les communes, 89.

- orateur de l'assemblée législative ; il est procédé à son élection dès la première séance, 44, 87.
- s'il survient une vacance dans cette charge, 45, 87.
- il exerce la présidence à toutes les réunions, 46, 87.
- s'il s'absente pendant 48 heures, un orateur intérimaire peut être élu à sa place, 47, 87.
- l'orateur ne vote qu'au cas de partage égal des voix, 49, 87.
- les privilèges conférés aux écoles catholiques romaines, séparées dans le Haut-Canada, sont étendus aux écoles dissidentes dans la province de Québec, 93 (2).
- les juges sont choisis parmi les membres du barreau de la province, 98.
- l'emploi du mot « Bas-Canada » dans un acte, titre, etc., ne vicie pas ce dernier, 138.
- pénitencier, 141.
- proportion de la dette, des revenus et des propriétés publiques : Voir *Dettes Publiques, Propriétés Publiques, Revenus Publics, Travaux Publics*.
- règlement des dettes, de l'actif, etc., dans Ontario et Québec, 142.
- transfert des livres et archives, 143.
- le lieutenant-gouverneur peut ériger de nouveaux townships, par proclamation, 144. Voir *Amendments, Constitutions Provinciales*.

QUORUM : du sénat, fixé à 15 sénateurs, 35.

- de la chambre des communes, 20 membres, 48.
- du conseil législatif (Québec), 10 membres jusqu'à modification par la législature, 78.
- de l'assemblée législative (Ontario et Québec), 20 membres, 48, 87.

R

RECENSEMENT : devra être fait en 1871, et à tous les dix ans
ensuite, 8.

— tombe sous le contrôle exclusif du parle-
ment, 91 (6).

— répartition nouvelle de la représentation de-
vant avoir lieu après chaque recense-
ment, 51.

REINE, SA MAJESTÉ LA : interprétation des dispositions rela-
tives à Sa Majesté la Reine, 2.

— la Reine en conseil fixe, par procla-
mation, un jour, à compter du-
quel l'union des provinces doit
prendre effet, 3.

— le gouvernement exécutif du Ca-
nada continue d'être attribué à
la Reine, 9.

— il est administré en son nom, par le
gouverneur-général, 10.

— Ottawa, déclaré le siège du gouver-
nement jusqu'à ce qu'il plaise à
la Reine en ordonner autrement,
16.

— elle peut, sur la recommandation du
gouverneur-général, nommer 3
ou 6 sénateurs additionnels, 26, 27.

— bills réservés pour la signification
du bon plaisir de Sa Majesté,
55, 57.

— désaveu des bills auxquels la sanc-
tion royale a été donnée par le
gouverneur, 56.

— les lieutenants-gouverneurs des
provinces agissent au nom de la
Reine, 72, 75, 82.

REPRÉSENTATION EN PARLEMENT : nombre des membres
fixé pour chaque province, 37.
— peut être augmenté d'après la pro-
portion voulue, 52.
— est répartie de nouveau après cha-
que recensement décennal, 51.

REVENUS PROVINCIAUX : Voir *Revenus Publics*.

REVENUS PUBLICS : du Canada : tous les revenus que les
provinces avaient ci-devant le droit
d'affecter aux besoins publics, ainsi
que l'argent en caisse et les autres
valeurs, forment un fonds consolidé
de revenu, 102, 107.
— ce fonds est sous le contrôle du
parlement, 106.
— il est soumis à certaines charges,
103, 104, 105.
— des provinces ; subvention (puisée
au fonds consolidé de revenu) en
faveur d'Ontario, 118.
— de Québec, 118
— de la Nouvelle-Ecosse, 118.
— du Nouveau-Brunswick, 118, 119.
— fonds consolidé de revenu pour
chaque province, 126.

N

SALAIRES : des lieutenants-gouverneurs, 60.
— des officiers publics de la puissance, 91 (8).
— des officiers provinciaux, 92 (4).
— des juges, 100.
— du gouverneur-général, 105.

SANCTION ROYALE DONNÉE AUX BILLS : Quant au par-
lement du Canada ; peut être donnée par le gou-
verneur-général à sa discrétion, 55.
— des exemplaires des actes sanctionnés sont en-

- voyés en Angleterre ; ils peuvent être désavoués dans les deux ans, 56.
- quant aux législatures provinciales ; peut être donnée par le lieutenant-gouverneur, 55, 90.
- les actes peuvent être désavoués par le gouverneur-général dans le cours d'une année, 56, 90.
- SAUVAGES, ET TERRES AFFECTÉES AUX SAUVAGES :** tombent sous le contrôle exclusif du parlement, 91 (24).
- SCEAUX (GRANDS) DE LA PROVINCE :** ceux usités dans le Bas et le Haut-Canada, serviront pour Ontario et Québec, jusqu'à modification par le lieutenant-gouverneur en conseil, 136.
- SECRÉTAIRE ET RÉGISTRARIE PROVINCIAL :** a un siège au conseil exécutif d'Ontario et Québec, 63.
- nommé durant bon plaisir, par le lieutenant-gouverneur, 135.
- ses devoirs et attributions, 134, 135.
- SÉNAT :** composé de 72 membres, 21.
- 24 pour Ontario, 24 pour Québec, et 24 pour les provinces maritimes, 22.
- et 4 pour Terre-Neuve après son admission dans l'union, 147.
- pourvu au cas où le nombre des sénateurs serait augmenté de trois ou six, 26.
- il ne sera pas fait d'autres nominations tant que la représentation ne sera pas revenue au nombre fixe, 27.
- le nombre des sénateurs ne devra jamais excéder soixante-et-dix-huit, 28.
- ou 82 après l'admission de Terre-Neuve, 147.
- qualités exigées des sénateurs, 23.
- mode d'après lequel les sénateurs seront nommés, 24, 25.
- tout ancien conseiller législatif auquel un siège au sénat est offert, doit déclarer, dans les 30 jours, s'il accepte, ou non, 127.

SÉNAT : serment d'allégeance et déclaration des qualifications, 128, (cédule 5).

- les sénateurs sont nommés à vie, 29.
- mais peuvent se démettre de leurs fonctions, 30.
- ils perdent leurs sièges pour les causes assignées, 31.
- les vacances sont remplies par le gouverneur-général, 32.
- les questions relatives aux qualifications ou aux sièges vacants sont décidées par le sénat, 33.
- l'orateur est nommé par le gouverneur-général et choisi parmi les sénateurs, 34.
- quorum fixé à 15 sénateurs, 35.
- les questions soulevées dans le sénat sont décidées à la majorité des voix et l'orateur a voix délibérative ; quand les voix sont également partagées, la décision est censée rendue dans la négative, 36.
- les sénateurs ne peuvent ni être élus, ni siéger, ni voter comme membres des communes, 39.

SERMENT : d'allégeance, prêté par le gouverneur-général et les lieutenants-gouverneurs, 61.

- par les membres du parlement et des législatures provinciales, 128, (cédule 5).

- d'office, prêté par les membres du conseil privé, 11.

SERVICE POSTAL : tombe sous le contrôle exclusif du parlement, 91, (5).

SESSIONS ANNUELLES : du parlement du Canada, 20.

— des législatures provinciales, 86.

SIÈGE DU GOUVERNEMENT : du Canada ; Ottawa, jusqu'à ce qu'il plaise à la Reine en ordonner autrement, 16.

- de chaque province ; tel qu'indiqué, jusqu'à ce que l'exécutif en ordonne autrement, 69.

SOLLICITEUR-GÉNÉRAL (QUÉBEC) : a un siège au conseil exécutif, 63.

- nommé d'abord bon plaisir, par le lieutenant-gouverneur, 135.

- ses fonctions et attributions, 134, 135.

SUBSIDES : Voir *Votes de Crédits*.

SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX PROVINCES : Voir *Revenus Publics*.

TAXES : les bills à l'effet d'imposer des taxes, doivent prendre naissance dans les communes, 53.

- ou dans l'assemblée législative, 90.
- après avoir, au préalable, été recommandés par le gouverneur-général, 54.
- ou le lieutenant-gouverneur, 90.
- le prélèvement de deniers par tous systèmes de taxation, tombe sous le contrôle du parlement, 91, (3).
- la taxe directe dans les limites d'une province pour des objets provinciaux, tombe sous le contrôle provincial, 92, (2).
- les propriétés publiques du Canada sont exemptes de taxes, 125.

TÉLÉGRAPHES, LIGNES DE : reliant deux provinces, ou s'étendant au-delà d'une province, tombent sous le contrôle du parlement, 92 (10, a), Voir aussi 92 (10, c).

TERRE DE RUPERT : son admission dans l'union, 146.

TERRES PUBLIQUES : tombent sous le contrôle provincial, 92 (5), 109.

— sauf celles requises pour les fortifications, 117.

TERRENEUV : son admission dans l'union, 146, 147.

TERRITOIRE DU NORD-OUEST : son admission dans l'union, 146.

TITRE ABRÉGÉ DE L'ACTE, I.

TOWNSHIPS : peuvent être érigés, par proclamation dans la province de Québec, 144.

TRAHISON : entraîne, pour un sénateur, la perte de son siège, 31 (4).

TRAVAUX LOCAUX : tombent sous le contrôle provincial, 92 (10).

— sauf ceux déclarés être à l'avantage général du Canada, etc., 92 (10, c).

TRAVAUX LOCAUX : toutes les matières d'une nature locale ou privée tombent sous le contrôle provincial, 92 (10, 11, 16).

TRAVAUX PUBLICS : le commissaire d'agriculture et des travaux publics a un siège au conseil exécutif (Ontario et Québec), 63.

— nommé, durant bon plaisir, par le lieutenant-gouverneur, 134.

— ses fonctions et attributions, 134, 135.

— certaines classes de travaux publics, placés sous le contrôle du parlement des législatures locales, 92 (10.)

— les travaux locaux déclarés être à l'avantage général du Canada, ou de deux provinces ou plus, tombent sous le contrôle du parlement, 92 (10, c).

— certains travaux publics attribués au Canada, 108, (et cédule 3).

TRAVERSES : Voir *Passages d'eau*.

TRÉSORIER DE LA PROVINCE : a un siège au conseil exécutif, (Ontario et Québec), 63.

— nommé, durant bon plaisir, par le lieutenant-gouverneur, 134.

— ses devoirs et attributions, 134, 135.

U

UNIFORMITÉ DES LOIS : Voir *Propriétés et Droits Civils*.

UNION DES PROVINCES : devant prendre effet dans un délai de six mois, au jour fixé par proclamation de la Reine en conseil, 3.

— « Canada, » nom donné à la nouvelle puissance, 4.

— divisé en 4 provinces, 5.

— leurs délimitations, 6, 7.

V

VACANCES : dans le sénat ; par démission, 30.

- pour quelque'une des incapacités énumérées, 31.
- les questions y relatives sont décidées par le sénat, 33.
- les vacances sont remplies par le gouverneur-général, 32.
- dans la chambre des communes ; émission des brefs en conséquence, 43.
- dans la charge d'orateur ; une nouvelle élection a lieu, (communes), 45.
- (assemblée législative), 87.
- dans le conseil législatif (Québec), 74.
- les questions y relatives sont décidées par le conseil législatif, 76.
- les vacances sont remplies par le lieutenant-gouverneur, 75.

VOIX PRÉPONDÉRANTE : l'orateur des communes n'a qu'une voix prépondérante, 49.

— ainsi que l'orateur de l'assemblée législative, 87.

— au sénat, lorsque les voix sont également partagées, la décision est censée rendue dans la négative, 36.

— la même règle s'applique également au conseil législatif, Québec, 79.

VOTES DE CRÉDITS : dans le parlement ; prennent naissance à la chambre des communes, 53.

— sont, au préalable, recommandés par le gouverneur-général, 54.

— dans les législatures provinciales ; prennent naissance à l'assemblée législative, 53, 90.

— sont, au préalable, recommandés par le lieutenant-gouverneur, 54, 90.

INDEX

OF

THE BRITISH NORTH AMERICA ACT, 1867.

A

ABSENCE, of a senator for two consecutive sessions, involves forfeiture of seat, 31 (1).

— the same applied to a member of the legislative council of Quebec, 74.

— of Speaker of house of commons, for forty-eight hours; a Speaker *pro-tem.* may be elected, 47.

— the same applied to houses of assembly of Ontario and Quebec, 87.

— of a lieutenant-governor; governor-general may appoint an administrator for the time being, 67.

ADMINISTRATION, government of Canada :—See *Privy Council.*

— governments of Ontario and Quebec, 63, 134, 135.

— of justice :—See *Justice.*

ADMINISTRATOR OF THE GOVERNMENT, Canada, 10, 14.

— provinces; may be appointed by the governor-general, for any province in absence, &c., of the lieutenant-governor, 67.

- ADMIRALTY COURTS, the salaries of judges thereof, are fixed and provided by parliament, 100.
- ADMISSION OF OTHER COLONIES, provision for admission of other colonies into the union, 146, 147.
- AGRICULTURE, commissioner of agriculture and public works, has a seat in the executive council (Ontario and Quebec, 63. See *Public Works*.
- laws in relation to agriculture may be enacted by parliament, and also by the provincial legislatures, if not repugnant to any act of parliament, 95.
- ALGOMA DISTRICT, every male householder therein, being a British subject, may vote, in elections for the house of commons, 41.
- and for the legislative assembly, 84.
- ALIENS, under exclusive control of parliament, 91, (25).
- ALLOWANCES TO THE PROVINCES:—See *Public Revenues*.
- AMENDMENTS TO PROVISIONS OF THIS ACT, the places named in the act, as the seats of the respective governments, may be changed, viz:—of Canada,—by Her Majesty, 16.
- of any province,—by the executive governments thereof, 68.
- the parliament of Canada may amend the provisions of this act (or of the laws continued in force by authority thereof,) in respect to governor in council, 12.
- quorum of senate, 35.
- electoral districts, 40.
- elections, qualification of members and of electors, and trial of controverted elections, 41, 42.
- absence of Speaker, 47.
- readjustment of representation, decennially, 51, 52.
- uniformity of laws relative to property and civil rights, 94.

AMENDMENTS TO PROVISIONS OF THIS ACT : salary of governor-general, 105.

— customs and excise laws of the provinces, 122.

— penitentiary of Canada, 141.

— the provincial legislatures may amend the provisions of this act (or of the laws continued in force by authority thereof), in respect to—constitution of executive authority, in Nova-Scotia and New-Brunswick, 64.—In Ontario and Quebec, 65.

— constitution of the province generally (except as regards the lieutenant-governor, 92. (1).

— exclusion of office holders from the legislature, 83.

— provincial elections, qualification of candidates and voters, and controverted elections, 84.

— heads of departments, and their functions, 134, 135.

— the legislature of Quebec may also amend the same, in respect to—term of office of a legislative councillor, 72.

— quorum of legislative council, 78.

— electoral divisions (for the legislative assembly) set forth in section 40 ; but those included in the 2nd schedule (p. 129) may not be altered without the concurrence of the majority of the members of those divisions at 2nd and 3rd readings of bill, 80.

— the lieutenant-governor in council may alter the great seal of the province (Ontario and Quebec), 136.

ANNUAL SESSIONS, of the parliament of Canada, 20.
— of the provincial legislatures, 86.

- APPEAL, to the governor in council, from any provincial act or decision affecting the rights of the minority, in school matters, 93, (3, 4.)
- parliament may provide for the organisation of a court of appeal for Canada, 101.
- APPROPRIATION BILLS :—See *Money Votes*.
- ASSETS, LIABILITIES AND PROPERTY, adjustment thereof, &c., 102 to 126, 142.
- ASYLUMS, are under provincial control, 92 (7).
- ATTORNEY-GENERAL, has a seat in the Executive Council (Ontario and Quebec), 63
- appointed during pleasure, by the lieutenant-governor, 135.
- his functions and duties, 134, 135.
- AUCTIONEERS LICENSES, are under provincial control, 92 (9).

B

- BANKING, under exclusive control of parliament, 91 (15).
- BANKRUPTCY, disqualifies a senator, 31 (3).
- under exclusive control of parliament, 91 (21).
- BEACONS AND BUOYS, under exclusive control of parliament, 91 (9).
- BILLS OF EXCHANGE, legislation thereon is under exclusive control of parliament, 91 (18).
- BORROWING OF MONEY, for the Dominion; under the control of parliament, 91 (4).
- for provincial purposes; under the control of the provincial legislature, 92 (3).
- BRITISH COLUMBIA, admission of, into the union, 146.

C

- CANADA, declared to be the name of the New Dominion, 3, 4.
- divided into four provinces, 5.
- limits of each defined, 6, 7.

- CANALS, such as connect one province with another, or extend beyond the limits of a province, are under control of parliament, 92 (10, a).
 — and such, also, as are declared to be for the general advantage of Canada, or of two or more provinces, 92 (10, c).
 CASTING VOTE, Speaker of house of commons has a casting vote only, 49.
 — of the legislative assembly, 87.
 — (in the senate when the voices are equal, the decision is deemed to be in the negative, 36.
 — the same also in the legislative council; Quebec, 79).
 CENSUS, to be taken in 1871, and in every tenth year, thereafter, 8.
 — under exclusive control of parliament, 91, (6.)
 — a re-adjustment of the representation to be made after each census, 51.
 CHARITABLE INSTITUTIONS, are under provincial control (excepting Marine Hospitals), 92, (7.)
 COINAGE, under exclusive control of parliament, 91, (14.)
 COMMISSIONER OF CROWN LANDS, has a seat in the executive council (Ontario and Quebec), 63.
 — appointed, during pleasure, by the lieutenant-governor, 134.
 — his functions and duties, 134, 135.
 COMMISSIONER OF PUBLIC WORKS:—See *Public Works*.
 COMMONS HOUSE OF,—See *House of Commons*.
 COMPANIES INCORPORATED, such as relate to provincial objects are under provincial control, 92 (11).
 — certain exceptions specified, 92 (10).
 CONSOLIDATED REVENUE FUND:—See *Public Revenues*.
 COPY-RIGHTS, under exclusive control of parliament, 91 (23).
 COURTS:—See *Justice, Administration of*.
 COURTS, PROCEDURE OF:—See *Property*.

CRIMINAL LAWS, under exclusive control of parliament
(except constitution of criminal courts),
91 (27).

CURRENCY, under exclusive control of parliament, 91 (14).

CUSTOMS LAWS, provincial customs laws continue in force,
until altered by parliament, 122.
—— importation (from one province to another)
of foreign dutiable goods, 123.

D

DEBT, PUBLIC:—See *Public Debt*.

DEFENCE OF THE COUNTRY, under exclusive control of
parliament, 91 (7).

— Canada may assume any land required for fortifica-
tions, &c., 117.

DENOMINATIONAL SCHOOLS:—See *Education*.

DISALLOWANCE OF BILLS, parliament of Canada; bills as-
sented to by the governor-general, may
be disallowed by the Queen, within two
years, 56.

—— provincial legislatures; bills assented to by
the lieutenant-governor, may be dis-
allowed by the governor-general within
one year, 56, 90.

DIVORCE, under exclusive control of parliament, 91 (26).

E

EDUCATION, placed under exclusive control of provincial legis-
latures, with certain limitations, 93.

—— rights conferred by law upon denominational
schools, are preserved, 93 (1, 2).

—— an appeal lies to governor in council from any
act or decision affecting the same, 93 (3).

—— any remedial act deemed necessary hereafter,
may thereupon (failing provincial legisla-
tion) be passed by parliament, 93 (4).

EDUCATION, all the powers already conferred on Roman Catholic separate schools in Upper Canada, are extended to Dissident schools in Quebec, 93 (2).

ELECTION OF MEMBERS all existing laws in relation to elections, controverted elections, &c., continued until altered by the legislature to which they appertain, 41, 84.

— writs to be issued for the first election, in such manner as the governor-general may think fit; powers of returning officers, &c., to be those exercised under existing laws, 42.

— to continue the same until altered by parliament, 43.

— first general elections for members of the legislative assemblies of Ontario, Quebec and Nova Scotia, to be simultaneous with that for the house of commons, 89.

ELECTORAL DIVISIONS, defined (for the house of commons) within each province, 40 (and 1st schedule).

— the same divisions, in Quebec, to apply to the legislative assembly, subject to alterations by the legislature; those specified in the 2nd schedule (p. 129) not to be altered without concurrence of a majority of the members representing the same at 2nd and 3rd readings of the bill, 80.

EMIGRATION :—See *Immigration*.

ENGLISH LANGUAGE : See *French*.

EXCISE, provincial excise laws continue in force, until altered by parliament, 122.

EXCLUSIVE POWERS OF LEGISLATION :—See *Legislative Powers*

EXECUTIVE POWER, of the general governments, 9 to 15.
See *Governor General*. *Privy Council*.

— of the provincial governments, 58 to 68.
See *Lieutenant-Governor*

EXPIRING LAWS: construction of provisions relating thereto, 137.

F

FELONY, incapacitates a senator from holding his seat, 31 (4).

FERRIES, such as are international or interprovincial are under exclusive control of parliament, 91 (13).

FINES AND PENALTIES, for infraction of provincial laws, are under provincial control, 92 (15.)

FISHERIES, under exclusive control of parliament, 91 (12).

FORTIFICATION :—See *Defence of the Country*.

FREE TRADE, articles the produce of our province are admitted free into the other provinces, 121.

FRENCH AND ENGLISH LANGUAGES, (Canada and Quebec) either language may be used in parliamentary debates, or in pleadings, &c., in court ; both must be used in the journals and statutes, 133.

G

GENERAL GOVERNMENT, executive power, 9 to 15.

- governor general, 10.
- his deputies, 14.
- privy council, 11.
- governor in council, 12, 13.
- command of naval, military, and militia forces, 15. See *Governor General*.
- Ottawa to be the seat of Government, 16.
- legislative power, 17 to 57.
- senate, 21 to 36.
- house of commons, 37 to 52.
- money votes, 53, 54.
- royal assent to bills, 55 to 57.

GENERAL GOVERNMENT, jurisdiction (classes of subjects for legislation), 91, 92 (10 *a. b. c.*), 93 (4).

— uniformity of laws relative to property and civil rights, 94.

— agriculture and immigration, 95.
See *House of Commons, Parliament of Canada, Senate.*

— public debt, revenue, &c: See *Public Debt, Public Property, Public Revenues, Public Works.*

— empowered to fulfill all necessary treaty obligations towards foreign countries, 132.

GOVERNOR GENERAL, interpretation of provisions relating to him, 10.

— relating to the governor in council, 12, 13.

— may appoint deputies, and define their powers, 14.

— his duties regarding the summoning of persons to the senate, 24 to 27, 32.

— the appointment of the Speaker, 34.

— to call together the house of commons, from time to time, in the Queen's name, 38.

— to cause writs to be issued for the first election, 42.

— may dissolve the house, 50.

— no money vote may pass, that has not been first recommended by the governor, 54.

— may give the royal assent to bills, or reserve them, 55.

GOVERNOR GENERAL, to send copies of all such bills to England, 56.

and to announce the giving of the royal assent to any reserved bill, 57.

governor in council may disallow (within one year) acts passed by the provincial legislatures, 56, 90
 appeal to governor in council, in matters affecting the rights of the minority, in regard to education, 93 (3, 4).

appoints the lieutenant-governor of each province, under the great seal, 58.

may appoint an administrator, to act in his temporary absence, &c., 67.
 appoints all judges, except those of the Courts of Probate in Nova Scotia and New Brunswick, 96.

may remove any judges of Superior Courts, on address of the senate or house of commons, 99.

his salary (£10,000 stg. until altered), made a 3rd charge on consolidated revenue fund, 105.

governor in council may direct the form in which all payments are made, 120.

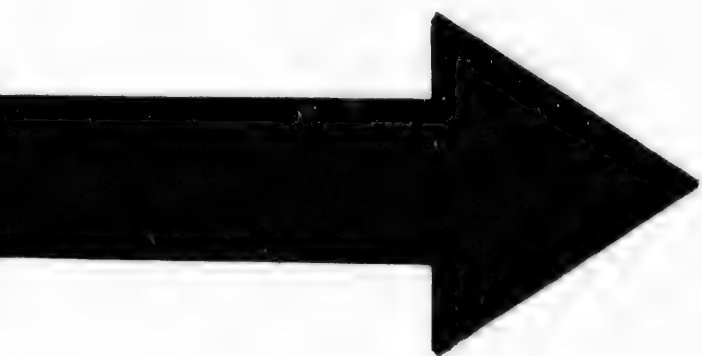
may appoint public officers, 131.

H

HOSPITALS, are under provincial control (excepting Marine Hospitals), 92 (7).

- HOUSE OF COMMONS, consists of 181 members, viz:—82 for Ontario, 65 for Quebec, 19 for Nova Scotia, 15 for New Brunswick, 37.
- the number may be increased, proportionately, 52.
- to be called by the governor-general from time to time, 38.
- senators disqualified from sitting in, 39.
- electoral districts within each province defined, 40.
- election laws of the different provinces, continued in force until altered by parliament, 41.
- and laws relating to the issuing of writs, 42, 43.
- Speaker to be elected at first sitting, 44.
- and as often as a vacancy may occur, 45.
- to preside at all meetings, 46.
- in case of absence for 48 hours, a Speaker *pro-tem.* may be elected, 47.
- Speaker may vote only when the voices are equal, 49.
- quorum consists of 20 members, 48.
- duration of house of commons is five years, unless sooner dissolved, 50.
- the representation to be re-adjusted after each decennial census, 51.
- money votes must originate in the commons, 53.
- oath of allegiance, and declaration of qualification to be taken by members, 128, (schedule 5).





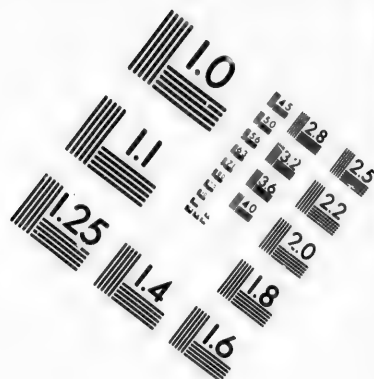
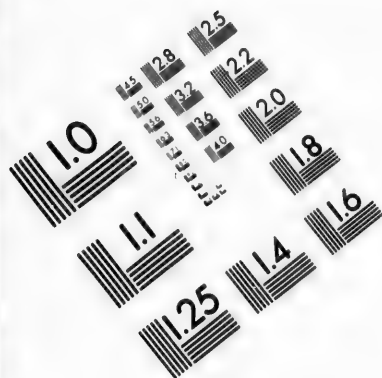
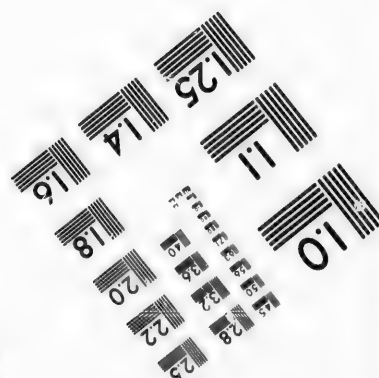
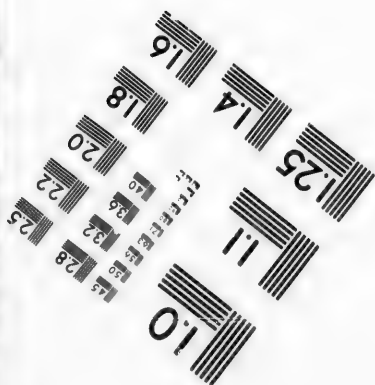
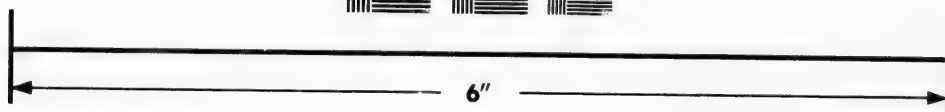
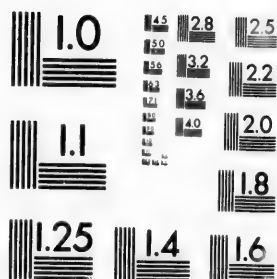


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic
Sciences
Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503



I

- IMMIGRATION, laws in relation to immigration may be enacted by parliament and (subordinate thereto) by the provincial legislatures, 95.
- INDIANS and Indian Lands, under exclusive control of parliament, 91 (24).
- INSOLVENCY, disqualifies a senator, 31 (3).
 — legislation thereon is under exclusive control of parliament, 91 (21).
- INTERCOLONIAL FREE TRADE:—See *Free Trade*.
- INTERCOLONIAL RAILWAY, to be commenced within six months, 145.
- INTEREST OF MONEY, legislation thereon is under exclusive control of parliament, 91 (19).
- INTEREST OF PUBLIC DEBT:—See *Public Debt*.
- INTERPRETATION CLAUSES, with respect to Her Majesty the Queen, 2.
 — to the name «Canada», 4.
 — the governor-general, 10.
 — the governor in council, 12, 13.
 — lieutenant-governors, 62, 65.
 — lieutenant-governor in council, 62, 65, 66.
 — expiring laws, 137.

J

- JUDGES, all judges (excepting those of the Courts of Probate in Nova Scotia and New Brunswick) are appointed by governor-general, 96.
 — their salaries are fixed and provided by parliament, 100.
 — judges in Nova Scotia and New Brunswick to be selected from the Bar of each province, until the civil law is made uniform, 97.

JUDGES, judges in Quebec to be selected from the Bar of Quebec, 98.

— judges of superior courts are removable on address of senate and house of commons, 99.

JUSTICE, ADMINISTRATION OF, the criminal law (except constitution of the courts) is under exclusive control of parliament, §1 (27).

— the administration of justice in the provinces, under the constitution, &c., of all provincial courts (including procedure in civil matters), are under provincial control, 92, (14, 15). But see *Property and Civil Rights*.

— parliament may provide for the organization of a court of appeal for Canada, and of additional courts for administering the laws of Canada, 101.

— continuance of all existing courts, judicial officers, &c., 129.

— pleadings or process may be in English or French in courts of Canada or Quebec, 133.

L

LANDS, PUBLIC, are under provincial control, 92 (5), 109.

— except such as may be required for fortifications, 117.

LAWS, existing laws continued in force, 129.

LEGAL TENDER, under exclusive control of parliament, 91 (20).

LEGISLATIVE ASSEMBLY:—See *Ontario, Quebec*.

LEGISLATIVE COUNCIL:—See *Quebec*.

LEGISLATIVE POWERS, parliament of Canada, 17 to 57,

— senate, 21 to 36.

— house of commons, 37 to 52.

— money votes, 53, 54.

- royal assent to bills, 55 to 57.
- legislative powers, 91, 92 (10, a. b. c.), 93 (4).
- uniformity of laws, relative to property and civil rights, 94.
- agriculture and immigration, 95.
- customs and excise, 122. See also *Amendments*.
- Ontario, 69, 70, 81 to 87, 89.
- Quebec, 71 to 87, 89.
- Nova Scotia, 89.
- all the provinces, 90, 92, 93, 95.
- See also *Amendments*

LICENSES, for raising revenue for provincial or municipal purposes, are under provincial control, 92 (9).

LIEUTENANT-GOVERNOR, to be appointed for each province, by governor-general in council, 58.

- interpretation clause, as to powers and duties, 62, 65, 66.
- to hold office during pleasure, but (after the first session of parliament) not to be removable under five years, except for cause assigned, 59.
- salary to be fixed and paid by parliament, 60.
- oaths of allegiance, and office, 61 (schedule 5).
- may appoint to the executive council, such persons as he thinks fit, 63.
- and prescribe their duties, 134.
- heads of departments specified, 63, 134.
- their functions to continue as heretofore, 135.
- governor-general may appoint an administrator to act in absence, &c., of lieutenant-governor, 67.

LIEUTENANT-GOVERNOR, constituted a branch of the legislature, 69, 71, 88.

— to appoint the members of the legislative council in the Queen's name (Quebec), 72.

— to fill up vacancies therein, 75.

— to appoint the Speaker of the legislative council, from time to time, from among the members, 77.

— to convene the legislature, 82.

— every year, 86.

— may dissolve the legislative assembly, 85.

— the office of lieutenant-governor may not form the subject of legislation by the provincial legislatures, 92 (1). See *Amendments, Proclamations*.

LIGHT-HOUSES, under exclusive control of parliament, 91 (9).

LOCAL WORKS, &c., are under provincial control, 92 (10).

— except such as are declared to be for the general advantage of Canada, &c., 92 (10, c).

— all matters of local and private nature in the province are under provincial control, 92 (11).

LUMBER DUES, may continue to be imposed by New Brunswick, 124.

M

MARINE HOSPITALS, under exclusive control of parliament, 91 (11).

MARITIME PROVINCES, to be represented by 24 senators, 22.

— provision for a temporary increase of the number, 26, 27,

— for an increase of 4, on admission of Newfoundland, 147.

MARRIAGE, law of marriage is under exclusive control of parliament, 91 (26).

— solemnization of marriage, is under provincial control, 92 (12).

MEMBERS :—See *Election, House of Commons, Ontario, Quebec.*

MILITARY AND NAVAL FORCES, the command in chief thereof remains vested in the Queen, 15.

MILITIA, the command in chief thereof remains vested in the Queen, 15.

— militia, military and naval service, is under exclusive control of parliament, 91 (7).

MINES AND MINERALS, are under provincial control, 109.

MONEY VOTES, in parliaments ; originate in the commons, 53.

— being first recommended by the governor-general, 54.

— in the provincial legislatures ; originate in legislative assembly, 53, 90.

— being first recommended by the lieutenant-governor, 54, 90.

MUNICIPAL INSTITUTIONS, are under provincial control, 92 (8).

N

NATURALIZATION AND ALIENS, under exclusive control of parliament, 91, (25).

NAVIGATION AND SHIPPING, under exclusive control of parliament, 91 (10).

NEW BRUNSWICK, constituted one of the provinces of the Dominion, 5.

— limits to remain as heretofore, 7.

— to be represented by 12 senators, 22.

— (or 10, after admission of P. E. Island or Newfoundland, 147.)

— provision for a temporary increase, 26 to 28.

NEW BRUNSWICK, to be represented in the commons by 15 members, 37.

— representation to be re-adjusted decennially, 51.

— electoral districts defined, 40 (4).

— constitution of executive authority to continue until altered by the legislature, 64, 92 (1). See *Lieutenant-Governor, Provincial Constitutions*.

— constitution of the legislature (the like), 88, 92 (1). See *Provincial Constitutions*.

— Fredericton to be the seat of government, until otherwise directed by executive government, 68.

— judges of court of probate are appointed and paid by provincial authority, 96, 100.

— all judges in the province to be selected (for the present) from the bar thereof, 97.

— proportion of public debt, revenue, and property. See *Public Debt, Public Property, Public Revenues, Public Works*.

— lumber dues may be imposed by provincial legislature, 124.

NEWFOUNDLAND, admission of, into the union, 146, 147.

NORTH-WEST TERRITORY, admission of, into the union, 146.

NOVA SCOTIA, constituted one of the provinces of the Dominion, 5.

— limits to remain as heretofore, 7.

— to be represented by 12 senators, 22.

— (or 10, after admission of P. E. Island or Newfoundland, 147.)

— provision for a temporary increase, 26 to 28.

NOVA SCOTIA, to be represented, in the commons, by 19 members, 37.

- representation to be re-adjusted decennially, 51.
- electoral districts defined, 40 (3).
- constitution of executive authority to continue, until altered by the legislature, 64, 92 (1).
See Lieutenant-Governor, Provincial Constitutions.
- constitution of the legislature (the like), 88, 92 (1). *See Provincial Constitutions.*
- Halifax to be the seat of government, until otherwise directed by the executive government, 68.
- first general election to be simultaneous with that for the commons, 89.
- judges of court of probate are appointed, and paid by provincial authority, 96, 100.
- all judges in the province to be selected (for the present) from the bar thereof, 97.
- proportion of public debt, revenue and property :—*See Public Debt, Public Property, Public Revenues, Public Works.*

O

OATHS, of allegiance, taken by governor-general and lieutenant-governors, 61.

- by members of parliament and of the provincial legislatures, 128. (schedule 5).
- of office taken by privy councillors, 11.

ONTARIO, constituted one of the provinces of the Dominion, 5.

- to consist of what was formerly Upper-Canada, 6.
- to be represented by 24 senators, 22.
- provision for a temporary increase of the number, 26 to 28.
- to be represented, in the commons, by 82 members, 37.

- ONTARIO. representation to be re-adjusted decennially, 51.
- electoral districts defined, 40 (1).
 - executive power, 58 to 68.
 - constitution of executive council, 63,
 - members of the administration and their functions, 134, 135. See *Lieutenant-Governor*.
 - Toronto to be the seat of government, until otherwise directed by the executive government, 68.
 - legislature of Ontario how constituted, 69.
 - to be convened by the lieutenant-governor, in the name of the Queen, 82.
 - within 6 months after the union, 81.
 - and at least once in each year thereafter, 86.
 - legislative assembly consists of 82 members, 70.
 - office holders (excepting members of the administration) ineligible thereto, 83.
 - laws relative to elections, qualifications of voters and candidates, writs, controverted elections, &c., continued until altered by the legislature, 84.
 - duration of assembly to be 4 years, unless sooner dissolved, 85.
 - quorum to be 20 members, 48 87.
 - first general election to be simultaneous with that for the commons, 89.
 - members to take the oath of allegiance, 128.
 - speaker of legislative assembly to be elected at first sitting, 44, 87.
 - and as often as a vacancy may occur, 45, 87.
 - to preside at all meetings, 46, 87.
 - in case of absence for 48 hours a speaker *pro tem.* may be elected, 47, 87,
 - speaker may vote only when the voices are equal, 49, 87.
 - the use of the name 'Upper-Canada,' in any deed &c., does not invalidate it, 138.
 - penitentiary, 141.

- ONTARIO, proportion of public debt, revenue, and property :—
 See *Public Debt, Public Property, Public Revenues, Public Works.*
- adjustment of debts, assets, &c., Ontario and Quebec, 142.
- assignment of books and records, 143. See *Amendments, Provincial Constitutions.*

P

PAPER MONEY, ISSUE OF, under exclusive control of parliament, 91 (15).

PARLIAMENT OF CANADA, how constituted, 17.

- its powers, 18.
- to be called within six months after the union, 19.
- and once at least in every year thereafter, 20.
- the senate, 21 to 36. See *Senate.*
- house of commons, 37 to 54. See *House of Commons.*
- to fix the salaries of lieutenant-governors and provide therefor, 60.
- classes of subjects under exclusive jurisdiction of parliament, 91, 92 (10, a. b. c).
- controlling jurisdiction assigned to parliament, in matters relating to education (in certain cases only), 93 (4).
- in matters relating to agriculture and immigration, 95.
- judges of the superior courts may be removed by the governor-general on address of the senate and the house of commons, 99.

PARLIAMENT OF CANADA, salaries of all judges (except those of probate courts in Nova Scotia and New Brunswick) are fixed and provided by parliament, 100.

— may provide for a court of appeal for Canada and for additional courts of general jurisdiction, 101.

— has control over the consolidated revenue fund, 106.

— has all powers necessary for performing treaty obligations towards foreign countries, 132.

— English or French may be used in the debates: both must be used in the journals and statutes, 133.
See *Amendments*.

PATENTS FOR INVENTIONS, under exclusive control of parliament, 91 (22).

PENITENTIARIES, under exclusive control of parliament, 91 (28).

— penitentiary of Canada continues to be the penitentiary of Ontario and Quebec, 141.

POSTAL SERVICE, under exclusive control of parliament, 91 (5).

PRINCE EDWARD ISLAND, admission of, into the union, 146.
147.

PRISONS, are under provincial control, 92 (6).

PRIVY COUNCIL FOR CANADA, how constituted, 11.

— powers of governor in council defined, 12, 13. See *Governor-General*.

PROCEDURE OF THE COURTS, in criminal matters, is under the control of the parliament of Canada, 91 (27).

PROCEDURE OF THE COURTS, in civil matters, is under provincial control, 92 (14).
But see *Property and Civil Rights*.

PROCLAMATIONS, the union to take effect, by proclamation, within six months, 3.

— proclamations issued before the union (in relation thereto), continue in force after the union, 139.

— the names of the first senators to be inserted therein, 25.

— announcing the royal assent to any reserved bill to be entered in the journal of each house, 57, 90.

— proclamations under existing acts affecting U. or L. Canada, may be issued by the lieutenant-governors of Ontario or Quebec, 140.

— constituting new townships in Quebec, 144.

PROMISSORY NOTES, legislation relative thereto, is under exclusive control of parliament, 91 (18).

PROPERTY, AND CIVIL RIGHTS, IN THE PROVINCES, legislation thereon is under provincial control, 92 (13).

— but parliament may enact provisions for uniformity of the laws in reference thereto, or of the procedure of the courts, which shall not have effect in any province until enacted by the legislature thereof; after which the power of parliament in relation to any matter comprised in such act shall be unrestricted, 94. See also *Judges*.

PROVINCIAL CONSTITUTIONS, executive power, 58 to 63.

— lieutenant-governor, 58 to 62.

PROVINCIAL CONSTITUTIONS, executive council, 63, 64.

- lieutenant-governor in council, 65, 66.
- an administrator may be appointed by the governor-general, when necessary, 67
See Lieutenant-Governor.
- seat of government of each province named subject to any change under the direction of the executive government thereof, 68.
- legislatures and their powers, 69 to 95, 128.
See also Ontario, Quebec.
- classes of subjects enumerated, on which the provincial legislatures have exclusive powers of legislation, 92, 93.
- power to legislate subject to appeal to the governor in council, 93 (3).
- subject to the control of parliament, 93 (4) 95.
- any act of parliament for rendering uniform, in all the provinces the laws relative to property and civil rights, and the procedure of the courts, shall not have effect in any province, until enacted as law by the legislature thereof, 94. *See also Amendments.*
- constitution of the province may be amended by provincial legislature, except as regards the office of lieutenant-governor, 92 (1).

PROVINCIAL REVENUES:—*See Public Revenues.*

PUBLIC DEBT, the public debt, and the raising of money by taxation, or loan for general purposes, are under control of parliament, 91 (1, 3, 4).

- interest thereon made a second charge on consolidated revenue fund, 104.
- Canada liable for the whole of the debts existing at the union, 111.

PUBLIC DEBT, proportion for which Ontario and Quebec are liable, 112.

- Nova Scotia, 114, 116.
- New Brunswick, 115, 116.
- the interest on their proportion of the debt to be deducted from the grants to the respective provinces, 118.
- adjustment of liabilities, &c., of Ontario and Quebec, 142.

PUBLIC OFFICES AND OFFICERS, of the Dominion ; under the control of parliament, 91 (8).

- the establishment of provincial offices, and salaries of officers, are under provincial appointment and control, 92 (4).
- heads of departments specified (Ontario and Quebec) 134.
- their functions, 135.
- public officers continued in office, 130.
- new officers may be appointed, 131.

PUBLIC PROPERTY, of Canada :—all cash and other assets of each province, 107.

- certain public works and property, 108, (schedule 3).
- lands for fortification and defence, 117.
- public property is not liable to taxation, 125.
- of the provinces :—all lands, mines, &c., in the respective provinces, and sums due thereon, 109.
- assets connected with any portions of the public debt assumed by each province, 110.
- all public property not otherwise disposed of, 117.
- of Ontario and Quebec, 113 (schedule 4).
- adjustment thereof, 142.

PUBLIC REVENUES, of Canada :—all revenues heretofore controlled by the provinces, with cash and other assets, are to form a consolidated revenue fund, 102, 107.

- PUBLIC REVENUES**, under control of parliament, 106.
- subject to certain charges, 103, 104, 105.
 - of the provinces :—allowance (out of consolidated revenue fund) to Ontario, 118.
 - to Quebec, 118.
 - to Nova Scotia, 118.
 - to New Brunswick, 118, 119.
 - consolidated revenue fund for each province, 126.

- PUBLIC WORKS**, commissioner of agriculture and public works has a seat in executive council (Ontario and Quebec), 63.
- appointed by the lieutenant-governor, during pleasure, 134.
 - his functions and duties, 134, 135.
 - certain classes of public works placed under the control respectively of parliament, and of the provincial legislatures, 92 (10).
 - such local works as are declared to be for the general advantage of Canada, or of two or more provinces, are under control of parliament, 92 (10, c).
 - certain public works assigned to Canada, 108 (and schedule 3).



- QUALIFICATION**, of a senator, 23.
- questions relating thereto to be determined by the senate, 33.
 - of a member of the house of commons or of the legislative assembly of Ontario or of Quebec, to continue as heretofore, until altered by law, 41, 84.
 - of a voter (the like) 41, 84.
 - of a legislative councillor (Quebec), 23, 73.

- QUALIFICATION, questions relating thereto to be determined by the legislative council, 76.
- QUARANTINE, under exclusive control of parliament, 91 (11).
- QUEBEC, constituted one of the provinces of the Dominion, 5.
- to consist of what was formerly Lower Canada, 6.
 - to be represented by 24 senators, 22.
 - provision for a temporary increase of the number, 26 to 28.
 - to be represented, in the commons by 65 members, 37, 51 (1)
 - electoral districts defined, 40 (2).
 - executive power, 58 to 68.
 - constitution of executive council, 63.
 - members of the administration, and their functions, 134, 135. See *Lieutenant-Governor*.
 - Quebec to be the seat of government, until otherwise directed by the executive government, 68.
 - legislature of Quebec, how constituted, 71.
 - to be convened by the lieutenant-governor in the name of the Queen, 82.
 - within 6 months after the union, 81.
 - and at least once a year thereafter, 86.
 - members to be sworn, 128.
 - legislative council consists of 24 members (one for each electoral division,—see 2nd schedule) appointed for life (until otherwise provided), 72.
 - same provisions in regard to qualification, and vacation of seat, as in the senate, 23, 30, 31, 73, 74, 128.
 - speaker of legislative council to be appointed, from time to time, by the lieutenant-governor, 77.
 - he is also a member of the executive council, 63.
 - votes as a member only (when the voices are equal, the decision being deemed to be in the negative), 79.
 - legislative assembly consist of 65 members, representing the electoral divisions defined in sec. 40.

QUEBEC, subject to alterations by the legislature; those contained in schedule 2 (p. 129) not to be altered without the concurrence of a majority of the members therefor, at the 2nd and 3rd readings of the bill, 80.

- office holders (excepting members of the administration) ineligible thereto, 83.
- laws relative to elections, qualification of voters and candidates, writs, controverted elections, &c., continued until altered by the legislature, 84.
- duration of assembly to be 4 years, unless sooner dissolved, 85.
- quorum to be 20 members, 48, 87.
- first general election to be simultaneous with that for the commons, 89.
- speaker of legislative assembly to be elected at first sitting, 44, 87.
- and as often as a vacancy may occur, 45, 87.
- to preside at all meetings, 46, 87.
- in case of absence for 48 hours, a speaker *pro tem*, may be elected, 47, 87.
- speaker may vote only when the voices are equal, 49, 87.
- the privileges conferred on Roman Catholic separate schools in United Canada, are extended to the dissentient schools in Quebec, 93 (2).
- all judges in the province to be selected from the bar thereof, 98.
- the use of the name « Lower Canada » in any deed does not invalidate it, 138.
- penitentiary, 141.
- proportion of public debt, revenue and property:—
See *Public Debt, Public Property, Public Revenue, Public Works*.
- adjustment of debts, assets, &c., Ontario and Quebec, 142.

QUEBEC, assignment of books and records, 143.

- lieutenant-governor may constitute new townships, by proclamation, 144. See *Amendments, Provincial Constitutions*.

QUEEN, interpretation of provisions referring to Her Majesty the Queen, 2.

- Her Majesty in council to appoint a day (by proclamation) upon which the union of the provinces shall go into effect, 3.
- executive governments and authority over Canada continues vested in the Queen, 9.
- administered by the governor-general in her name, 10.
- Ottawa named as the seat of government, until otherwise directed by the Queen, 16.
- may, on the recommendation of the governor-general, summon 3 or 6 additional senators, 26, 27.
- reservation of bills for the signification of Her Majesty's pleasure, 55, 57.
- disallowance of bills to which the royal assent has been given by the governor, 56.
- lieutenant-governors of provinces act in the name of the Queen, 72, 75, 82.

QUORUM, of the senate, consists of 15 senators, 35.

- of the house of commons, 20 members, 48.
- of the legislative council, Quebec, (until altered by the legislature), 10 members, 78.
- of the legislative assembly (Ontario and Quebec), 20 members, 48, 87.

R

RAILWAYS, such as connect two provinces, or extend beyond the limits of a province, are under control of parliament, 92 (10, a).

- and such also as are declared to be for the general advantage of Canada, or of two or more provinces, 92 (10, c).

REFORMATORIES, are under provincial control, 92 (6).

REPRESENTATION IN PARLIAMENT, the number of members from each province prescribed, 37.
 — may be proportionately increased, 52.
 — to be re-adjusted after each decennial census, 51.

RESERVED BILLS, parliament of Canada; governor-general may reserve bills for the signification of the Queen's pleasure, 55.
 — such bills have no force unless within two years, the assent of the Queen in council is announced, 57.
 — provincial legislatures; lieutenant-governor may reserve bills, 55, 90.
 — not to have force unless assented to within one year thereafter, 57, 90.

REVENUES, PUBLIC:—See *Public Revenues*.

ROYAL ASSENT TO BILLS, parliament of Canada; may be declared by the governor-general, in his discretion, 55.
 — copies thereof to be sent to England; may be disallowed within two years, 56.
 — provincial legislatures; may be declared by the lieutenant-governor, 55, 90.
 — may be disallowed by governor-general in council within one year, 56, 90.

RUPERT'S LAND, admission of, into the union, 146.



SABLE ISLAND, under exclusive control of parliament, 91 (9).

SALARIES, of lieutenant-governors, 60.

- of public officers of the Dominion, 91 (8).
- of provincial officers, 92 (4).
- of judges, 100.
- of governor-general, 105.

SAVINGS BANKS, under exclusive control of parliament, 91 (16).

SEAL (GREAT) OF THE PROVINCE, those of U. and L. Canada to be used, until altered by lieutenant-governors in council (Ontario and Quebec), 136.

SEAT OF GOVERNMENT, of Canada ; to be Ottawa, until otherwise directed by the Queen, 16.
 — of each province ; to be as herein named, until otherwise directed by the provincial executive, 68.

SECRETARY AND REGISTRAR, PROVINCIAL, has a seat in the executive council (Ontario and Quebec) 63.

— appointed during pleasure by the lieutenant-governor, 135.

— his duties and functions, 134, 135.

SENATE, to consist of 72 members, 21.

— 24 to be selected from Ontario, 24 from Quebec, and

— 24 from the maritime provinces, 22.

— with 4 additional from Newfoundland, when admitted, 147.

— provision for a proportionate increase of 3, or 6, 26.

— no further appointments to be made until the members are reduced to the normal number, 27.

— the number of senators never to exceed, 78, 28.

— or 82 after admission of Newfoundland, 147.

— qualification of senators, 23.

— mode of summoning qualified persons to the senate, 24, 25.

— any (heretofore) legislative councillor offered a place in the senate, must decide within 30 days, 127.

— oaths of allegiance, and declaration of qualification, 128, (schedule 5).

— a senator hold his seat for life, 29.

— but may resign the same, 30.

- SENATE, or it may become vacant, for certain causes defined, 31.
- vacancies to be filled up by the governor-general, 32.
 - questions respecting qualification, or vacancy, to be decided by the senate, 33.
 - speaker to be appointed, from time to time, by the governor-general, from among senators, 34.
 - fifteen senators to constitute a quorum, 35.
 - questions to be decided by a majority of voices, including the speaker: when the voices are equal, the decision is deemed to be in the negative, 36.
 - senators are disqualified from sitting in the house of commons, 39.

SEPARATE SCHOOLS: See *Education*.

SHIPPING, under exclusive control of parliament, 91 (10).

SHORT TITLE OF ACTS, 1.

SOLICITOR GENERAL (QUEBEC), has a seat in the executive council, 63.

— appointed during pleasure, by the lieutenant-governor, 135.

— his functions and duties, 134, 135.

SPEAKER OF HOUSE OF COMMONS OR OF LEGISLATIVE

ASSEMBLY, to be elected at first sitting, 44.

— and as often as a vacancy may occur, 45.

— applied to legislative assembly, 87.

— to preside at all meetings of the house (commons), 46.

— (legislative assembly), 87.

— in case of absence for 48 hours, a speaker *pro tem.* may be elected, (commons), 47.

— (legislative assembly), 87.

— may vote only when the voices are equal (commons), 49.

— legislative assembly, 87.

SPEAKER OF LEGISLATIVE COUNCIL, (QUEBEC), appointed from time to time (from among the members) by the lieutenant-governor, 77.

SPEAKER OF LEGISLATIVE COUNCIL, (QUEBEC), has a seat in the executive council, 63.

— votes as a member only (when the voices are equal, the decision being deemed to be in the negative), 79.

SPEAKER OF SENATE, to be appointed from time to time by the governor-general, from among the senators, 34.

— votes as a senator only (when the voices are equal the decision being deemed to be in the negative, 36.

STEAMSHIPS, international and intercolonial lines of steamers, are under control of parliament, 92 (10, a, b,)

SUPPLY :—See *Money votes*.

T

TAVERN LICENSES, such as are issued for provincial or municipal purposes, are under provincial control, 92 (9).

TAXATION, bills for imposing any tax must originate in the commons, 53.

— or the legislative assembly, 90.

— being first recommended by the governor-general, 54.

— or the lieutenant-governor, 90.

— the raising of money by any system of taxation, is under exclusive control of parliament, 91 (3).

— direct taxation within a province, for provincial purposes, is under provincial control, 92 (2).

— public property of Canada not liable to taxation, 125.

TELEGRAPH LINES, such as connect two provinces, or extend beyond the limits of a province, are under control of parliament, 92 (10, a).
See also 92 (10, c).

TIMBER, PUBLIC, is under provincial control, 92 (5).
TOWNSHIPS, may be constituted by proclamation (Quebec), 144.

TRADE AND COMMERCE, under exclusive control of parliament, 91 (2).

TREASON, disqualifies a senator, 31 (4).

TREASURER OF THE PROVINCE, has a seat in the executive council (Ontario and Quebec), 63.

— appointed, during pleasure, by the lieutenant-governor, 134.

— his duties and functions, 134, 135.

U

UNIFORMITY OF LAWS:—See *Property and Civil Rights*.

UNION OF THE PROVINCES, to take effect within six months on a day to be appointed by the Queen in council, and to be declared by proclamation, 3.

— "Canada" to be the name of the new Dominion thereby constituted, 4.

— divided into four provinces, 5.

— limits of each defined, 6, 7.

V

VACANCIES, in the senate; by resignation, 30.

— through some disqualifying cause, 31.

— questions relating thereto to be dealt with by the senate, 33.

— vacancy to be filled up by the governor-general, 32.

— in the house of commons: issue of writs in respect thereof, 43.

VACANCIES, in the office of Speaker; new election to be had (commons), 45.

- (legislative assembly), 87.
- in the legislative council (Quebec), 74.
- questions relating thereto to be dealt with by the legislative council, 76.
- vacancy to be filled up by the lieutenant-governor, 75.

W

WEIGHTS AND MEASURES, under exclusive control of parliament, 91 (17).



ection to be had

), 74.

e dealt with by

ieutenant-gover-

control of par-

17).

